

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# DE LA RENTE VIAGÈRE

## CONSTITUÉE EN DOT

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT**

*Présentée et soutenue le mardi 2 juin 1908, à 2 heures 1/2*

PAR

**René BÉGIS**

---

Président : **M. MASSIGLI**, professeur.  
Suffragants { **M. PLANIOL**, professeur.  
                  { **M. WAHL**, agrégé.

---

PARIS  
IMPRIMERIE LEVÉ  
RUE CASSETTE, 17

---

1908





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552825\\_0002](https://archive.org/details/IA41552825_0002)



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT



*A mon Père, à ma Mère,  
témoignage d'affection et de reconnaissance*

La Faculté n'entend donner aucune appro-  
bation ni improbation aux opinions émises  
dans les thèses ; ces opinions doivent être  
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# DE LA RENTE VIAGÈRE

## CONSTITUÉE EN DOT

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le mardi 2 juin 1908, à 2 heures 1/2*

PAR

René BÉGIS

---

Président : **M. MASSIGLI**, professeur.  
Suffragants { **M. PLANIOL**, professeur.  
                  { **M. WAHL**, agrégé.



---

PARIS  
IMPRIMERIE LEVÉ  
RUE CASSETTE, 17

1908



## INTRODUCTION

---

Le Code civil donne au mot *dot* deux sens bien différents. D'une part, l'article 1540 qui, tout en étant placé dans le chapitre du régime dotal, n'est pas spécial à ce régime, mais s'applique également à celui de la communauté, appelle dot le *bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage*; d'autre part, les articles 1438 à 1440 et 1544 à 1549, donnant à ce mot un sens beaucoup plus large, voient dans la dot *les biens donnés aux futurs époux pour les aider à se marier* (Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 2<sup>e</sup> édit., t. III, n<sup>o</sup> 849). C'est cette dernière signification que nous adopterons dans notre travail, nous proposant d'étudier les rentes viagères constituées aux époux en faveur de leur mariage.

Notre but étant ainsi bien défini, il nous paraît intéressant d'observer que la donation de rente viagère n'est pas une conception moderne et que cette forme de dot était déjà pratiquée sous le régime de l'ancien droit, pour des raisons d'ailleurs analogues à celles qui peuvent la recommander encore aujourd'hui. La principale de ces raisons a toujours été le désir du chef de famille de conserver entre ses mains son patrimoine tout entier.

Les anciens auteurs parlent de la constitution de dot sous forme de rente viagère. Ainsi Roussilhe, dans son

traité de la dot (n° 524, ch. XVIII, sect. 1, § 2), nous dit que « la dot peut non seulement être constituée en argent, biens fonds ou effets, mais encore en usufruit, comme si l'on donne telle somme de pension ou de revenu annuel ». De même Merlin (*Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, v° Dot, § 2, n° 4) cite des jugements et arrêts rendus à la fin du dix-septième et au début du dix-huitième siècle, desquels on peut sûrement déduire que la constitution de rentes viagères en dot était pratiquée dans les pays du Nord; en effet, le parlement de Flandre accordant aux enfants, conformément aux principes du droit civil (*Dig.* liv. XXIII, tit. 2, fr. 19), une action pour réclamer une dot à leurs parents, Merlin rapporte d'après Wynantz (*Recueil d'arrêts du conseil souverain de Brabant*) plusieurs arrêts qui condamnerent des parents à fournir une dot à leurs enfants sous forme d'une pension annuelle.

L'usage de la rente viagère comme forme de constitution de dot s'explique très facilement d'ailleurs dans une région comme la Flandre, où les revenus produits par le commerce et l'industrie étaient parfois considérables, tandis que les capitaux, souvent du reste minimes, pouvaient être engagés dans des entreprises desquelles il eût été au moins difficile de les retirer brusquement. Cependant cette forme de dot n'était pas possible lorsque l'enfant doté avait lui-même besoin de capitaux pour l'exercice de sa profession ou de celle de son conjoint. Ces divers points sont parfaitement mis en lumière dans un arrêt rendu le 7 novembre 1710 par le Conseil de Brabant et rapporté par Merlin (*loc. cit.*) dans des termes qu'il nous paraît intéressant de citer textuellement. « Le fils d'un négociant, marié depuis peu et exerçant la même

profession que son père, demandait à celui-ci une dot proportionnelle à sa fortune, qui pût l'aider dans son commerce. Le père offrait de la payer en une pension annuelle, à l'exemple de ce qui avait été ordonné par des arrêts antérieurs (1691 et 1710); le fils répondait qu'il y avait bien de la différence entre l'état des personnes pour qui ces arrêts avaient été rendus et celui d'un commerçant, que les premiers n'avaient besoin d'argent que pour l'employer en rentes ou autres biens fructueux et que dès lors il paraissait naturel de laisser à leur père et à leur mère la faculté d'en faire emploi sur eux-mêmes, qu'un marchand au contraire ne pouvait pas se passer d'argent comptant et que ce n'était que par des capitaux considérables qu'il pouvait soutenir et faire fructifier son commerce. — Le Conseil de Brabant ne crut pas que le père pût s'acquitter envers son fils en lui constituant une pension, et il adopta la distinction faite par ce dernier entre les gentilshommes ou bourgeois vivant de leurs biens et les marchands. »

Cette citation fait justement ressortir que la constitution de dot sous forme de rente viagère pouvait présenter des avantages non seulement pour les commerçants et les industriels, mais encore et surtout peut-être pour la noblesse, en permettant aux chefs de famille de conserver pendant leur vie la libre administration de leur fortune.

Actuellement, les motifs, qui font préférer dans certains cas la constitution de dot sous forme de rente viagère à toute autre, sont les mêmes qui déjà la faisaient préférer autrefois. En permettant au donateur de conserver l'entière disposition de ses capitaux, et en épargnant au donataire la première période d'une administration pour laquelle il n'est pas toujours suffisamment préparé, la donation

peut servir également les intérêts du donateur et ceux du donataire. Ainsi cette forme de donation convient au donateur soit quand, ne pouvant pas ou ne voulant pas donner un capital, il dispose de revenus sur lesquels il lui est plus facile ou plus agréable de faire un prélèvement, soit quand il a des raisons particulières pour ne pas avoir une complète confiance dans la bonne administration du donataire.

Nous pensons avoir suffisamment démontré par ce qui précède l'intérêt pratique de notre sujet, et nous croyons, pour être complet, devoir y comprendre l'étude de la rente viagère donnée en dot depuis sa constitution jusqu'à son extinction, c'est-à-dire l'analyse des rapports qu'elle fait naître entre les constituants, entre le donataire et son conjoint et aussi entre ces diverses personnes et les tiers.

C'est ainsi que nous diviserons notre travail en cinq chapitres traitant :

Le premier, de la constitution de la rente ;

Le second, de l'exécution des obligations des constituants ;

Le troisième, de l'étude de la rente dans la patrimoine de l'époux doté ;

Le quatrième, de l'extinction de la rente, du rapport et de la réduction ;

Le cinquième, du droit fiscal.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### CONSTITUTION DE LA RENTE

1. — Quand la rente viagère est constituée de façon bien précise, sa constitution ne donne lieu à aucune observation spéciale; mais elle est souvent accompagnée de clauses particulières qui peuvent la modifier et parfois même en transformer complètement la nature. Aussi nous a-t-il paru utile de commencer notre étude en déterminant les conditions d'existence de la rente, puis en recherchant, au moins parmi les plus fréquentes des clauses accessoires, celles qui n'en changent pas la nature et celles au contraire en vertu desquelles on doit considérer que la constitution de rente n'est plus qu'un élément particulier d'une autre convention.

### SECTION PREMIÈRE

#### Conditions d'existence de la rente

2. — Avant d'étudier les conditions d'existence de la rente, nous ferons, pour prévenir toute confusion, deux remarques importantes.

En premier lieu, comme la donation en faveur du mariage mais en dehors du contrat de mariage est extrê-

mement rare dans la pratique, et n'est, pour ainsi dire, qu'une conception purement théorique, nous supposerons toujours que la rente a été constituée au profit de l'un des époux aux termes mêmes de son contrat de mariage.

En second lieu, nous entendons nous occuper seulement de la rente viagère créée par le donateur et dont le service lui incombe, laissant en dehors de notre travail toutes les combinaisons offertes par les compagnies d'assurances, attendu que, dans toutes ces combinaisons, il n'y a pas constitution de rente viagère à titre de dot, mais seulement, selon les cas, donation d'une somme d'argent ou d'une rente préexistante dans le patrimoine du donateur.

3. — Laissant de côté maintenant toutes les questions qui auraient leur place naturelle soit dans une théorie générale des donations ordinaires, soit dans une théorie générale des donations par contrat de mariage, nous nous bornerons à rechercher ici par qui, au profit de qui et sur la tête de qui la rente peut être constituée, et en quoi elle peut consister, puis, après avoir ainsi défini les conditions d'existence de la rente, nous examinerons les garanties qui peuvent accompagner sa constitution.

#### § I. — PAR QUI LA RENTE PEUT ÊTRE CONSTITUÉE

4. — I. *Rente constituée par les père et mère conjointement.* — La rente peut être constituée au profit du futur époux, d'abord par ses père et mère, conjointement et solidairement entre eux, comme c'est du reste le cas le plus fréquent. Bien que le Code civil (art. 204) refuse à l'enfant toute action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement, il est unanimement reconnu en effet qu'il est du devoir des parents de faciliter l'éta-

blissement de leurs enfants selon leurs ressources et que c'est pour eux une obligation naturelle de les doter (Rodière et Pont, *Traité du contrat de mariage*, 2<sup>e</sup> édit., t. I, n° 95. — Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> édit., t. V, § 500, p. 223. — Demolombe, t. XXIV, n° 351).

Le père peut toujours donner et s'engager dans la mesure que bon lui semble; il n'en est pas de même de la mère, dont la capacité est parfois limitée, mais la mesure de cette capacité étant surtout intéressante dans le cas où la mère constitue seule la dot, nous en renvoyons l'étude au paragraphe suivant.

5. — II. *Rente constituée par l'un seulement des deux auteurs.* — Malgré que l'obligation naturelle de doter les enfants incombe également au père et à la mère, il peut arriver que l'un d'eux seul constitue la dot, l'autre demeurant étranger à la donation ou étant précédé.

6. — A. PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — Dans la première hypothèse, le constituant sera généralement le père, parce que le plus souvent il a seul la disposition de tous les revenus propres ou communs; la mère ne pourra constituer elle-même une rente que si son contrat de mariage lui a réservé la jouissance de tout ou partie de ses propres.

La constitution par le père ne comporte aucune observation spéciale, mais la constitution par la mère donne lieu à quelques difficultés variant avec le régime sous lequel elle est mariée.

7. — 1<sup>o</sup> *Régime de la communauté.* — La femme mariée sous le régime de la communauté peut doter ses enfants avec l'autorisation de son mari ou après y avoir été autorisée par justice si son mari est absent ou s'il refuse son autorisation (art. 1427 et 218 C. c.); mais il convient de remarquer, qu'en ce qui concerne la rente viagère, cette

dernière hypothèse peut être considérée comme purement théorique et dépourvue d'intérêt pratique, attendu que la femme, autorisée en justice par suite du refus de son mari, ne peut engager que la nue-propriété de ses biens personnels (arg. art. 1410, al. 2, 1413 *in fine*. — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Traité du contrat de mariage*, n° 870).

8. — 2° *Régime dotal*. — Sous le régime dotal, il faut distinguer dans le patrimoine de la femme ses biens dotaux et ses biens paraphernaux.

En ce qui concerne les biens paraphernaux, il est hors de doute que l'autorisation du mari ou, à son refus, la permission de la justice suffit à la femme pour les engager au paiement de la rente (art. 1576 C. c.).

9. — En ce qui concerne les biens dotaux, l'article 1556 permet à la femme autorisée de son mari de *donner ses biens dotaux* pour l'établissement de leurs enfants communs; mais la question se pose de savoir si ce même article permet à la femme de *contracter un engagement exécutoire sur ses biens dotaux*.

M. Colmet de Santerre soutient la négative (t. VI, n° 228 *bis* IV); il prétend que l'article 1556 pose une simple exception et doit être interprété avec une certaine rigueur. Il faut remarquer, dit-il, que l'acte autorisé est « la donation de l'immeuble dotal pour l'établissement des enfants et non pas tout acte d'aliénation qui aurait pour but cet établissement ».

Mais la plupart des auteurs sont d'avis contraire et permettent à la femme d'engager ses biens dotaux en paiement de la dot constituée à l'enfant. La jurisprudence a consacré depuis longtemps cette opinion et la Cour de Cassation, dans un arrêt du 1<sup>er</sup> avril 1845 (D. 45. 1.199), estime « que

l'intérêt des enfants et l'avantage de leur établissement ont paru avec raison au législateur devoir faire fléchir le principe de l'inaliénabilité de la dot, que cette exception est même si favorable que l'article 1556, s'en rapportant à la sagesse et à la tendresse des parents, n'a pas exigé l'intervention du juge comme il l'a fait pour les articles 1558 et suivants, que le pouvoir de donner conféré à la femme par ledit article 1556 peut s'exercer par tous les moyens directs ou indirects de nature à procurer ou à faciliter un but aussi pieux que celui dont il s'agit ». (Comp. Troplong, n° 3352, sur le rapport duquel l'arrêt du 1<sup>er</sup> avril 1845 a été rendu. — Tessier, *Traité de la dot*, t. I, p. 379. — Duranton, t. XV, n° 492. — Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> édit., t. V, pp. 585, 586, § 537. — Rodière et Pont, 2<sup>e</sup> édit., n° 1794.)

10. — La femme pouvant ainsi engager tous ses propres, dotaux ou paraphernaux, doit-on admettre que l'obligation contractée par elle, sans affectation particulière de tels ou tels de ses biens, grève indistinctement ses biens dotaux et ses paraphernaux? — Nous estimons avec M. Guillaouard (*Traité du contrat de mariage*, t. IV, n° 2003), qu'à défaut de stipulations précises, la dette devra peser d'abord sur les paraphernaux. C'était la solution admise dans notre ancien droit, et les raisons, qui avaient décidé les jurisconsultes des pays de droit écrit en sa faveur, doivent faire résoudre la question dans le même sens aujourd'hui. « La dot, dit Catelan (*Arrêts remarquables du Parlement de Toulouse*, liv. IV, ch. iv), et les raisons qu'il y a qu'une femme la ménage et ne la donne point, méritent au moins qu'elle ne soit pas présumée la donner, s'il ne paraît pas bien sensiblement qu'elle la donne. » (Voyez dans le même sens Rodière et Pont, 2<sup>e</sup> édit., t. III, n° 1794, note 2, et Bordeaux 27 jan-

vier 1853, S. 53. 2. 252.) C'est donc dans les termes des actes et les circonstances de chaque affaire qu'on recherchera ce que la femme a voulu faire, et on ne devra déclarer la dot engagée que si la femme a voulu très certainement engager ses biens dotaux (Cass. 18 février 1852, S. 52. I. 299. — Toulouse 13 mai 1852, D. 53. 2. 93. — Trib. civ. de Nantua 27 mai 1874, D. 77. 2. 179). Mais en cas de doute, on doit se décider en faveur de la dot et faire peser l'engagement de la femme sur ses seuls biens paraphernaux (Cass. 1<sup>er</sup> juillet 1861, S. 61. I. 774).

11. — Avant de quitter ce sujet si délicat, il convient de remarquer que l'art. 1556, en permettant à la femme, avec l'autorisation de son mari, de donner ses biens dotaux pour l'établissement de ses enfants, ne parle que des enfants *communs* ; si la femme a des enfants d'un précédent mariage, la situation est alors réglée par l'article 1555 qui permet à la femme, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, de donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur, mais à la condition, si elle n'est autorisée que par justice, qu'elle en réserve la jouissance à son mari. Cette situation est donc analogue à celle que nous avons définie quand la femme est mariée sous le régime de la communauté (n° 7).

12. — 3° *Autres régimes*. — Sous les régimes autres que le régime de la communauté et le régime dotal, aucune difficulté particulière ne se produit. La femme peut donner ou engager ses biens pour l'établissement de ses enfants avec l'autorisation de son mari ou, sur le refus de celui-ci, avec l'autorisation de justice, sauf seulement à réserver dans ce dernier cas les droits de son mari, si elle est mariée *sans communauté*.

13. — B. DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — Dans la seconde hypothèse, celle où la dot est constituée par le survivant des père et mère, le constituant peut librement disposer de son patrimoine et est seul obligé sur tous ses biens, puisqu'il ne peut plus, de quelque manière que ce soit, engager le patrimoine de son conjoint. Mais nous verrons plus loin (n<sup>os</sup> 37 à 49) que la constitution de dot est souvent accompagnée alors de clauses qui peuvent modifier et transformer même sa nature, le caractère gratuit de la constitution pouvant disparaître en partie ou même en totalité, et la constitution de rente ne formant plus dans certains cas qu'un des éléments d'un autre contrat entre le constituant et l'enfant doté.

14. — III. *Rente constituée par les ascendants autres que les père et mère.* — La rente viagère peut être constituée en dot non seulement par les parents, mais aussi par les grands-parents. Toutes les règles énoncées au paragraphe précédent, en ce qui concerne la rente constituée par ceux-là, sont également applicables à celle constituée par ceux-ci. Le mot *enfants* en effet doit être entendu dans les articles 1427 et 1556 du Code civil comme une expression générique, dont le sens ne doit pas être limité aux enfants du premier degré (Rodière et Pont, 2<sup>e</sup> édit., n<sup>os</sup> 825 et 1792. — Aubry et Rau, t. V, § 537, p. 585. — Voir en cette matière Deriencourt, *De la constitution de dot par les grands-parents*, Thèse Paris 1907).

15. — IV. *Rente constituée par les tiers.* — Enfin la rente peut être constituée en dot au profit du futur époux par une personne autre que l'un de ses ascendants. Ce cas particulier, d'ailleurs très rare, constitue une donation ordinaire et doit en conséquence être traité d'après les règles du droit commun. D'ailleurs il sera toujours plus

simple que les cas précédents, puisque, à la différence de ceux-ci, il ne présentera aucune des difficultés qui ont leur origine dans la parenté en ligne directe des donateurs et donataires.

16. — Il résulte de ce rapide examen, que la rente est constituée en dot au futur époux le plus souvent par ses père et mère, et c'est toujours cette hypothèse que nous admettrons dans nos discussions, sauf dans certains cas exceptionnels que nous aurons soin de préciser.

## § II. — AU PROFIT DE QUI LA RENTE PEUT ÊTRE CONSTITUÉE

17. — A première vue, cette question peut paraître superflue, car la donation est toujours faite au profit du futur époux dont elle a pour but de faciliter le mariage. Cependant pour atteindre entièrement ce but, la rente doit survivre à l'enfant doté lorsque celui-ci meurt avant d'avoir recueilli les successions de ses père et mère et laissant après lui des descendants et son conjoint. Aussi, en prévision de cette éventualité, est-il généralement stipulé, qu'en cas de prédécès du donataire, le service de la rente sera continué au profit des descendants ou du conjoint de l'enfant doté, au moins pendant la vie des donateurs.

18. — Mais ici se pose une question que nous devons examiner. De qui doit-on considérer que les descendants du donataire défunt ou son conjoint tiennent le bénéfice de la rente ; sont-ils les ayants cause directs du donateur ou ceux du donataire décédé ? L'intérêt pratique de cette question est considérable. Si en effet on admet qu'ils sont les ayants cause directs du donateur, on doit par cela même admettre : 1<sup>o</sup> au point de vue civil, que le droit des bénéficiaires éventuels est à l'abri des actes de disposition

qu'en pourrait consentir le premier bénéficiaire, que les descendants ne sont pas tenus d'accepter la succession de leur auteur pour bénéficier de la rente, et que le conjoint peut cumuler le bénéfice de la rente avec tous ses gains de survie; 2° au point de vue fiscal, que la mutation, qui s'opère de la rente, donne ouverture à un droit de donation et non à un droit de succession.

Pour faciliter l'étude de cette question, nous allons envisager successivement la situation des descendants, puis celle du conjoint.

19. — I. *Descendants*. — En ce qui concerne les descendants, la difficulté vient le plus souvent de l'imprécision des formules employées pour la constitution de la rente.

Lorsqu'il est simplement stipulé que la rente est constituée au profit de l'époux, mais sur sa tête et sur celle de ses descendants pour le cas où il viendrait à décéder avant les donateurs, cette clause a pour seul effet de fixer la durée de la rente, qui se trouve ainsi constituée sur la tête de personnes non encore conçues au jour du mariage, stipulation d'ailleurs absolument licite comme nous le verrons plus loin. Dans ce cas, aucun doute ne saurait s'élever sur la nature du titre auquel les descendants du donataire sont appelés à bénéficier de la rente; c'est en qualité d'héritiers de leur auteur, seul donataire au contrat.

20. — Mais souvent les donateurs, ou plutôt les notaires rédacteurs des contrats, emploient des expressions ambiguës. Ils disent par exemple que la rente, en cas de prédécès de l'enfant doté, *appartiendra à ses descendants* ou *sera réversible sur la tête de ceux-ci*; parfois même ils constituent la rente *au profit de l'enfant doté et de ses descendants*. Dans ces divers cas, l'Administration de l'Enregistrement a souvent prétendu autrefois que les petits-enfants

recueillaient la rente comme donataires de leurs grands-parents; mais cette prétention n'a prévalu ni en doctrine ni en jurisprudence, et l'Administration l'a elle-même abandonnée (Seine, 4 avril 1884, D. 85. 3. 101. — S. 85. 2. 223. — R. P. 6352. — Planiol, Examen doctrinal de jurisprudence civile, dans la *Revue critique*, année 1886, p. 611. — Sol. de l'Administration de l'Enregistrement du 27 mars 1893, R. P. 8105). En effet, « les donations de biens présents par contrat de mariage, dit Demolombe (t. XXIII, n° 267), ne peuvent pas avoir lieu au profit des enfants à naître des époux, et une telle donation faite directement et uniquement au profit d'un enfant non conçu serait une énormité juridique; si le donateur se défie du donataire, il peut faire une substitution fidéicommissaire et la seule donation qui lui soit permise dans le contrat de mariage au profit des enfants à naître serait l'institution contractuelle qui ne peut porter que sur les biens à venir ». Il vaut donc mieux, conformément à l'article 1157 C. c., interpréter la convention dans le sens où elle peut produire quelque effet et admettre dans ce cas, comme dans le précédent, que les parties ont voulu seulement déterminer la durée de la rente, sans préciser à quel titre les descendants du donataire en bénéficieraient.

21. — On doit donc, en ce qui concerne les descendants, écarter l'hypothèse d'une donation entre vifs et décider qu'ils trouvent la rente dans le patrimoine de leur auteur et la recueillent dans sa succession en leur seule qualité d'héritiers, sauf exception que le passage de Demolombe rapporté plus haut a fait déjà pressentir, pour le cas où la constitution de rente serait accompagnée d'une substitution fidéicommissaire conforme aux articles 1048 et suivants du Code civil. Mais, pour admettre dans les droits du

donataire une restriction aussi grave que celle résultant d'une substitution, il faudrait le plus souvent donner aux stipulations du contrat de mariage une portée qu'elles n'ont pas, et il ne faut admettre la substitution que dans les cas où les termes mêmes du contrat ne laissent aucun doute sur son existence. D'ailleurs nous verrons au chapitre III un autre procédé permettant d'arriver au même résultat que la substitution : c'est la stipulation d'incessibilité de la rente.

22. — II. *Conjoint survivant*. — Le conjoint de l'enfant doté peut être appelé à bénéficier de la rente dans deux cas différents, soit après le décès du donataire, soit après le décès du donataire et de ses descendants.

La première situation est analogue à celle que nous venons d'examiner, sans toutefois lui être identique. Comme il est impossible d'attribuer la totalité de la rente au conjoint en qualité de successeur (nous avons admis par hypothèse que les donateurs sont toujours existants), il faut nécessairement admettre l'alternative suivante : ou bien il y a donation par les père et mère de l'enfant doté à leur futur gendre ou belle-fille, ou bien il y a donation par l'enfant doté à son conjoint conformément à l'article 1091 C. c. Ces deux solutions sont également possibles, de sorte qu'il n'existe *a priori* aucune raison de décider dans un sens plutôt que dans l'autre. La question revient donc le plus souvent à rechercher ce qu'a voulu le donateur, c'est-à-dire à interpréter les termes mêmes de la donation. Cependant la jurisprudence paraît généralement disposée à voir plus volontiers dans les donations de l'espèce des donations par les beaux-parents à leurs futurs alliés. (Voir en ce sens un jugement du Tribunal de Saint-Omer du 7 mai 1869, qui contient une

analyse particulièrement intéressante des stipulations d'un contrat de mariage appelant le conjoint de l'enfant doté à bénéficier de la rente, et, sur pourvoi de ce jugement, Cass. 27 mars 1872. — Inst. de l'Administration de l'Enregistrement, n° 2449, § 2, D. 72. 1. 212. — Cass. 10 décembre 1889. D. 90. 1. 348. — *Pand. Franc.*, 90. 6. 33, R. P. 7345.)

23. — Dans la seconde situation, c'est-à-dire lorsque le conjoint recueille la rente après le décès des descendants de l'enfant doté, la solution est plus simple et ne permet pas la même hésitation. D'une part en effet, l'époux survivant n'est pas le seul héritier de ses enfants et ne peut à ce titre recueillir la totalité de la rente, et d'autre part la succession des enfants n'a pu être réglée dans le contrat de mariage de leurs auteurs. Dans ce cas donc, l'hypothèse d'une transmission de la rente des descendants au conjoint de l'époux doté doit être écartée, et l'existence d'une donation par les beaux-parents à leur futur gendre ou belle-fille doit seule être admise.

### § III. — SUR LA TÊTE DE QUI LA RENTE PEUT ÊTRE CONSTITUÉE

24. — En principe, toute rente viagère est constituée sur la tête du crédientier et doit s'éteindre lors de son décès. « L'usage le plus ordinaire, disait le tribun Duveyrier, est que la rente viagère soit constituée sur la tête de celui qui l'acquiert, et c'est la conséquence naturelle de son objet d'être attachée à la vie même qu'elle est chargée d'entretenir. » (Fenet, t. XIV, p. 562. — Locré, t. XV, p. 202.) Aussi, ce cas étant le plus fréquent, c'est celui qui, dans le doute, doit toujours être présumé avoir été

dans l'intention des parties (Pont, *Petits contrats*, t. I, n° 686).

Toutefois, pour des raisons particulières à notre matière, les conventions des parties dérogent souvent, le plus souvent même, à ce principe. La rente viagère constituée en dot, ayant pour but en effet d'aider l'époux doté à supporter les charges du mariage, au moins du vivant des donateurs, il est tout naturel que l'on convienne que la rente s'éteindra au décès de ceux-ci, puisque le donataire entrera alors en possession de sa part dans leurs successions. Aussi la pratique s'est-elle généralement établie de constituer la rente sur la tête des donateurs. D'ailleurs la jurisprudence, reconnaissant la validité de cette dérogation à la règle générale, décide qu'il n'est pas de l'essence de la rente viagère d'être constituée sur la tête du crédientier (art. 1971 C. c. Voyez Trib. de la Seine 6 août 1862 et, sur pourvoi, Cass. 29 mai 1865, S. 65. 1. 324. — D. 65. 1. 364).

Les rentes peuvent donc être constituées, soit, conformément au principe général, sur la tête des bénéficiaires, soit, par dérogation à ce principe, sur celle des donateurs, soit encore cumulativement sur la tête des uns et des autres.

25. — I. *Sur la tête des bénéficiaires.* — Les personnes, sur la tête desquelles la rente est constituée, sont généralement les mêmes que celles qui doivent en bénéficier; aussi, ce que nous avons à dire ici de la durée de la rente se rapproche-t-il beaucoup de ce que nous avons dit tout à l'heure (n°s 17 et suiv.) des bénéficiaires eux-mêmes.

26. — A. ENFANT DOTÉ. — Si la rente est simplement constituée sur la tête de l'enfant doté, elle doit durer jusqu'à son décès.

27. — B. ENFANT DOTÉ ET SES DESCENDANTS. — Lorsque la rente doit être transmissible aux descendants de l'enfant doté après le décès de celui-ci, elle est généralement constituée sur la tête de ces bénéficiaires éventuels, qui ne sont pas encore nés ni même conçus au jour de la donation; mais la clause de transmission n'en est pas moins valable, ainsi que nous l'avons déjà dit au n° 20, parce que, fixant seulement la durée de la rente, elle ne confère pas aux descendants de l'enfant doté le droit de recueillir la rente, et par suite il n'y a pas lieu de rechercher si ces descendants étaient ou n'étaient pas capables de recevoir au jour de la donation (voyez Cass. 29 mai 1865, S. 65. 1. 324, D. 65. 1. 364). De plus, l'art. 1972 C. c., en permettant de constituer la rente sur plusieurs têtes, n'exige pas que ces personnes soient existantes au jour de la donation (voyez en ce sens Planiol, Examen de la jurisprudence civile dans la *Revue critique*, année 1886, p. 611. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des contrats aléatoires*, n° 210).

Toutefois, il convient de faire ici une remarque importante. La transmission de la rente au profit des descendants de l'enfant doté, sans limitation de degré, détruirait le caractère viager de la rente, en lui substituant un caractère perpétuel. Pour que le caractère viager soit maintenu, il faut, ou bien que la réversion soit limitée, par exemple aux descendants du premier degré, ou bien que la rente soit constituée sur la tête des donateurs en même temps que sur celle des bénéficiaires.

28. — C. ENFANT DOTÉ ET SON CONJOINT. — La constitution de rente sur la tête de l'enfant doté et, après lui, sur celle de son conjoint, ne comporte aucune observation nouvelle après ce que nous avons déjà dit aux n°s 22 et 23. Nous ajouterons seulement que l'usage est assez général de

stipuler l'extinction de la rente pour le cas où le conjoint bénéficiaire viendrait à se remarier.

29. — II. *Sur la tête des donateurs.* — La rente viagère ayant pour but principal, comme nous l'avons déjà dit, d'aider l'époux doté à supporter les charges du mariage, au moins du vivant des donateurs, n'a plus de raison d'être lorsque le donataire est appelé à recueillir les successions de ses père et mère. Aussi est-elle généralement constituée, soit sur la tête des donateurs seuls, soit à la fois sur leur tête et sur celle des bénéficiaires : c'est ce que les donateurs expriment souvent, de façon peut-être moins explicite, en constituant la rente *en avancement d'hoirie sur leurs futures successions*. La clause d'avancement d'hoirie, appliquée à la dot constituée sous forme de rente viagère, doit en effet, à notre avis, signifier que la rente représente, dans l'esprit du donateur, la jouissance anticipée de sa succession future et doit s'éteindre au jour de son décès pour être alors remplacée par les droits du donataire dans son hérité.

Lorsqu'il y a deux donateurs, le père et la mère, la rente peut, comme un capital, être constituée en avancement d'hoirie par parties égales ou inégales et être imputable pour une fraction déterminée sur la succession de chacun des donateurs, ou encore être imputable d'abord sur la succession du prémourant et subsidiairement sur celle du survivant. Dans le premier cas, elle représente pour la fraction déterminée, généralement la moitié, la jouissance partielle de chaque succession, de sorte qu'au décès du premier mourant des donateurs la rente subsiste seulement pour la partie mise à la charge du survivant. Dans le second cas, elle s'éteint au premier décès pour toute la fraction correspondant aux revenus de la part

qui revient à l'enfant doté dans la succession, et le paiement de la fraction qui peut subsister incombe au survivant seul; il pourra par conséquent arriver dans ce cas, si la succession du premier mourant des donateurs est assez importante, que la rente soit complètement éteinte à son décès, et au contraire, si cette succession est nulle, que la rente reste entièrement à la charge du donateur survivant.

30. — III. *Sur la tête des bénéficiaires et des donateurs cumulativement.* — Ce que nous avons à dire ici résulte implicitement de ce qui précède, la rente constituée cumulativement sur la tête des bénéficiaires et des donateurs devant nécessairement s'éteindre dans un des cas prévus aux n<sup>os</sup> 25 à 29, c'est-à-dire :

1<sup>o</sup> Au décès du donateur;

2<sup>o</sup> Au décès du donataire, quand il arrive avant celui du donateur et après celui des bénéficiaires éventuels;

3<sup>o</sup> Au décès, après le donataire et avant le donateur, du dernier des bénéficiaires éventuels, en observant toutefois que, quand ceux-ci sont les descendants du donataire, la rente peut être réduite au décès de chacun d'eux de la fraction appartenant au défunt (v<sup>o</sup> n<sup>o</sup> 136);

4<sup>o</sup> Ou enfin au nouveau mariage du conjoint du donataire, si cette cause d'extinction a été prévue au contrat de mariage.

#### § IV. — EN QUOI LA RENTE PEUT CONSISTER

31. — La rente peut être stipulée payable en argent ou en nature (Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des contrats aléatoires*, n<sup>o</sup> 242. — Guillouard, n<sup>o</sup> 121).

Le paiement en nature consiste pour le donateur à

fournir au crédientier, aux époques convenues, des choses déterminées seulement par leur nombre, leur poids ou leur mesure. De cette définition même résulte une différence très importante entre la rente en nature et l'engagement que prend parfois le donateur de nourrir et entretenir le futur époux et sa famille et qui constitue une obligation de faire dont nous parlerons dans la deuxième section (n° 40).

#### § V. — GARANTIES ACCESSOIRES

32. — L'obligation contractée par les constituants est en général purement chirographaire. Il est naturel en effet que l'enfant ne puisse exiger de ses parents, au moment où ils contractent envers lui une obligation de pure bienfaisance, une garantie spéciale, gage ou hypothèque; cependant il peut arriver que les parents eux-mêmes consentent une garantie et la pratique en offre de fréquents exemples.

L'hypothèque est dans ce cas, pour ainsi dire, la seule garantie employée, parce qu'elle n'entraîne pour le donateur aucune dépossession actuelle, et qu'elle répond ainsi aux mêmes préoccupations que la constitution de dot sous forme de rente viagère. Nous nous bornerons donc à étudier cette garantie spéciale, et nous distinguerons dans cette étude deux cas, celui où les donateurs sont mariés sous le régime de la communauté et celui où ils sont mariés sous le régime dotal.

33. — I. *Donateurs mariés sous le régime de la communauté.* — Quand les donateurs sont mariés sous le régime de la communauté, ils peuvent, s'ils constituent la dot

conjointement, conférer une hypothèque sur les biens propres à chacun d'eux et sur leurs bien communs.

34. — Si le mari constitue seul la rente, il peut hypothéquer à la garantie de cette rente ses biens propres et les biens de communauté, car nous estimons que l'article 1422 C. c., qui permet au mari de disposer à titre gratuit des immeubles de la communauté pour l'établissement des enfants communs, lui permet *a fortiori* de les hypothéquer dans le même but.

35. — Si la femme constitue seule la rente, avec autorisation de son mari, ce qui est d'ailleurs assez rare en pratique, elle ne peut hypothéquer que ses biens propres, car le pouvoir d'hypothéquer les biens communs ne peut appartenir qu'à celui qui a le pouvoir de les aliéner, c'est-à-dire au mari (art. 1421 et 2124 C. c. cbn.). L'autorisation de celui-ci emporte, il est vrai, son engagement personnel, et c'est pour cela que la communauté se trouve elle-même obligée par l'engagement de la femme autorisée (Demolombe, t. IV, n° 310. — Aubry et Rau, t. V, § 520, note 2. — Guillouard, t. II n° 845) (1); mais, en ce qui concerne la femme, cette autorisation la relève simplement de son incapacité sans lui conférer aucun pouvoir sur les biens communs et par conséquent sans lui permettre de les hypothéquer. Il existe un cas cependant où la femme peut hypothéquer les biens de communauté à la sûreté de la dot, c'est celui où, *en l'absence de son mari*, elle est autorisée par justice (art. 1427 C. c. Planiol, t. III, n° 1041). Et d'ailleurs, cette exception se justifie d'elle-même,

(1) Cette doctrine n'est cependant pas acceptée par l'unanimité des auteurs. Voyez notamment dans Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n°s 585 et suiv., l'exposé détaillé d'une opinion suivant laquelle le mari serait engagé non pas comme obligé personnel mais à cause de la confusion qui existe, durant le mariage, entre ses biens propres et les biens communs.

puisque le mari, étant absent, est incapable non seulement d'autoriser sa femme, mais aussi d'exercer ses pouvoirs de chef de la communauté.

36. — II. *Donateurs mariés sous le régime dotal.* — Lorsque les donateurs sont mariés sous le régime dotal, aucune difficulté n'existe, ni pour l'hypothèque des biens du mari, ni pour celle des paraphernaux de la femme; mais il n'en est pas tout à fait de même en ce qui concerne les biens dotaux de celle-ci.

D'une part, M. Colmet de Santerre, comme nous l'avons déjà dit précédemment (n° 9), a prétendu (t. VI, 228 *bis* iv) que le pouvoir de donner était essentiellement limitatif et n'emportait pas celui d'hypothéquer; mais la majorité des auteurs et la jurisprudence admettent que le pouvoir conféré à la femme par l'article 1556 de donner ses biens dotaux pour l'établissement de ses enfants peut s'exercer « par tous les moyens directs ou indirects de nature à procurer ou faciliter un but aussi pieux » (Cass. 1<sup>er</sup> avril 1845), et notamment par la constitution d'une hypothèque (voyez Laurent, t. XXIII, n° 523, qui adopte aussi cette opinion malgré sa tendance habituelle à interpréter la loi de la façon la plus étroite).

D'autre part, certains jurisconsultes, donnant à l'article 1556 C. c. une interprétation plus large, et admettant avec la jurisprudence que cet article permet à la femme dotale, pour établir ses enfants, non seulement de donner mais encore d'aliéner ses biens dotaux, ont prétendu que ce droit d'aliéner ne comprenait pas celui d'hypothéquer. Ils ont soutenu qu'au point de vue de l'inaliénabilité dotale, la constitution d'une hypothèque était plus grave que l'aliénation proprement dite, prétendant s'appuyer sur le droit romain qui interdisait au mari d'hypothéquer, mais

non d'aliéner le fonds dotal avec le consentement de sa femme (voyez cette doctrine exposée par Marcadé, art. 1556, § IV). Mais cette opinion, qui n'a pas prévalu du reste, ne peut pas davantage se soutenir, car l'argument qui lui sert de base repose sur une idée fausse au point de vue historique. Il est inexact en effet de dire que le droit romain ait considéré le pouvoir d'hypothéquer comme plus important que celui d'aliéner : l'interdiction faite au mari d'hypothéquer le bien dotal, même avec le consentement de la femme, vient de la combinaison de la loi *Julia de fundo dotali*, qui interdit au mari seul toute aliénation totale ou partielle du fonds dotal, avec l'édit d'Auguste défendant à la femme d'intercéder pour son mari (Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, 3<sup>e</sup> édit., p. 948. — Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, t. II, p. 107, note 3).

En définitive, l'article 1556 doit être interprété dans le sens le plus large, et le motif qui justifie entièrement cette interprétation, c'est que le régime dotal a atteint son but, lorsque le fonds dotal a été conservé pour servir à l'établissement des enfants. Dans ce cas, l'inaliénabilité dotale n'a plus de raison d'être, car si elle trouve sa justification dans la nécessité de protéger la famille, elle y trouve également sa limite; quand l'intérêt de la famille disparaît, elle doit également disparaître.

## SECTION II

### **Des dispositions qui contiennent constitution de rente en faveur des futurs époux**

37. — Nous diviserons cette section en deux parties,

étudiant dans la première les donations pures et simples et dans la seconde les conventions complexes où la donation est accompagnée de certaines obligations contractées par le donataire.

### § I. — DES DONATIONS PURES ET SIMPLES

38. — Nous avons vu précédemment (n° 3) quelles sont les conditions de l'existence de la rente, qui nécessite le consentement d'un donateur et d'un donataire, l'indication précise de la prestation qui doit être servie et l'expression de sa durée. Nous avons examiné (n°s 4 à 16) par qui la rente peut être donnée, puis (n°s 17 à 23) les difficultés que peut soulever la vocation des bénéficiaires; nous étudierons ici seulement les difficultés pouvant résulter d'abord de la nature même de la prestation promise, puis de sa durée, quand cette nature et cette durée ne sont pas nettement déterminées.

39. — I. *Difficultés concernant la nature de la prestation.* — Il arrive quelquefois que la nature de la chose promise n'est pas nettement déterminée. Par exemple il y a bien promesse d'une prestation périodique, mais cette prestation peut ne pas être une rente et constituer un bail à nourriture; d'autres fois encore, il y a bien promesse d'une rente viagère, mais cette promesse est accompagnée de clauses permettant le paiement d'un capital en remplacement de la rente et faisant naître des doutes sur l'intention des donateurs de donner réellement une rente ou un capital.

40. — A. ENGAGEMENT DE NOURRIR. — Nous avons signalé au n° 31 la différence qui existe entre la rente en nature et l'obligation parfois prise par les père et mère de nourrir,

loger et entretenir leur enfant ainsi que son futur conjoint et les enfants à naître de l'union projetée; il convient de nous arrêter un peu sur cette différence.

L'obligation prise par les donateurs de nourrir et entretenir comprend, comme la rente viagère, une série de prestations successives, limitées dans leur durée à l'existence de personnes désignées; mais cette obligation, qui est, dans la classe des contrats à titre gratuit, ce qu'est le bail à nourriture dans la classe des contrats à titre onéreux, diffère autant que celui-ci de la rente viagère, la différence résultant de la nature même des choses promises dans les deux contrats et étant indépendante de leur caractère onéreux ou gratuit.

Or, si nous recherchons les différences qui existent entre le bail à nourriture et la rente constitués tous les deux à titre onéreux, nous trouvons notamment que l'obligation de faire qui résulte du premier est aléatoire à un double point de vue, puisqu'elle est subordonnée aux besoins forcément variables du bénéficiaire et à la durée de son existence, tandis que le service de la rente, invariable quels que soient l'âge et les besoins du crédirentier, est subordonné à un seul aléa, celui de la durée de l'existence de celui-ci (Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des contrats aléatoires*, n° 352. — Guillouard, n° 176. — Lalou, *Du bail à nourriture*, Thèse, Paris 1900, p. 150). C'est à cette différence surtout que se distinguera toujours la rente en nature de l'obligation de nourrir.

41. — B. VERSEMENT D'UN CAPITAL. — Le paiement d'un capital au lieu de la rente est généralement une faculté réservée au donateur; cependant il peut arriver qu'elle ait été réservée au donataire qui, dans certaines circonstances, aurait ainsi le droit d'exiger un capital. Les expres-

sions employées, malgré leur variété, peuvent se ramener à celles-ci : le donateur pourra verser... ou le donataire pourra exiger... *si bon lui semble* ou *quand bon lui semblera*.

42. — Quand il s'agit d'une faculté réservée au donateur, ces deux modalités qui sont pourtant bien distinctes en théorie, puisque la première est une condition et la seconde un terme, sont, la plupart du temps, confondues par la pratique et employées indifféremment l'une ou l'autre pour exprimer cette idée : que la faculté de versement réservée au donateur est soumise à une condition purement potestative de la part de celui-ci. L'obligation de verser le capital étant inexistante (art 1174 C.c.), le seul objet de la donation est nécessairement la rente viagère. Le versement du capital, comme nous le verrons au chapitre II, n'opère aucun changement dans l'obligation primitive du donateur et constitue seulement l'exercice d'une faculté de libération d'une nature particulière.

43. — Quand au contraire, c'est au donataire qu'est réservée la faculté d'exiger le versement du capital, les deux modalités correspondent à deux conventions différentes : ou la modalité convenue est un terme et il y a *ab initio* engagement par le donateur à payer un capital dont l'exigibilité est seule laissée à la discrétion du donataire et dont la rente ne représente que l'intérêt jusqu'au jour du versement ; ou cette modalité est une condition dont l'événement doit produire en même temps l'extinction anticipée de la rente et la naissance de l'obligation pour le donateur de payer un capital.

L'examen des différentes clauses de la constitution de la rente peut seul fournir les raisons de décider dans chaque espèce, puisqu'il s'agit d'une question de fait.

Aussi les rédacteurs des contrats de mariage ne sauraient-ils trop préciser les intentions des parties dans les conventions de cette nature.

44. — II. *Durée non exprimée.* — Lorsque les donateurs se sont engagés à servir une rente, sans en préciser la durée, on peut être fort embarrassé pour interpréter cet engagement et décider si les parties ont entendu constituer une rente viagère ou une rente perpétuelle, le caractère viager n'apparaissant pas, au moins à première vue, et le silence des parties n'étant pas, à lui seul, une preuve de la perpétuité.

Le problème est d'une solution généralement facile dans les cas où le caractère viager de la rente, sans être formellement exprimé, peut être déduit des stipulations qui accompagnent sa constitution. C'est ainsi que le Tribunal de la Seine a décidé qu'une rente était viagère parce qu'elle était « limitée du côté du créancier à l'existence de la future et de ses enfants et du côté des débiteurs à l'existence des deux donatrices dont elle ne saurait, dans sa plus longue durée, dépasser le terme » (Seine 16 août 1873, R. P. 3801, J. E., n° 19606) (1).

Tel est encore le cas où la prestation annuelle a été qualifiée de pension, le caractère essentiel de toute pension étant d'être viagère et non perpétuelle (Cass. 22 février 1832, S. 32. 1. 186. — Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement*, t. II, n° 1309).

Ces exemples nous montrent qu'il n'y a pas de termes sacramentels pour consacrer le caractère viager de la

(1) Voir aussi en ce sens une solution de l'Administration de l'Enregistrement du 16 août 1873 (*Traité alphabétique*, v° Rente n° 14. — *Répertoire général alphabétique du droit français*, v° Rente n° 824) décidant que la rente est viagère dans un cas où, les père et mère ayant constitué à leur fils une rente annuelle sans expression de durée, il résultait des circonstances que la rente ne serait servie que pendant la vie des constituants.

rente, et qu'à défaut d'une durée expresse, on devra se décider d'après l'interprétation des clauses et circonstances particulières de chaque affaire. Toutefois si l'expression de rente viagère peut être suppléée, ses équivalents ne sont pas bien nombreux, et il ne faudrait pas considérer comme telles certaines stipulations qui peuvent se concilier également avec la rente viagère et la rente perpétuelle et dont nous citerons les deux principales.

45. — Quand le donateur s'est réservé la faculté d'éteindre la rente constituée *sans expression de durée*, en versant un capital dont l'intérêt doit être égal au montant de la rente, certains jugements ont déclaré qu'il y avait rente perpétuelle (Seine 13 avril 1867, J. E. 18653, R. P. 2470. — Saint-Malo 30 janvier 1869, S. 69. 2. 305, R. P. 2888. — Vervins 3 janvier 1878, R. P. 4941). Mais une doctrine différente, qui n'accorde à cette clause aucune influence sur le caractère de la rente, a été adoptée par les tribunaux de la Seine (Jugement du 16 août 1873, R. P. 3801) et de Moulins (Jugement du 23 mars 1876, R. P. 4587), et semble avoir prévalu, à juste titre d'ailleurs, selon nous.

Pour établir que la rente ainsi constituée est perpétuelle, il faudrait démontrer qu'il existe un rapport d'équivalence entre le capital prévu et la valeur de la rente. Cette équivalence serait évidente s'il s'agissait d'une rente constituée à titre onéreux, dont il faut exclure toute idée de bienfaisance, le capital alors stipulé pour l'extinction de la rente devant nécessairement représenter l'équivalent des annuités à échoir. Mais il s'agit ici de rente constituée à titre gratuit et, en raison des intentions libérales qui animent le constituant, il est impossible d'affirmer que les parties, en indiquant le capital moyennant le versement duquel la rente serait éteinte, aient entendu établir un rapport

d'équivalence entre ce capital et la valeur de la rente, tandis qu'on peut admettre avec autant de vraisemblance que les parties ont entendu convenir que la première libéralité pourrait être remplacée par une libéralité plus importante, dans laquelle elle se confondrait. En d'autres termes, la clause d'extinction de la rente moyennant le versement d'un capital devant produire un intérêt égal, n'indique pas que, dans l'intention des parties, ce capital soit la représentation exacte de la valeur de la rente et on ne peut en déduire aucune conclusion de nature à fixer le caractère perpétuel ou viager de la rente.

46. — De même, la clause, par laquelle le donateur déclare constituer la rente en avancement d'hoirie sur sa future succession, ne peut pas, à notre avis, permettre des conclusions plus précises. En étudiant précédemment les conditions d'existence de la rente, nous avons dit au n° 29 la signification qu'il faut attribuer à ces termes *en avancement d'hoirie*. Mais à ce moment nous avons supposé qu'il s'agissait d'une rente viagère, et maintenant au contraire que nous recherchons précisément les cas où existe le caractère viager, nous ne pouvons tirer de notre discussion antérieure qu'une seule déduction : c'est que la clause d'avancement d'hoirie n'est pas exclusive du caractère viager et qu'elle peut parfaitement s'allier avec la donation d'une rente viagère. D'autre part, il est incontestable que cette même clause peut également se concilier avec l'idée de rente perpétuelle, puisqu'elle a alors pour effet, de même que s'il s'agissait d'un capital, d'obliger le donataire au rapport à la succession du donateur. La clause d'avancement d'hoirie ne peut donc pas fournir un critérium permettant de discerner le caractère de la rente, et il serait excessif d'en déduire, soit que la rente cons-

tituée est viagère, soit, ainsi que l'a décidé le tribunal de Saint-Malo le 30 janvier 1867 (S. 67. 2. 305), qu'elle est perpétuelle (voyez dans le sens de notre opinion Championnière et Rigaud, t. IV, n° 3655).

47. — En résumé, il résulte de la discussion et des exemples qui précèdent que, si la durée de la rente n'est pas formellement exprimée, il faut rechercher l'intention des parties dans les clauses et circonstances de la donation et, d'après cette intention, décider si la rente est viagère et, dans l'affirmative, sur la tête de qui elle est constituée. Tout ce que l'on peut ajouter, c'est que, dans le doute, il vaut mieux présumer que la rente est viagère. Il paraît en effet bien probable que si un père constitue en dot à son enfant une rente annuelle, sans en exprimer la durée, il entend lui faire une pension essentiellement personnelle et non pas grever son patrimoine d'une rente perpétuelle devant lui survivre et passer peut-être, au moyen de cessions successives, entre les mains d'étrangers. D'ailleurs cette présomption est conforme à la règle d'interprétation des contrats contenue dans l'article 1162 C. c. aux termes de laquelle la convention, en cas de doute, doit s'interpréter de la façon la moins onéreuse pour le débiteur.

## § II. — DES CONVENTIONS COMPLEXES OU LA DONATION EST ACCOMPAGNÉE D'OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LE DONATAIRE.

48. — Les conventions qu'il convient d'examiner ici sont celles qui contiennent à la fois engagement par le donateur de fournir une prestation viagère et abandon à son profit par le donataire de certains biens ou valeurs. Il résulte de ces conventions que le bénéfice, provenant

au donataire de la donation à lui faite, se trouve diminué de la valeur des obligations par lui contractées et que, si la valeur de ces obligations est égale ou même supérieure à celle de la rente, ce bénéfice disparaît entièrement; mais, dans cette dernière hypothèse, le caractère gratuit de la constitution de rente disparaît lui-même pour faire place au caractère onéreux, et la convention, qui prend naissance, ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Toutefois, il existe certains cas intermédiaires, dans lesquels il est parfois difficile d'apprécier la valeur des engagements réciproques et de fixer le caractère gratuit ou onéreux de la convention dans son ensemble.

Ici encore la volonté des parties est souveraine et il convient de rechercher, d'après l'interprétation des termes de leur convention, quelle a pu être cette volonté (Comp. Rodière et Pont, *Traité du contrat de mariage*, t. I, n° 267). S'il est impossible de discerner ce que les parties ont voulu faire, nous estimons que, dans le doute, l'idée de donation doit prévaloir sur celle de contrat onéreux, car il paraît naturel de penser que, dans un contrat de mariage, les parents ont plutôt voulu faire une donation à leur enfant pour l'aider à supporter ses charges nouvelles que rechercher dans un contrat onéreux une opération avantageuse à leurs intérêts personnels. Aussi dirons-nous que, si la volonté des parties n'est pas clairement exprimée, on ne doit pas scinder la convention pour y voir une convention onéreuse jusqu'à concurrence des charges imposées à l'enfant et une donation du surplus, mais on doit, tant que l'importance des charges n'exclut pas le caractère de libéralité, considérer qu'il y a donation pour le tout (comp. Planiol, t. III, n° 3009).

D'ailleurs la difficulté que nous étudions, très délicate

quand il s'agit de la donation onéreuse d'un capital, paraît, en dehors du cas que nous examinons au n° 49, sans intérêt quand il s'agit de la donation d'une rente viagère; on ne conçoit pas en effet que des parents, en constituant à leur enfant une rente qui, en raison même de sa nature, a, dans une certaine mesure, un caractère alimentaire, lui imposent des charges pouvant faire disparaître ou même seulement rendre douteux le caractère gratuit de la constitution, et il semble au contraire que les charges qui peuvent accompagner une donation de rente viagère ne doivent être que des charges relativement peu importantes, en présence desquelles le caractère de libéralité doit être maintenu sans hésitation.

49. — Toutefois il existe un cas particulier qui, en raison même de sa fréquence, doit retenir notre attention : c'est celui où le survivant des père et mère, resté en possession de tous les biens de son conjoint prédécédé, constitue à son enfant une rente viagère, moyennant laquelle il restera en possession desdits biens, la rente devant représenter pour partie leur revenu et pour le surplus seulement la donation du constituant. Les termes dans lesquels cette convention peut être exprimée sont très variables, mais ils paraissent aboutir toujours à l'une des deux situations suivantes : ou bien le contrat porte donation de toute la rente, sans indiquer expressément que le donateur entend n'y contribuer que pour une part, ou bien la rente est constituée d'abord pour tenir lieu à l'enfant de sa part dans le revenu des biens de son auteur prédécédé, le constituant entendant ne donner que le surplus.

Dans le premier cas, on doit admettre que le constituant est tenu personnellement de toute la rente en sa seule

qualité de donateur et, conformément aux principes exposés au n° 48, que la convention est dans son ensemble une donation onéreuse et ne doit pas être divisée en deux parties, l'une onéreuse, l'autre gratuite. Il a été ainsi jugé que la disposition d'un contrat de mariage, par laquelle un père constitue à son fils une pension viagère à la condition que celui-ci lui laissera l'usufruit de ses droits maternels est une donation et non une transmission d'usufruit à titre onéreux (Jugement d'Agen du 7 décembre 1830 dans Cass. 6 janvier 1834, D. 34. 1. 49, S. 34. 1. 90).

Dans le second cas, qui du reste est le plus fréquent, on doit admettre au contraire que le constituant est tenu de la rente à deux titres, d'une partie en qualité de donateur, et du surplus à un autre titre qui peut être différent d'un cas à un autre. La nature de ce second titre varie en effet selon les termes de sa constitution : dans tous les cas, l'ascendant paie une partie plus ou moins importante de la rente non comme donateur, mais en compensation de la jouissance qui lui est concédée et cet abandon de jouissance moyennant une prestation annuelle constitue soit un bail à vie, soit une cession d'usufruit. Si cependant la convention, au lieu d'un abandon définitif de jouissance, contenait seulement un ajournement de partage ou de règlement, il faudrait y voir, non plus une cession d'usufruit ou un bail à vie, mais seulement, soit un simple mandat, si le constituant doit rendre compte de son administration, soit un bail à durée limitée ou illimitée s'il en est dispensé. Mais nous n'avons pas à insister sur aucun de ces contrats spéciaux qui sont tous en dehors de notre sujet.

## CHAPITRE II

---

### DE L'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DES CONSTITUANTS

50. — Lorsqu'il s'agit d'une rente viagère constituée à titre onéreux, le débirentier est tenu vis-à-vis de son créancier à trois obligations : il doit 1° payer régulièrement les arrérages de la rente, 2° fournir les sûretés promises, 3° et supporter les risques de la chose par lui acquise (Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des contrats aléatoires*, n° 256). Mais, quand la rente a été constituée à titre gratuit, le débirentier n'est tenu qu'aux deux premières de ces obligations et se trouve affranchi de la troisième, puisqu'il n'acquiert aucun bien, ne recevant rien du crédirentier.

L'obligation de fournir les sûretés promises ne comporte aucun développement particulier et son inexécution ne peut donner lieu dans certains cas qu'à des dommages-intérêts pour le crédirentier (art. 1142 C. c.), et non à la résolution du contrat, puisqu'il ne s'agit pas d'un contrat synallagmatique (1).

L'obligation de payer la rente présente au contraire de nombreuses difficultés, et leur étude fait l'objet de ce chapitre que nous diviserons en deux sections, étudiant dans

(1) L'art. 1977 aux termes duquel « celui, au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution », est évidemment spécial aux rentes constituées à titre onéreux.

la première l'exécution de l'obligation et les droits du créancier en cas de non paiement, et dans la seconde, les conséquences, quand il y a deux constituants, de l'exécution de l'obligation au point de vue des rapports entre ces constituants.

## SECTION PREMIÈRE

### **De l'exécution de l'obligation et des droits du créancier en cas de non paiement**

#### § I. — DE L'EXÉCUTION DE L'OBLIGATION

51. — Divisant les modes d'extinction des obligations en deux catégories, selon qu'ils procurent ou non une satisfaction au créancier, nous allons étudier ici l'application à notre matière de ceux qui procurent satisfaction au créancier sous une forme ou sous une autre, c'est-à-dire de ceux qui sont des modes d'exécution. Ces modes seraient au nombre de six, le paiement, la dation en paiement, la novation, la compensation, la confusion et le terme extinctif; mais nous renverrons ce dernier au chapitre iv, où nous le joindrons aux autres modes d'extinction parce qu'en fait, il ne procure pas par lui-même une satisfaction au créancier, étant plutôt la mesure qui détermine le moment où l'obligation née du contrat devra être considérée comme entièrement accomplie.

52. — I. *Paiement*. — A. DU PAIEMENT PUR ET SIMPLE. — Le paiement est l'exécution effective de l'obligation, la prestation de la chose ou du fait qui était dû. En notre matière, le paiement consiste pour le débiteur à fournir, aux

époques et au lieu désignés par la convention, les sommes d'argent ou les denrées promises.

La rente peut avoir été constituée par les père et mère de l'enfant doté ou seulement par l'un d'eux ; mais, dans un cas comme dans l'autre, c'est généralement le père qui est tenu du paiement, soit comme obligé personnel, soit comme chef de la communauté, soit encore comme usufruitier des biens de sa femme. Celle-ci ne peut en être exceptionnellement chargée, que dans les cas où la rente devrait être fournie sur les biens dont elle aurait conservé l'administration et la jouissance. De même le pouvoir de recevoir le paiement appartient généralement aussi au mari, soit comme étant personnellement créancier, soit comme ayant qualité pour toucher les revenus des propres de sa femme, et ce n'est que par exception que celle-ci peut toucher, quand le régime adopté par le contrat de mariage le lui permet.

53. — B. DU PAIEMENT AU MOYEN D'UN CAPITAL EN VERTU D'UNE RÉSERVE INSÉRÉE AU CONTRAT. — Si le paiement pur et simple de la rente ne soulève pas de difficultés particulières, il n'en est pas de même de l'exercice de la faculté souvent réservée au débiteur de s'affranchir du service de la rente en versant un capital au créancier. L'importance du capital à verser par rapport à la rente est naturellement très variable, mais, malgré leur variété, les espèces nous semblent pouvoir être toujours ramenées à l'un des trois cas suivants : ou le capital doit être équivalent à la valeur de la rente, ou bien il doit produire un intérêt égal au montant de la rente, ou bien il est supérieur à la valeur de la rente et produit un intérêt inférieur au montant des arrérages.

54. — 1<sup>er</sup> Cas. *Le capital doit être équivalent à la valeur*

*de la rente au moment du versement.* — Dans cette hypothèse, assez rare d'ailleurs en pratique, les parties, ne pouvant prévoir à quelle époque le donateur usera de cette faculté de versement d'un capital, ne fixent pas dans le contrat de mariage le montant de la somme à verser, mais se contentent, en exprimant leur réserve, de convenir des moyens d'après lesquels, le cas échéant, cette somme sera déterminée.

Il y a évidemment dans cette clause une faculté de libération pour le débirentier. Celui-ci ne doit, il est vrai, qu'une chose, la rente, mais il peut à tout moment s'en affranchir en fournissant une prestation correspondant à la valeur des arrérages restant à courir de cette rente. L'ensemble de ces stipulations présente un exemple d'*obligation facultative* (1), et le versement facultatif du capital constitue ce qu'on appellerait une faculté de rachat, s'il s'agissait d'une rente viagère constituée à titre onéreux.

La stipulation, qui réserve au débirentier cette faculté de libération, soulève deux questions : on peut se demander d'abord si elle est possible, puis si elle est utile.

55. — La possibilité de cette clause doit être envisagée par rapport à l'enfant doté et par rapport aux constituants.

D'une part, en ce qui concerne l'enfant doté, quel que soit son régime matrimonial, la réception d'un capital au lieu de la rente qu'il était en droit d'exiger, n'apporte évidemment pas aux conventions matrimoniales un « changement postérieur à la célébration du mariage » prohibé par l'art. 1395 C. c. ; le versement par le donateur n'a lieu en effet qu'en vertu d'une faculté réservée au contrat de

(1) L'obligation est facultative lorsque le débiteur doit une prestation unique, mais avec faculté de se libérer en accomplissant une autre prestation déterminée à la place de celle qui est due.

mariage et n'est par conséquent que l'exécution d'une convention matrimoniale (en ce sens Laurent, t. XXI, n° 81).

D'autre part, en ce qui concerne les constituants, nous ne voyons aucun obstacle à cette stipulation, sauf l'exception suivante. La femme, mariée sous le régime dotal, qui s'est engagée sur ses biens dotaux au paiement de la rente, ne peut se réserver de prélever sur ces mêmes biens un capital de valeur égale à celle de la rente pour éteindre celle-ci; en effet, comme nous le verrons plus loin, les arrérages de cette rente sont à la charge du mari, usufruitier des biens dotaux, et rien n'autorise la femme à aliéner ses biens dotaux pour payer une dette qui incombe d'abord à son mari et qui ne peut devenir sienne que sous condition. Naturellement, il ne faudrait pas faire rentrer dans cette exception le cas où la rente est à la charge des biens paraphernaux de la femme et où par conséquent rien ne pourrait s'opposer à ce que celle-ci fit toute stipulation du genre de celle que nous étudions.

56. — L'utilité de la stipulation qui nous occupe peut soulever quelques doutes pour les motifs suivants. L'art. 1979 C. c., qui interdit au constituant de se libérer du paiement de la rente au moyen du versement d'un capital, prévoit uniquement le cas où la rente a été constituée à titre onéreux; cela ressort des termes mêmes de cet article: « le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente en offrant de *rembourser* le capital... » Peut-on conclure de là que la faculté de rachat, interdite pour les rentes constituées à titre onéreux, a été implicitement autorisée pour les rentes constituées à titre gratuit? — Nous ne le croyons pas. L'art. 1979 n'est en effet qu'une conséquence d'un principe plus général que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les

ont faites » (art. 1134 C. c. ; Guillouard, *Contrats aléatoires*, n° 215), et il ne fait qu'en préciser l'application dans un cas qui aurait pu paraître douteux. Or, dans notre matière, à défaut de l'art. 1979 évidemment inapplicable, il est impossible d'éviter l'application du principe de l'art. 1134 qui concerne les contrats à titre gratuit aussi bien que ceux à titre onéreux. Par conséquent, le débiteur, ne pouvant modifier le contrat par sa seule volonté, doit, pour pouvoir imposer au créancier une autre chose que celle que peut exiger celui-ci, en avoir reçu l'autorisation dans le titre constitutif de la rente ou, comme nous le verrons plus loin (n°s 64 et suiv.) dans une convention postérieure.

La possibilité et l'utilité de la stipulation se trouvant démontrées, nous n'avons que peu de choses à dire sur les effets qu'elle produit. Lorsque le débirentier use de la faculté qui lui a été réservée, il se libère complètement de son obligation comme il aurait pu le faire par le paiement de la rente, puisque les deux prestations, entre lesquelles il a le droit de choisir, ont, d'après le contrat de mariage, le même pouvoir libératoire.

57. — 2<sup>e</sup> Cas. *Le capital doit produire des intérêts égaux au montant annuel de la rente.* — Ce second cas est en pratique plus fréquent que le premier; la réserve faite par le donateur, d'éteindre la rente par le versement d'un capital devant produire un égal revenu, confirme son intention d'assurer au donataire un revenu annuel constant. Mais cette clause soulève, au moins en théorie, des difficultés assez sérieuses qui méritent une étude particulière.

58. — La première de ces difficultés consiste à déterminer la nature même de la convention qui prend naissance. L'Administration de l'Enregistrement a maintes fois soutenu

devant les tribunaux que cette convention constitue une donation alternative d'une rente ou d'un capital (voyez *Traité alph. des droits d'enregistrement*, v° Rente n° 69); mais cette opinion a été généralement repoussée, et, selon nous, à juste titre (Lille 15 février 1884, R. P. 6647. — Nantes 1<sup>er</sup> décembre 1891, R. P. 7867. — Orléans 15 juillet 1896, R. P. 9025. — Marseille 24 mai 1905, R. P. 11050). Dans l'obligation alternative en effet, les deux objets compris dans l'alternative sont considérés comme étant dus en principe; aussi le créancier, lorsqu'il en poursuit l'exécution, doit-il demander *l'une ou l'autre* des choses dues, afin de laisser intacte la liberté d'option qui appartient en principe au débiteur (art. 1190 C. c.). Dans notre hypothèse au contraire, l'enfant doté ne peut demander que le paiement de la rente et jamais celui du capital auquel le débiteur n'est obligé que sous condition purement potestative de sa part.

59. — On pourrait peut-être prétendre que le versement du capital constitue une *dation en paiement*; mais cette opinion ne nous paraît pas encore tout à fait exacte. Il y a bien extinction de la rente par la prestation d'une chose autre que celle qui était *in obligatione*, mais il n'y a pas dation en paiement, en ce sens qu'il n'y a pas, comme nous le dirons plus loin, *subrogation conventionnelle d'un nouvel objet à celui de la dette*. La dation en paiement, entendue dans ce sens, suppose, pour qu'elle puisse procurer au débiteur une libération définitive, un nouvel accord des parties, indépendant de celui qui a donné naissance à l'obligation. Or dans notre cas, tout nouvel accord des parties est inutile, puisque le débiteur puise dans le contrat même qui a créé la rente viagère le droit de se libérer par le versement d'un capital; il n'a besoin du consen-

tement du crédientier que dans la mesure où tout débiteur a besoin du consentement de son créancier pour faire un paiement, pouvant même s'en passer en employant, le cas échéant, la procédure des offres et de la consignation.

60. — Si on ne peut voir dans la clause qui nous occupe ni le second terme d'une donation alternative ni une dation en paiement, comment doit-on donc l'interpréter? Cette interprétation résulte de la réfutation que nous venons de faire de l'idée de dation en paiement. On doit voir en effet dans cette clause une *faculté de libération* pour le débirentier, puisqu'il peut, à tout moment, en versant le capital, se libérer du service de la rente, en vertu d'un droit que lui réserve le titre même de son obligation.

Mais cette faculté est différente de celle que nous avons examinée déjà au n° 54, et c'est en raison de cette différence que nous en faisons une étude spéciale. Si, en effet, elle n'était, comme la première, qu'une faculté de libération pure et simple, elle ne devrait avoir pour effet que de procurer au créancier, sous une autre forme, l'équivalent de ce qui lui est dû; tandis qu'il est facile de voir, qu'en recevant le capital, le crédientier acquiert une valeur supérieure à celle qu'il pouvait exiger. Le crédientier reçoit comme équivalent de sa rente le droit de percevoir les revenus du capital versé, *jus utendi et fruendi*, et il reçoit en outre le droit de disposer du capital, *jus abutendi*. En résumé, cette clause comprend deux opérations juridiques : une faculté de libération, et une seconde donation, subordonnées toutes deux à une condition purement postestative de la part du donateur.

61. — Maintenant que nous sommes fixés sur la nature de la clause qui permet au débirentier de se libérer en

versant un capital productif d'un intérêt égal au montant de la rente, nous n'étudierons pas si cette clause est utile, comme nous l'avons fait dans le 1<sup>er</sup> cas (n<sup>o</sup> 56) (1), mais nous examinerons seulement si elle est possible, d'abord en ce qui concerne l'enfant doté, puis en ce qui concerne les constituants.

En ce qui concerne l'enfant doté, aucune difficulté ne se présente, quel que soit son régime matrimonial, et la stipulation doit être considérée comme possible parce qu'elle est insérée au contrat de mariage et que son exécution ne peut dès lors constituer une dérogation aux conventions matrimoniales.

En ce qui concerne les constituants, nous pensons qu'ils peuvent, en règle générale, se réserver cette faculté de libération, quel que soit leur régime matrimonial, et soit qu'ils aient constitué la rente ensemble, soit qu'ils l'aient constituée l'un à l'exclusion de l'autre. Nous voyons cependant à cette règle deux exceptions qui s'appuient d'ailleurs sur les mêmes motifs.

62. — Lorsque la femme, mariée sous le régime de la communauté, a constitué une rente à l'enfant commun en cas d'absence du mari (art. 1427 C. c.), elle ne peut se réserver de prélever, quand bon lui semblera, un capital produisant un intérêt égal à la rente; la possibilité pour elle d'engager les biens de communauté et la toute propriété de ses propres doit être restreinte au cas prévu par la loi, qui est l'établissement des enfants, et non l'augmentation de cet établissement.

(1) L'utilité de la stipulation ne peut soulever les mêmes hésitations que dans le premier cas. Le doute qui pourrait venir de l'art. 1799 C. c. n'est plus permis en présence des termes de l'art. 1243 ainsi conçu : « Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande. »

La femme mariée sous le régime dotal, qui se serait engagée sur ses biens dotaux, conformément à l'art. 1556, à servir la rente constituée en dot à un enfant commun, ne saurait s'engager valablement sur ces mêmes biens à verser, au lieu de la rente, si bon lui semble, un capital produisant un intérêt égal. L'art. 1556 lui permet, il est vrai, de donner ses biens dotaux pour l'établissement d'un enfant commun, mais il ne lui permet pas d'aliéner sa dot pour accroître l'aisance de cet enfant, non plus que pour sauver un établissement qui périliterait (Rouen 23 janvier 1897, D. 99. 2. 139. — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 1705. — Guillouard, t. IV, n° 1996).

63. — 3<sup>e</sup> Cas. *Le capital doit être supérieur à la valeur de la rente au jour du versement, mais doit produire un intérêt inférieur au montant annuel de la rente.* — Théoriquement ce cas est bien distinct du précédent, mais, dans la pratique, il pourra souvent y être ramené. En effet, lorsque les parties fixent le montant du capital sans savoir à l'avance quand il sera versé, il est vraisemblable qu'elles ont voulu établir une équivalence entre les arrérages de la rente et le bénéfice que doit retirer le donataire du droit de jouir de ce capital, en un mot qu'elles ont apprécié le *jus utendi* sans considérer que les intérêts peuvent être produits à tel ou tel taux par le capital.

Si cependant cette assimilation était impossible, il faudrait rechercher, lors du versement, dans quelle mesure le capital produit l'extinction de la rente et dans quelle mesure il procure un bénéfice nouveau à l'enfant doté ; on se trouverait ainsi comme dans l'hypothèse précédente (n° 60) en présence d'une double opération : libération du débirentier et donation nouvelle faite à l'enfant doté.

Mais cette hypothèse nous paraît purement théorique

et nous l'avons indiquée seulement pour éviter une lacune dans notre étude.

64.— II. *Dation en paiement*. — La dation en paiement est la prestation d'une chose autre que celle due en vertu de l'obligation primitive; à l'inverse de la faculté de libération, elle a besoin, pour être valable, d'un nouveau consentement du créancier. Mais ce que nous devons étudier ici, c'est moins la dation en paiement en elle-même que la convention qui doit en former le titre.

La dation peut être consentie en paiement d'un ou de plusieurs termes de la rente, ou en paiement de la rente elle-même : le premier cas ne présente aucune particularité, le second seul va retenir notre attention.

65. — A. POSSIBILITÉ DE LA DATION EN PAIEMENT. — La première question qui se pose est celle qui s'est déjà posée pour les facultés de libération moyennant versement d'un capital : la dation en paiement est-elle possible? — Nous répondrons à cette question, comme nous l'avons fait précédemment, en l'étudiant d'abord au point de vue de l'enfant doté, puis au point de vue des constituants.

66.— 1° *En ce qui concerne l'enfant doté*. — Aux termes de l'article 1395 C. c. « les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage » et on pourrait peut-être s'appuyer sur cet article du code pour soutenir l'impossibilité de la dation en paiement. Mais peut-on dire que la dation en paiement constitue un changement aux conventions matrimoniales et doit, par conséquent, être interdite de façon absolue?

Laurent, interprétant strictement la loi, a adopté cette opinion. « Les stipulations relatives à la dot, dit-il (t. XXI, n° 85), sont certainement des conventions matrimoniales.

Si on les modifie, quelque légère que soit la modification, ne contrevient-on pas au principe de l'immutabilité? Il est vrai que le mode de paiement peut être indifférent, mais il peut aussi ne pas l'être... L'opinion que nous énonçons peut paraître rigoureuse et elle l'est, mais il s'agit d'une disposition de rigueur : il importe d'empêcher tout changement, quelque peu important qu'il soit, sinon le but de la loi n'est pas atteint. » Cette théorie, que son auteur lui-même estime rigoureuse, n'a pas prévalu et il est généralement admis que l'art. 1395 ne doit pas avoir une portée aussi absolue. Ce qui est interdit aux époux, c'est de renoncer à la dot promise ou d'en transformer la nature en modifiant quelqu'une des clauses essentielles de la constitution, par exemple les conditions d'exigibilité de la dot ou les garanties qui en assurent le paiement (Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, t. I, n° 236 et t. IV, n° 1739). Mais on doit permettre les changements au mode de paiement de la dot (Cass. 22 juillet 1889, S. 89. 1. 456, D. 90. 1. 425. — Angers, 23 février 1897, D. 98. 2. 161. — Cass. req. 27 novembre 1900, S. 1901. 1. 119), et en particulier la dation en paiement. Celle-ci en effet, n'étant qu'un changement au mode de paiement, laisse subsister le titre primitif de l'obligation en n'en modifiant que l'exécution (1), et trouve d'ailleurs sa justification dans les articles 1406 et 1553 al. 2 C. c. A la vérité ces deux articles relatifs, le premier au cas d'un enfant marié sous le régime de la communauté, le second au cas d'une fille mariée sous le régime dotal, ne citent qu'un cas particulier de dation en paiement, celui de la dation d'un immeu-

(1) La théorie du droit français est sur ce point essentiellement différente de celle du droit allemand qui assimile la dation en paiement à la novation par changement d'objet (voyez Saleilles, *Théorie de l'obligation*, 2<sup>e</sup> édit., n° 48).

ble en paiement de la dot constituée en argent; mais ils n'ont pas pour objet d'établir la validité de ces dations spéciales et puis qu'ils en admettent la possibilité, c'est nécessairement qu'ils en reconnaissent implicitement la validité. Rien dans la loi n'obligeant à limiter cette déduction à la validité des dations spécialement visées par les art. 1406 et 1553, nous estimons qu'il convient de l'étendre et d'admettre comme étant conforme à l'esprit de la loi que toute dation en paiement est valable (voyez en ce sens une note de M. Charmont sous Cass. 6 décembre 1892, *Pand. Franc.*, 93. 1. 337).

67. — Il existe cependant à notre avis une exception à cette règle générale, dans le cas où la constitution de la rente est accompagnée d'une stipulation d'incessibilité (1). Comme nous le verrons plus loin, la dation en paiement, bien qu'elle échappe à la prohibition de l'article 1395 n'en constitue pas moins, dans une certaine mesure, un changement à l'obligation primitive; aussi est-il nécessaire, pour sa validité, que le donataire qui la consent ait des pouvoirs plus étendus que ceux d'un simple administrateur, et on ne peut considérer comme ayant ces pouvoirs le donataire privé du droit d'aliéner par la clause d'incessibilité.

68. — 2° *En ce qui concerne les constituants.* — Au point de vue des constituants, de même que nous avons déjà reconnu la possibilité des facultés de libération étudiées sous les n<sup>os</sup> 55 et 61, de même nous pensons qu'ils peuvent se libérer au moyen d'une dation en paiement, pourvu qu'ils aient le consentement du donataire, et nous ne voyons pas ce que l'on pourrait invoquer à l'appui de la théorie contraire.

(1) Sur la stipulation d'incessibilité, voir ch. III, n<sup>os</sup> 121 et suiv.

Nous mentionnerons cependant deux exceptions à cette règle dans des cas analogues à ceux que nous avons déjà signalés à propos des facultés de libération au n° 62 : la femme ne peut faire une dation en paiement en aliénant les biens qu'elle a engagés au paiement de la dot, — 1° quand, étant mariée sous le régime de la communauté et autorisée par justice en l'absence de son mari (art. 1427 C. c.), elle s'est engagée sur ses biens propres et sur les biens communs à servir une rente à un enfant commun; — 2° quand, étant mariée sous le régime dotal, elle s'est, avec l'autorisation de son mari, engagée sur ses biens dotaux à servir une rente à un enfant commun (art. 1556 C. c.). Dans ces deux cas, l'incapacité de la femme a disparu momentanément devant la nécessité d'établir les enfants; mais, une fois cet établissement assuré, elle reparaît tout entière et elle interdit à la femme tant de changer la forme sous laquelle a été promis l'établissement que d'accroître cet établissement.

69. — B. CONSENTEMENTS NÉCESSAIRES A LA VALIDITÉ DE LA DATION EN PAIEMENT. — La convention de dation en paiement, comme toute convention, exige, pour sa validité, l'accord des parties, c'est-à-dire le consentement du créancier et du débiteur. Si l'application de ce principe ne souffre aucune difficulté lorsque toutes les parties sont capables, il n'en est plus de même quand l'une d'elles ou toutes deux sont des femmes incapables. Dans cette seconde hypothèse, doit-on, de ce que la dation en paiement n'est qu'un changement au mode de paiement de la dot, déduire que le pouvoir de la faire et de la consentir rentre dans le pouvoir d'administration des biens de la femme qui appartient le plus souvent au mari et parfois seulement à la femme, ou, au contraire, faut-il exiger toujours

le consentement de la femme avec l'autorisation du mari? Ici encore il nous faut examiner séparément la situation du créancier et celle du débiteur.

70. — En ce qui concerne le créancier, c'est-à-dire l'enfant doté, nous pensons que, sous tous les régimes autres que le régime dotal, le consentement de la femme dotée, autorisée de son mari, est nécessaire. Le pouvoir d'administration des biens de la femme sous tous les régimes autres que le régime dotal emporte pouvoir de recevoir le paiement (Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n<sup>os</sup> 759, 1502. — Planiol, t. III, n<sup>os</sup> 1061 et 1445), c'est-à-dire de recevoir la chose qui était *in obligatione*, mais il s'arrête là et n'emporte pas celui de consentir une modification à l'obligation primitive. Or, s'il est exact que la dation en paiement est permise parce qu'elle ne constitue pas un changement aux conventions matrimoniales, il n'en est pas moins vrai qu'elle constitue quand même une modification licite du contrat primitif, dans la mesure où elle en modifie l'exécution; elle dépasse par conséquent les pouvoirs de l'administrateur. La Cour de Paris s'est prononcée dans le sens de notre opinion par un arrêt du 11 mars 1879, en décidant que l'état de faillite du mari ne faisait pas obstacle à ce que les parents de sa femme, qui avaient constitué à celle-ci une pension annuelle par contrat de mariage, se libèrent au moyen d'un capital : « Attendu que la conversion en capital de la rente viagère ne portait dans les circonstances aucune atteinte aux conditions du contrat de mariage, que, pour la validité de cette convention, le consentement de la dame Gaidan (donataire), assistée de son mari, était seul nécessaire et que c'était en réalité pour assister sa femme que Gaidan

intervenait au contrat » (S. 79. 2. 172. — Voyez aussi Cass. req. 25 juillet 1843, S. 51. 1. 258).

Mais lorsque la femme, étant mariée sous le régime dotal, a compris dans sa dot la rente viagère qui lui a été constituée par ses parents, son consentement n'est plus nécessaire à la validité de la dation en paiement. On sait en effet que, d'après la jurisprudence, le mari est le maître de la dot mobilière et peut en disposer à son gré, comme au temps où il en avait le domaine véritable (voyez Planiol, t. III, n° 1509 et les arrêts cités). Le droit de disposition, dont il jouit alors, s'applique non seulement aux meubles dont il est devenu propriétaire, mais encore à ceux dont la femme a conservé la propriété; il s'étend par suite aux créances dotales, de quelque nature qu'elles soient, même aux rentes perpétuelles ou viagères faisant partie de la dot. Le mari peut donc, sans le concours de la femme, consentir à une dation en paiement de la dot mobilière promise à celle-ci, par exemple au paiement d'un capital qui produise l'extinction d'une rente viagère (comp. Aubry et Rau, t. V, § 537 *bis*, p. 599 et Cass. civ. 6 décembre 1859, S. 60. 1. 644, D. 59. 1. 501).

71. — En ce qui concerne les débiteurs, lorsque la rente a été constituée par la femme seule ou conjointement avec son mari, nous pensons que la dation en paiement, quand elle est possible, ne rentre pas non plus dans les pouvoirs d'administration, car elle suppose chez celui qui la fait le pouvoir de s'obliger ou d'aliéner. Spécialement, lorsque la femme, qui s'est obligée au paiement de la rente, est mariée sous le régime de la communauté, elle doit concourir à la dation en paiement et, si le mari la faisait seul, il ne pourrait agir qu'en qualité de gérant d'affaires, la femme pouvant ensuite la ratifier ou la refuser.

72. — C. DIVERSES ESPÈCES DE DATIONS EN PAIEMENT. — Sans chercher à énumérer toutes les choses qui peuvent être données en paiement de la rente viagère, nous nous bornerons à grouper sous quelques catégories les diverses dations en paiement.

73. — Nous rangerons dans un premier groupe tous les cas où le caractère périodique et aléatoire (au point de vue de la durée) de la rente viagère se retrouve dans la nouvelle prestation. Tel est le cas où les parents conviennent avec l'enfant doté de lui fournir, au lieu de la pension payable en argent, des prestations de logement et nourriture (Cass. req. 27 novembre 1900, S. 1901. 1. 119), ou bien lui concèdent la jouissance d'un bien quelconque, pour lui tenir lieu de la rente promise.

Tel serait encore le cas d'une délégation imparfaite n'emportant pas la libération du donateur ; cependant, en pratique, cette délégation aura généralement pour effet de libérer le débirentier d'un ou de plusieurs termes de la rente, lorsque celui-ci, étant créancier d'un tiers pour une somme produisant des intérêts au moins égaux au montant annuel de la rente, prescrit à son débiteur de payer ces intérêts au crédirentier. Pour que la délégation puisse être faite en paiement de la rente elle-même, il faudrait que le débirentier soit lui-même créancier sur un tiers d'une rente viagère ayant, dans l'esprit des parties, une égale valeur, ou d'une rente perpétuelle, par exemple d'une rente sur l'Etat. Dans ce dernier cas, le titre de rente serait valablement immatriculé au nom de l'enfant pour l'usufruit, avec mention des causes d'extinction de la rente viagère qui produiront alors l'extinction de l'usufruit (voyez en ce sens Cass. 18 février 1905, *Rép. gén. not.*, n° 15156).

Les groupes suivants sont symétriques de ceux que

nous avons établis plus haut pour classer les facultés de paiement réservées au débirentier. Cette symétrie s'explique aisément si l'on remarque que la faculté de libération n'est qu'une dation en paiement autorisée par le créancier dans le titre constitutif de l'obligation (comparez ci-dessus n° 59).

74. — Dans un second groupe, nous placerons les dations dans lesquelles la rente est éteinte moyennant une prestation unique équivalente aux arrérages restant à courir. Ce sera le plus souvent une somme d'argent (voyez par exemple Rouen 11 mars 1853, Jurisprudence des cours de Caen et Rouen 1853, 2. 223. — Paris 11 mars 1879, S. 79. 2. 172); mais rien ne s'opposerait à ce que ce soit un bien mobilier ou même immobilier. La libération du débirentier moyennant le versement d'une somme d'argent constitue l'opération qu'on pourrait appeler *rachat* de la rente s'il s'agissait d'une rente viagère constituée à titre onéreux. Comme cette expression de rachat fait bien nettement ressortir la nature de l'opération, nous nous permettrons, dans nos discussions ultérieures, de l'appliquer à notre matière, de même que nous qualifierons de *faculté de rachat* la faculté réservée au débirentier dans le contrat de mariage de se libérer moyennant un capital équivalent à la rente (ci-dessus n° 54). Sous le bénéfice de cette observation, aucune confusion ne sera possible et la clarté de nos développements ne fera qu'y gagner.

75. — Enfin, dans un troisième groupe, nous réunirons toutes les dations en paiement qui procurent au débirentier non seulement l'équivalent de ce qui lui est dû, mais en outre un enrichissement nouveau. Ce sont les cas où les parents se libèrent de la rente constituée à l'enfant soit par la prestation d'un capital produisant un

revenu égal aux arrérages (voyez Angers 23 février 1897, D. 98. 2. 161 et Cass. req. 14 novembre 1898, S. 1900. 1. 15), soit au moyen d'un capital supérieur à la valeur de la rente, quoique produisant un revenu annuel inférieur. Nous nous dispenserons d'analyser les deux opérations contenues dans ces dations en paiement; nous ne pourrions que répéter ce que nous avons dit plus haut sur les facultés de libération du même genre et nous nous contentons d'y renvoyer (n<sup>os</sup> 57 et suiv. et 63).

76. — D. EFFETS DE LA DATION EN PAIEMENT. — Dans les rapports du donataire et du donateur, la dation en paiement produit son effet habituel, la libération du donateur. Quant à la question de savoir si, dans les rapports entre l'enfant doté et son conjoint, la subrogation de la nouvelle prestation à l'ancienne s'opère intégralement, question commune d'ailleurs à la dation en paiement et à la prestation de la chose *in facultate solutionis*, elle sera étudiée au chapitre III (n<sup>os</sup> 103 et suiv.).

77. — III. *Novation*. — La novation est l'extinction de l'obligation par la création d'une obligation nouvelle destinée à la remplacer. En matière de constitution de dot, sous quelque forme d'ailleurs que la dot ait été promise, nous ne pensons pas que la novation soit possible. Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales s'oppose en effet à ce que les époux renoncent aux donations qui leur ont été faites dans leur contrat de mariage (Guilouard, t. I, n<sup>o</sup> 236). Cette interdiction doit s'entendre de toutes espèces de renonciations, même de celles consenties moyennant la création d'une obligation nouvelle, parce qu'une semblable opération emporte toujours modification du titre constitutif de la dot (1).

(1) Aussi, lorsque nous avons étudié la dation en paiement n<sup>o</sup> 66, avons-nous pris soin de la distinguer de la novation par changement d'objet.

Pour ces motifs nous n'insisterons pas davantage sur la novation.

78. — IV. *Compensation*. — Il faut distinguer la compensation légale et la compensation facultative.

La compensation légale, qui n'a lieu qu'entre dettes également liquides et exigibles (art. 1291 C. c.) ne peut évidemment éteindre que la dette d'arrérages de la rente et non pas la rente elle-même. Elle suppose que le débiteur devient lui-même créancier du créancier soit d'une somme déterminée, soit même d'une rente viagère (c'est par exemple le cas où le survivant des donateurs, tenu pour une partie au service de la rente viagère, et ayant un droit d'usufruit sur la succession de son conjoint prédécédé, il y a conversion de cet usufruit en une rente viagère qui incombe précisément à l'enfant doté d'une rente); dans cette seconde hypothèse les arrérages des deux rentes se compensent légalement, tant que celles-ci coexistent, jusqu'à concurrence des plus faibles, au fur et à mesure de leur exigibilité. — La compensation légale suppose en outre que les deux créances sont également saisissables (arg. de l'art. 1293 C. c. — Aubry et Rau, t. IV, page 324), et elle serait par conséquent impossible si l'une des deux rentes avait un caractère alimentaire, soit que le donateur, étant tombé dans le besoin, obtienne une pension alimentaire (art. 205 ou arg. art. 955 3<sup>o</sup> C. c.), soit que la rente constituée à l'époux puisse, en fait, être considérée comme ayant un caractère alimentaire (arg. art. 581 4<sup>o</sup> C. pr.).

Quant à la compensation facultative qui s'opère par la volonté des parties et n'est soumise à aucune des conditions restrictives énumérées par l'art. 1291 C. c., elle peut éteindre soit la dette d'arrérages, soit la rente elle-

même. Dans ce second cas elle peut dans une certaine mesure être comparée à la dation en paiement (1).

79. — V. *Confusion*. — L'extinction totale ou partielle par confusion de la rente viagère constituée en dot est possible mais extrêmement rare en pratique. Il faut en effet pour cela supposer que la rente, ayant été simplement constituée sur la tête de l'enfant doté, doive subsister après le décès de l'ascendant donateur et tomber alors à la charge de ses héritiers, au nombre desquels serait l'enfant doté. Cette circonstance ne se présentera presque jamais parce que, comme nous l'avons déjà vu (n° 29), la rente est très généralement constituée en avancement d'hoirie sur la succession du ou des donateurs. Dès lors, s'il n'y a qu'un donateur, la rente se trouve entièrement éteinte au décès de celui-ci. S'il y en a deux, elle s'éteint au décès du premier pour une fraction qui n'a aucun rapport avec la part héréditaire de l'enfant doté et reste pour le surplus à la charge du survivant seul, à l'exclusion des représentants du prédécédé; enfin le décès de ce survivant éteint la fraction de la rente au service de laquelle celui-ci se trouvait tenu.

## § II. — DES DROITS DU CRÉDIRENTIER EN CAS DE NON PAIEMENT

80. — L'étude des droits du crédientier en cas de non paiement de la rente ne nous retiendra pas longtemps,

(1) La compensation judiciaire serait également possible en notre matière et elle a été opérée par un arrêt de la cour de Bordeaux du 24 avril 1845 (D. 45. 4. 20). Un aïeul, ayant constitué en dot à son petit-fils une rente viagère de 1.500 francs, se trouvait dans l'impossibilité de servir la totalité de cette rente. La cour lui accorda, conformément à l'art. 205 C. c., une pension alimentaire de 500 francs et déclara que cette pension se compenserait, jusqu'à due concurrence, avec la rente de 1.500 francs (comp. Laurent, t. XXI, n° 178. — Guillouard, *Contrat de mariage*, t. I, n° 158).

malgré sa complexité et tout l'intérêt qu'elle comporte, car elle ne présente qu'un cas d'application pure et simple des règles établies par l'art. 1978 *in fine* pour toutes les rentes viagères, qu'elles soient constituées à titre gratuit ou onéreux (Pau 6 août 1861, S. 62. 2. 467. — Aubry et Rau, t. III, § 390, p. 426).

Cet article, déterminant l'objet du droit de poursuite qui appartient au crédientier sur les biens de son débiteur, décide que « le créancier n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur et de faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages ». Sans examiner ici les diverses opinions émises sur l'interprétation qui doit être donnée à l'expression « emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages », nous indiquerons la solution qui a été le plus généralement admise par la jurisprudence. Le crédientier a droit d'obtenir, pour la jouissance seulement, une somme qui, placée au taux légal, produise un intérêt égal au montant annuel de la rente et il peut produire pour cette somme dans l'ordre ou la contribution ; en outre, lorsque la somme, qui lui a été attribuée, ne produit pas un intérêt suffisant, certains arrêts l'ont autorisé à prélever le complément des arrérages sur le capital lui-même (Metz 15 novembre 1843, S. 44. 2. 85. — Agen 3 janvier 1844, S. 45. 2. 495. — Paris 31 mars 1881, *Répertoire général du notariat*, n° 281. — Dijon 25 février 1889, *La Loi*, 12 mars 1889) (1). Cette juris-

(1) Quelques tribunaux de commerce, dans des jugements rendus en matière de faillite, ont accordé au crédientier le droit de produire pour le capital qui, placé à *fonds perdus*, procurerait la rente viagère due à celui-ci (Tribunal de com. de la Seine 14 novembre 1884, *Le Droit*, 13 décembre 1884, *Journ. des Faillites*, 1885, p. 138, Trib. com. Niort 28 septembre 1896, *Journ. des Faillites*, 1898, p. 176). Ces décisions sont approuvées par M. Thaller (Des droits du crédientier dans la faillite du débiteur en matière de rente viagère, *Annales de Droit commercial*, 1902, p. 183).

prudence, approuvée d'ailleurs par MM. Aubry et Rau (t. IV, § 390, p. 592) et Guillouard (*Des contrats aléatoires*, n° 209), présente à nos yeux le grand avantage pratique de ménager les différents intérêts en présence, en évitant d'évaluer à une somme déterminée la valeur de la rente viagère, évaluation qui serait nécessairement très approximative. Cet avantage n'apparaît nulle part plus clairement que dans notre matière où, la durée de la rente dépendant de nombreux événements, l'évaluation serait plus difficile que dans toute autre hypothèse.

## SECTION II

### **Des conséquences de l'exécution de l'obligation au point de vue des rapports entre les constituants.**

81. — L'étude de l'exécution sous ses différentes formes de l'obligation des constituants a pour complément nécessaire celle des conséquences de cette exécution, au point de vue des rapports qui existent, d'une part entre l'enfant doté et son conjoint, et d'autre part entre les père et mère donateurs. Ajournant au chapitre III l'étude des difficultés qui peuvent se présenter entre l'enfant doté et son conjoint, nous allons examiner celles qui concernent les rapports des donateurs entre eux et nous supposerons, comme il arrive le plus fréquemment, que la rente a été constituée par les père et mère, conjointement et solidairement entre eux et en avancement d'hoirie sur leurs successions futures.

82. — Les rapports qui existent entre les père et mère donateurs varient évidemment avec le régime matrimonial

de ceux-ci; cependant il nous suffira, pour être complet, d'envisager seulement deux régimes, celui de la communauté et le régime dotal, lorsque, sous celui-ci, la femme s'est engagée sur ses biens dotaux au paiement de la rente. Quant aux difficultés qui seraient susceptibles de se produire sous le régime sans communauté ou de séparation de biens, elles peuvent être aisément résolues à l'aide tant des principes généraux que des règles que nous allons exposer.

§ I. — LES CONSTITUANTS SONT MARIÉS SOUS LE RÉGIME  
DE LA COMMUNAUTÉ

83. — I. *Il y a eu purement et simplement service de la rente.* — Pour savoir à qui incombe la charge des arrérages de la rente, il faut distinguer entre les arrérages courus pendant la communauté et ceux courus après sa dissolution.

84. — Les premiers sont, sans aucun doute, à la charge de la communauté (Amiens 10 avril 1877, S. 77. 2. 239, R. P. 4991. — Trib. Lyon 4 avril 1879, R. P. 5314). Cette solution trouve sa justification dans le texte de l'art. 1409 3<sup>o</sup>, qui met à la charge de la communauté sans récompense, les arrérages et intérêts des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux; on sait en effet que chaque époux est *personnellement* débiteur de la portion indiquée au contrat, ou, à défaut d'indication, de la moitié de la dot constituée conjointement à un enfant commun.

85. — Quant aux arrérages courus après la dissolution de la communauté, ils sont en principe à la charge personnelle de chaque époux, suivant la proportion qui a été indiquée lors du contrat de mariage.

Mais cette règle n'est entièrement exacte que dans les cas où la communauté vient à se dissoudre du vivant des deux époux, par exemple par une séparation de biens judiciaire. Dans ce cas en effet, où les deux époux continuent à être tenus solidairement au paiement de la rente, celui qui fournit sur ses biens personnels la totalité des arrérages a un recours contre l'autre pour la part qu'il a payée en l'acquit de celui-ci(1). Une difficulté peut cependant s'élever si la fraction de la rente qui incombe à chaque époux n'est pas actuellement déterminable, c'est-à-dire quand la rente a été constituée en avancement d'hoirie sur la succession du prémourant des donateurs et subsidiairement seulement sur celle du survivant. Nous pensons que les deux époux, tant qu'ils vivent, doivent être considérés provisoirement comme tenus chacun par moitié, sauf règlement ultérieur lors de l'ouverture de la succession du prémourant. Dès lors celui qui a payé la totalité des arrérages a un recours contre l'autre pour obtenir le remboursement de moitié de ces arrérages, sauf règlement définitif au décès du prémourant (comparez Aubry et Rau, t. V, § 500, p. 227. — Laurent, t. XXI, n° 172. — Guillaud, *Contrat de mariage*, t. I, n° 147. — Paris 6 novembre 1854, S. 55. 2. 607).

Au contraire, lorsque la communauté est dissoute par le décès d'un des époux, et tel est évidemment le cas le plus fréquent, toute possibilité de recours entre l'époux survivant et les représentants du prédécédé se trouve généralement écartée, grâce à la clause d'avancement d'hoirie. Comme nous l'avons vu déjà en effet (n° 29), le sur-

(1) La prescription quinquennale ne saurait être opposée à cette action, les rapports ainsi établis n'étant pas ceux de débirentier et de crédirentier (Liège 9 mars 1904, Pasirisie belge 1904, 2. 204).

vivant reste alors seul tenu au service d'une fraction de la rente, à moins même que celle-ci ne soit éteinte complètement. Il en serait autrement et il y aurait lieu alors aux recours ordinaires entre débiteurs conjoints ou solidaires, si la rente avait été constituée uniquement sur la tête du crédirentier, sans l'être en même temps sur celle des constituants. Dans cette hypothèse en effet, le service de la rente incomberait solidairement au conjoint survivant et aux représentants du prédécédé, sauf l'effet extinctif de la confusion déjà signalé (n° 79).

86. — II. *Il y a eu extinction de la rente par suite du versement d'un capital.* — Le versement d'un capital en remplacement de la rente, qu'il ait été prévu dans le contrat de mariage ou qu'il ait été autorisé par une convention de dation en paiement, produit toujours les mêmes conséquences quand il s'agit de régler les rapports des constituants entre eux. Il nous suffira donc de distinguer selon que le capital est équivalent ou supérieur à la valeur de la rente au jour du versement.

87. — A. VERSEMENT D'UN CAPITAL ÉQUIVALENT A LA VALEUR DE LA RENTE. — Le capital versé est ordinairement tiré de la communauté; parfois cependant il peut être fourni sur les biens propres à l'un des époux. Nous allons envisager successivement ces deux hypothèses.

88. — 1° *Le capital a été fourni par la communauté.* — L'obligation de payer la rente constituée en dot étant personnelle aux époux (ci-dessus n° 84), ceux-ci, en cas de rachat de la rente, doivent en principe à la communauté une récompense mesurée sur la somme déboursée et le profit personnel réalisé par eux (Aubry et Rau, t. V, § 511 bis, pp. 367-368. — Guillouard, n° 1006).

Mais, pour apprécier sainement la situation, il faut se

rappeler que la rente viagère, bien que juridiquement distincte des prestations pécuniaires qui la composent, n'est autre chose en réalité que l'ensemble de ces prestations et qu'elle aurait dû, si elle n'avait pas été rachetée, demeurer à la charge définitive de la communauté pour une part plus ou moins importante. Cette considération exerce une grande influence sur le règlement des récompenses, où l'on doit éviter surtout l'enrichissement indirect de l'un des époux au détriment de l'autre et il faut en déduire, selon nous, que l'époux ne doit récompense que dans la mesure où il a été libéré d'une dette personnelle, c'est-à-dire pour le rachat de la fraction de la rente dont le service lui incombait éventuellement après la dissolution de la communauté. La conclusion logique de ce raisonnement serait de faire une ventilation du capital versé et de déterminer quel a été le prix de rachat de la fraction de rente à laquelle le survivant des époux (ou même tous deux si la communauté se dissout de leur vivant, par exemple par une séparation de biens) pouvait être éventuellement et personnellement tenu. La récompense serait de la somme ainsi obtenue; quant au surplus du capital, il demeurerait à la charge de la communauté comme étant la représentation des arrérages que celle-ci devait payer. Malheureusement cette solution se heurte à une impossibilité pratique, parce qu'aucun élément sérieux ne permet de faire la ventilation avec quelque exactitude au moment du rachat; et en présence de cette impossibilité, le seul moyen de fixer équitablement la récompense due par chacun des époux est de se placer au moment où l'on peut avoir des éléments certains d'appréciation, c'est-à-dire à la dissolution de la communauté.

89. — Si la communauté est dissoute par le décès d'un

des époux, la fraction de la rente dont le *de cujus* était débiteur et qui devait s'éteindre avec lui aurait dû demeurer entièrement à la charge de la communauté si la rente n'avait pas été rachetée. Le *de cujus* n'a donc retiré aucun profit personnel de l'opération et ne doit aucune récompense. Tel était déjà l'avis exprimé par Pothier (*De la communauté*, n° 626) dans une hypothèse dont la réalisation est également possible en notre matière (1), celle où la rente s'éteint avant la dissolution de la communauté : « la communauté est tenue d'acquitter les arrérages des rentes tant viagères que perpétuelles dus par chacun des conjoints, courus pendant tout le temps qu'elle dure; et, dans cette espèce, la personne, sur la tête de qui la rente viagère a été constituée, étant morte durant la communauté, c'est la communauté seule qui a profité du rachat qui a été fait de cette rente, puisqu'elle aurait été chargée de tous les arrérages qui auraient couru de cette rente jusqu'à son extinction, si elle n'eût pas été rachetée ».

Le conjoint survivant, qui aurait dû demeurer débiteur d'une fraction de la rente (à moins naturellement que la rente ne soit imputable en entier sur la succession du prémourant), est au contraire redevable d'une récompense.

Cette récompense sera « de la somme qui a été tirée de la communauté pour le rachat, sous la déduction toutefois de ce que la communauté a profité elle-même du rachat c'est-à-dire sous la déduction de ce dont les arrérages de la rente auraient excédé les intérêts de la somme pour laquelle elle a été rachetée, pendant le temps écoulé depuis le rachat jusqu'à la dissolution de la communauté » (Duranton, t. XIV, n° 367).

(1) Dans les cas où, la rente étant constituée soit cumulativement sur les têtes des donateurs et de l'enfant doté, soit uniquement sur la tête de l'enfant doté, celui-ci vient à mourir avant ses parents.

90. — Si la communauté est dissoute du vivant des deux époux, les rapports qui existent entre eux ne peuvent être définitivement réglés que si la fraction de la rente à la charge de chacun est déterminable à l'époque de la dissolution, c'est-à-dire dans toutes les hypothèses autres que celles où la rente a été constituée en avancement d'hoirie d'abord sur la succession du prémourant et subsidiairement sur celle du survivant. Chaque époux, qui serait resté débiteur personnel d'une fraction de la rente, doit récompense. Le total de ces récompenses sera égal à la somme qui a été tirée de la communauté, sous la déduction du profit que celle-ci a retiré du rachat (n° 89). La somme ainsi obtenue devra être répartie entre les époux proportionnellement aux valeurs des deux parties de la rente dont chacun serait personnellement resté débiteur.

Mais si la rente a été constituée en avancement d'hoirie sur la succession du prémourant, nous pensons qu'il est tout à fait impossible de déterminer la récompense due par chaque époux. On devra donc laisser provisoirement ces récompenses en dehors des opérations de liquidation et procéder, lors du premier décès, à un règlement complémentaire(1).

91. — 2° *Le capital a été fourni par l'un des époux.* — Cette situation doit être réglée suivant les mêmes principes que la précédente. L'époux, qui a fourni une valeur

(1) Nous avons raisonné, conformément à l'hypothèse que nous avons posée n° 81, sur le cas où il s'agissait d'une rente viagère constituée sur la tête des donateurs. Mais les justifications, que nous avons données, indiquent les solutions qui s'imposeraient si la rente avait été constituée uniquement sur la tête de l'enfant doté.

a) Si l'enfant meurt au cours de la communauté existant entre ses parents, ceux-ci ne doivent aucune récompense puisque seule la communauté a profité du rachat (n° 89).

b) Si l'enfant survit à la dissolution de la communauté, chacun des donateurs ou ses représentants doit une récompense proportionnelle à la fraction de rente dont il serait resté tenu si la rente n'avait pas été rachetée.

propre, ne doit en définitive supporter personnellement que la partie de ce capital correspondant à la valeur de la fraction de rente dont il aurait pu rester tenu postérieurement à la dissolution de la communauté, et il a recours contre la communauté et son conjoint pour les sommes qu'il a déboursées en leur acquit.

Pour plus de clarté, nous examinerons l'application de ces principes sur le cas où la communauté se dissout par le décès de l'un des époux.

Si l'époux, qui a fourni le capital, meurt le premier, il a droit d'être indemnisé de la totalité de ce capital, puisque la fraction de la rente, dont il était débiteur, serait entièrement tombée à la charge de la communauté. Celle-ci devra donc récompense des sommes payées en son acquit, c'est-à-dire des arrérages qui auraient couru du jour du rachat à celui de la dissolution, sous la déduction des intérêts du capital versé dont elle aurait dû profiter pendant le même temps. Le conjoint survivant devra une indemnité du surplus du capital, qui a servi à racheter la partie de la rente dont il était débiteur.

Si l'époux qui a fourni le capital survit à la dissolution, il ne peut réclamer aucune indemnité à son conjoint prédécédé ; il est seulement créancier de la communauté pour la même somme que dans le cas précédent. Mais il doit supporter personnellement le surplus du capital représentant la partie de la rente qui serait demeurée à sa charge.

92.— B. VERSEMENT D'UN CAPITAL SUPÉRIEUR A LA VALEUR DE LA RENTE. — 1<sup>o</sup> *Capital produisant un intérêt égal à la rente.* — La rente constituée par les père et mère représentant, dans des proportions variables, la jouissance anticipée de leurs successions futures (n<sup>o</sup> 29), le capital versé, qui produit un intérêt équivalent à la rente, doit être con-

sideré comme faisant partie de chaque patrimoine dans la même proportion, car à notre avis, aucun principe de droit n'interdit de stipuler pour l'augment de dot les mêmes modes d'imputation que pour la dot. Il suit de là que chaque époux doit récompense de la fraction du capital produisant un intérêt égal à la fraction de la rente dont il était personnellement donateur. En définitive, la situation des constituants est la même que s'ils avaient originairement donné un capital, et se résout suivant les mêmes distinctions, soit que ce capital ait été tiré de la communauté, soit qu'il ait été tiré du patrimoine propre de l'un des époux.

93. — 2° *Capital produisant un intérêt inférieur à la rente.* — Nous avons déjà insisté (n° 63) sur la rareté de ce cas particulier qui doit le plus souvent se confondre avec l'un ou l'autre des précédents (capital équivalent à la valeur de la rente ou dont l'intérêt seul est équivalent à la rente). Cependant, si elle venait à se réaliser, il faudrait régler successivement les rapports des époux en ce qui concerne le *rachat* de la rente et la nouvelle donation faite à l'enfant.

## § II. — LES CONSTITUANTS SONT MARIÉS SOUS LE RÉGIME DOTAL

94. — Les arrérages de la rente constituée en dot à l'enfant commun par les époux mariés sous le régime dotal sont à la charge personnelle de chacun d'eux dans la mesure déterminée lors de la donation. Cependant les arrérages de la part qui incombe à la femme demeurent à la charge définitive du mari, lorsque la dotalité porte sur tous les biens présents et à venir de la femme ou lorsque la rente a été affectée spécialement sur les biens

dotaux; dans ces deux cas le mari, usufruitier de la dot, doit pendant la durée de son usufruit supporter la totalité des arrérages dus par la femme (Arg. art. 610 C. c. — *Pandectes Belges*, v<sup>o</sup> Dot, n<sup>o</sup> 264).

Le rachat de la rente affectée sur les biens dotaux peut être opéré par le mari seul, mais jamais par la femme (ci-dessus n<sup>os</sup> 55 et 68). S'il a eu lieu dans un cas où la femme aurait dû rester débitrice d'une partie de la rente postérieurement à la dissolution du mariage, la femme, qui n'a pas concouru à l'opération, a droit à cette époque d'opter entre deux partis : ou ratifier le rachat et rembourser à son mari le capital versé, sous la déduction de ce dont il a profité du rachat (comp. n<sup>o</sup> 89), ou refuser de le ratifier et continuer alors le service de la rente au mari subrogé à l'enfant crédentier.

---

## APPENDICE AUX CHAPITRES I ET II

---

### DE L'ACTION PAULIENNE EN MATIÈRE DE RENTE CONSTITUÉE EN DOT

95. — Nous aurions pu étudier les droits des créanciers des constituants en cas de fraude à leur préjudice dans la constitution et dans les divers modes de paiement de la rente, en même temps que chacune de ces opérations juridiques. Il nous a semblé préférable de ne pas séparer des questions qui présentent entre elles d'étroits rapports, afin de donner une vue d'ensemble sur l'application de l'article 1167 C. c. à notre matière.

96. — Les actes que les créanciers des constituants peuvent avoir intérêt à faire annuler sont les suivants : la constitution de la rente ; — l'exercice d'une faculté de libération réservée dans le contrat de mariage ; — les conventions postérieures modifiant le mode de paiement de la dot promise.

Quant aux créanciers de l'enfant doté, ils n'ont évidemment la plupart du temps aucun intérêt à critiquer ces différents actes qui procurent un enrichissement à leur débiteur. Un seul de ces actes peut être cependant accompli en fraude de leurs droits : c'est la convention par laquelle l'enfant doté accepte une modification au mode de paiement de la dot.

97. — I. *Constitution de la rente.* — La donation d'une

rente viagère faite par des père et mère à leur enfant en vue de son mariage n'étant qu'une forme particulière de constitution de dot, nous retrouvons ici le conflit qui s'est élevé entre deux théories sur les conditions auxquelles est subordonné, en matière de dot, le succès de l'action Paulienne. La jurisprudence française considère que la constitution de dot est, à ce point de vue, un acte à titre onéreux et qu'elle ne peut être annulée qu'autant qu'un concert frauduleux a existé entre toutes les parties. Au contraire la majorité des auteurs prétend que l'enfant doté est vis-à-vis de ses parents dans la situation d'un ayant cause à titre gratuit et qu'il doit être privé du bénéfice de la donation, qu'il ait été ou non complice de la fraude commise par les donateurs (Demolombe, t. XXV, n<sup>os</sup> 212, 216. — Aubry et Rau, t. IV, § 313, note 27. — Planiol, t. III, n<sup>o</sup> 885).

Nous nous dispenserons d'examiner la valeur des arguments invoqués à l'appui de ces deux opinions, car cet examen, qui rentre dans la théorie générale de la dot, ne saurait être fait en détail à l'occasion de l'étude d'une forme particulière de dot. D'ailleurs la dot, constituée sous la forme d'une rente viagère, ne présente pas d'avantages sérieux ni pour le débiteur en déconfiture ou menacé de faillite, puisqu'elle ne lui permet, au moment de la donation, le détournement d'aucun bien, ni pour le donataire à qui elle assure une part bien incertaine dans la répartition de l'actif. Aussi l'hypothèse d'une constitution de dot faite sous cette forme en fraude des créanciers des constituants nous semble-t-elle d'une réalisation extrêmement rare en pratique et nous en avons trouvé un seul exemple dans les décisions judiciaires. La Cour de cassation de Belgique (arrêt du 9 janvier 1890, D. 94.2.316), adoptant l'opinion partagée par la majorité des auteurs, a décidé,

dans une espèce où il s'agissait d'une rente constituée par un père à sa fille en vue du mariage de celle-ci, que la donation devait être annulée au regard de la donataire même de bonne foi, mais que le mari, qui reçoit l'apport de la femme en assumant l'obligation de supporter les charges du mariage, ne pouvait être atteint par l'action Paulienne que si sa mauvaise foi était établie.

98. — II. *Exercice par le constituant d'une faculté de libération réservée dans le contrat de mariage.* — Lorsqu'il y a eu dans le contrat de mariage réserve au profit du constituant d'une faculté de libération pure et simple, n'ayant d'autre but que de procurer au crédientier sous une autre forme l'équivalent de sa créance (n° 53), il peut sembler au premier abord que l'exercice de cette faculté ne saurait être critiqué par les créanciers du constituant. Une solution traditionnelle en matière d'action Paulienne maintient vis-à-vis des autres créanciers l'effet du paiement fait par le débiteur à l'un d'eux, quelque dommage que ce paiement ait pu leur causer. Or la prestation de la chose qui est *in facultate solutionis* ne doit-elle pas être assimilée à ce point de vue à celle de la chose qui est *in obligatione*? — Nous ne le pensons pas. La prestation de la chose *in facultate solutionis* a nécessairement pour cause la manifestation, expresse ou tacite, de la volonté du débiteur entendant exercer le droit qui lui a été réservé. Cette nouvelle manifestation de volonté est un acte juridique susceptible d'être attaqué par la voie de l'action Paulienne et annulé ainsi que la prestation qui en a été la conséquence; toutefois, comme il s'agit d'un acte à titre onéreux, les créanciers devront, pour triompher, prouver que l'enfant doté a été complice de la fraude commise par le constituant.

99. — Lorsque la faculté de libération réservée au donateur doit procurer au donataire un enrichissement nouveau (au cas par exemple du versement d'un capital produisant un intérêt égal au montant annuel de la rente), l'exercice de cette faculté produit deux effets de droit, la libération du débirentier et une seconde donation faite à l'enfant doté (n° 60). Cette distinction permet de déterminer les droits des créanciers du débirentier en cas de fraude : en tant qu'elle procure la libération de celui-ci, l'opération ne peut être critiquée, comme nous venons de le voir, que s'il y a eu concert frauduleux entre toutes les parties, mais, en tant qu'elle procure à l'enfant un augment de dot, elle constitue une donation nouvelle et doit être annulée, nonobstant la bonne foi du donataire (1).

100. — III. *Convention modifiant le mode de paiement de la dot.* — La convention, qui a pour seul effet de permettre au débirentier de fournir sous une autre forme l'équivalent de ce qu'il a promis (ci-dessus nos 73 et 74), peut être faite soit en fraude des créanciers du constituant, soit en fraude des créanciers de l'enfant doté : ces derniers en effet peuvent avoir intérêt à faire maintenir le mode de paiement primitivement stipulé (2). Les conventions de cette

(1) Cette donation nouvelle doit être annulée nonobstant la bonne foi du donataire, même en admettant la théorie de la jurisprudence favorable au maintien des constitutions de dot quand l'enfant doté n'a pas été complice de la fraude. L'argument invoqué à l'appui de cette théorie (charges nouvelles assumées par l'enfant) n'a plus de valeur lorsqu'il s'agit non d'établir l'enfant mais d'augmenter l'établissement qui lui a été procuré.

(2) Voyez un exemple de ce genre dans Cass. req. 27 nov. 1900 (S. 1901. 1. 119), où il s'agissait d'une convention portant conversion en prestations de logement et de nourriture de la pension en argent qu'un père s'était, dans le contrat de mariage de son fils, obligé à servir à celui-ci.

La Cour a jugé que cette convention ne pouvait être annulée comme constituant une modification aux conventions matrimoniales, mais pouvait être annulée au regard d'un créancier du fils, si les conditions exigées par l'art. 1167 C. c. se trouvaient réunies.

nature, étant des actes à titre onéreux, puisqu'elles n'indiquent chez le constituant aucune intention de libéralité, ne sont annulables qu'autant que les créanciers de l'une ou de l'autre des parties parviennent à prouver leur complicité frauduleuse.

**404.** — Lorsque la convention postérieure au contrat de mariage a pour effet, non seulement d'autoriser le paiement de la dot sous une autre forme que celle primitivement stipulée mais en outre de procurer un nouvel enrichissement à l'enfant doté, les créanciers du constituant ont seuls intérêt à la critiquer. L'opération doit être décomposée comme nous l'avons fait plus haut pour la faculté de libération (n° 99). Les créanciers ne peuvent faire annuler la dation en paiement proprement dite que s'ils prouvent le concert frauduleux des deux parties, mais ils peuvent faire révoquer la donation nouvelle notwithstanding la bonne foi du donataire.

---

## CHAPITRE III

---

### **ÉTUDE DE LA RENTE VIAGÈRE DANS LE PATRIMOINE DE L'ÉPOUX DOTÉ**

402. — Après avoir analysé les rapports que la constitution de rente viagère fait naître entre les donateurs et le donataire et ceux que l'exécution de cette donation fait naître entre les donateurs, nous devons maintenant étudier la rente comme élément du patrimoine du donataire et l'examiner dans les relations de celui-ci avec les tiers. Parmi les tiers, le conjoint du donataire se trouve dans une situation tout à fait particulière, car, par le seul effet des principes du régime matrimonial qui a été adopté, il peut acquérir des droits sur la rente.

Nous étudierons donc d'abord les rapports du donataire avec son conjoint, puis les rapports du donataire et de son conjoint avec les tiers.

#### SECTION PREMIÈRE

#### **Des rapports de l'époux doté avec son conjoint**

403. — L'étude des droits que le conjoint de l'époux doté acquiert sur la rente doit logiquement précéder l'étude de ceux qui peuvent être conférés à des tiers,

puisque ceux-ci ne peuvent naître que postérieurement à ceux-là et ne peuvent leur porter aucune atteinte.

Sous le régime de la communauté, le conjoint de l'enfant doté acquiert toujours sur la rente un droit variant avec les modifications apportées au régime de la communauté légale. Sous le régime dotal et sous le régime exclusif de communauté, qui, à ce point de vue, offre avec le régime dotal une analogie complète, seul le mari peut acquérir un droit sur la rente constituée à sa femme, puisqu'il est le seul des deux époux qui puisse acquérir certains droits sur le patrimoine de l'autre. — Enfin, dans le régime de séparation de biens, aucun rapport de ce genre ne peut évidemment s'établir entre les époux.

Il nous suffira donc, pour être complet, d'examiner le cas où les époux sont mariés sous le régime de communauté et celui où ils ont adopté le régime dotal. Toutefois, il nous paraît préférable d'analyser en deux paragraphes, d'abord les droits que le conjoint de l'époux doté acquiert sur la rente, puis l'extension de ces droits aux capitaux versés en remplacement de la rente, en ne faisant la distinction entre les deux régimes que dans l'intérieur de chaque paragraphe.

#### § I. — DROITS DU CONJOINT DE L'ÉPOUX DOTÉ SUR LA RENTE

104. — I. *Les époux sont mariés sous le régime de communauté.* — Le régime de la communauté est caractérisé par l'existence d'une masse de biens constituée à l'origine au moyen des apports de chaque époux et appartenant conjointement à ceux-ci. L'époux peut comprendre dans son apport tout élément actif de son patrimoine et, par conséquent, la rente viagère qui lui a été constituée

en dot; dans ce cas, son conjoint acquiert sur la rente un droit plus ou moins étendu, suivant que le régime de communauté a été adopté tel qu'il est établi par les art. 1401 et suiv. du Code civil, ou qu'il a subi quelques modifications.

**105.**— A. COMMUNAUTÉ LÉGALE. — Sous ce régime, la rente viagère constituée en dot à l'époux entre définitivement en communauté.

La question était controversée dans l'ancien droit, où le caractère mobilier ou immobilier de la rente viagère n'était pas nettement établi. Certaines coutumes (Troyes, Rouen) considéraient comme meubles les rentes constituées, et, avec elles, les rentes viagères, tandis que les coutumes de Paris (art. 94) et d'Orléans (art. 191), qui représentaient le droit commun, les réputaient immobilières (Pothier, *De la communauté*, n° 90. — Roussilhe, *Traité de la dot*, t. I, n° 262. — Arrêt du 4 août 1729 cité par Denizart, v° Communauté, n° 84). Le Code civil a clos définitivement la controverse, en rangeant expressément la rente viagère dans la classe des meubles par la détermination de la loi (art. 529). Dès lors que la rente viagère est mobilière, elle doit entrer dans la communauté « avec tout le mobilier que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage » (art. 1401, 1°).

**106.** — Cette règle, toutefois, n'est pas absolue, et, dans certains cas, la rente reste propre à l'époux, seuls les arrérages entrant alors dans la communauté (art. 1401, 2°). C'est d'abord, lorsque, dans la constitution, le donateur a déclaré que la rente n'entrera pas en communauté (exception prévue par l'art. 1401, 1°); c'est, ensuite, lorsque la rente a été frappée d'inaliénabilité (Rodière et Pont, t. I, n° 424. — Planiol, t. III, n° 920). Nous étudierons plus loin la nature de

la clause d'inaliénabilité et nous nous bornons, pour l'instant, à indiquer par anticipation un de ses effets. L'impossibilité d'aliéner emporte l'impossibilité pour le créancier de conférer à son conjoint un droit de copropriété sur la rente ; toutefois elle ne met pas obstacle à ce que les arrérages tombent en communauté (voyez *infra*, n° 130).

Enfin, il faut ajouter à ces deux cas exceptionnels celui où l'enfant doté a été grevé de substitution au profit de ses enfants à naître, conformément aux articles 1048 et suiv. C. c. (ci-dessus n° 21). La substitution permise n'est autre chose qu'un cas d'inaliénabilité autorisé par la loi, et l'enfant grevé de substitution doit être considéré « comme un propriétaire ordinaire, pouvant se transformer sous une certaine condition (qui est l'ouverture de la substitution) en un propriétaire de biens inaliénables » (Planiol, t. III, n° 3320). Il en résulte que la rente ne peut entrer dans la communauté que sous cette même condition dont la réalisation a pour effet de la réserver propre à l'époux doté.

107. — B. MODIFICATIONS A LA COMMUNAUTÉ LÉGALE. — Les modifications que les parties peuvent apporter au régime légal ont pour but tantôt d'augmenter l'actif commun et tantôt de le restreindre. Seules les clauses restrictives modifient les règles précédentes, puisque les clauses extensives n'ont pour objet que de faire entrer dans la communauté des valeurs qui restent propres aux époux sous le régime légal.

La clause qui exclut de la communauté tout ou partie du mobilier appartenant aux époux peut être *expresse* (si la communauté est réduite aux acquêts) ou *tacite* (lorsque la promesse d'apport, faite par chaque époux, entraîne implicitement l'exclusion de tout ce qui ne s'y trouve pas

compris, art. 1500 C. c.). Il importe peu que l'exclusion soit expresse ou tacite : pourvu qu'elle s'applique à la rente viagère constituée en dot à l'un des deux époux, elle a pour effet d'en réserver à celui-ci la propriété, mais la jouissance de la rente appartient toujours à la communauté (art. 1401, 2<sup>o</sup>), qui bénéficie ainsi de tous les arrérages *échus et courus* jusqu'au jour de sa dissolution. En effet, ce droit de jouissance étant soumis en principe aux règles de l'usufruit, les arrérages de la rente doivent être rangés au nombre des fruits civils qui sont réputés s'acquérir jour par jour, à proportion de la durée de l'usufruit (art. 584, 586, 588 C. c.).

108. — II. *Les époux sont mariés sous le régime dotal.* — Lorsque la rente viagère constituée au profit de la femme se trouve comprise dans la dot apportée au mari, celui-ci acquiert sur la rente un droit d'usufruit, en vertu duquel il fait siens tous les arrérages échus et courus jusqu'au jour de l'extinction de cet usufruit, sans être tenu de ce chef à aucune restitution. Il n'est obligé, aux termes de l'art. 1568 C. c., qu'à restituer *le droit à la rente* et non les fruits échus pendant le mariage. Si donc la rente viagère s'éteint avant la dissolution du mariage, le mari n'a rien à restituer et la dot est perdue pour la femme.

109. — Toutefois les droits du mari sont susceptibles d'être restreints et il pourrait être convenu que les arrérages de la rente seraient capitalisés et que la dot consisterait seulement pour le mari dans les intérêts des arrérages. Roussilhe (*Traité de la dot*, t. I, n<sup>o</sup> 67) et après lui Tessier (*De la dot*, t. II, n<sup>o</sup> 130) ont fait une distinction et prétendu « qu'une pareille stipulation serait valable si elle faisait un objet assez considérable pour fournir au support des charges du mariage auxquelles la femme doit contribuer ;

que dans tout autre cas, c'est-à-dire si la jouissance du mari était réduite à peu de chose, la convention serait nulle » (Roussilhe, *loc. cit.*).

Selon nous cette distinction ne peut être admise et la convention doit produire son effet, tant que le mari conserve assez de biens pour suffire par lui-même aux charges du mariage. La femme, pouvant se réserver tous ses biens comme paraphernaux et par conséquent s'appropriier les arrérages de la rente viagère, doit pouvoir, sans aucun doute, ne conférer à son mari, si elle le veut, qu'un droit de jouissance sur les arrérages. Toutefois, si cette réserve mettait le mari hors d'état de supporter les charges du mariage, la convention cesserait d'être strictement obligatoire, car la femme ne peut par aucune convention se soustraire à l'obligation alimentaire que la loi fait peser simultanément sur les conjoints (art. 203 C. c.). Mais, dès que le mari reviendrait à meilleure fortune, ou que les charges du mariage diminueraient, la convention reprendrait son empire (voyez en ce sens Rodière et Pont, t. III, n° 1661). D'ailleurs cette clause nous paraît être extrêmement rare en pratique : son plus grand intérêt, purement théorique, est de présenter un exemple de restriction des droits que le mari acquiert sur la rente viagère comprise dans la dot de la femme.

## § II. — DROITS DU CONJOINT DE L'ÉPOUX DOTÉ SUR LES CAPITAUX VERSÉS EN REMPLACEMENT DE LA RENTE

110. — Lorsque la dot constituée aux époux consiste en un capital, le changement dans le mode de paiement stipulé soulève peu de difficultés, parce qu'il s'agit toujours ou presque toujours de la substitution d'un capital à un autre

capital. La situation est bien différente dans notre matière, où il y a substitution d'un capital à une rente viagère qui ne comprend qu'une succession de prestations assimilables à des revenus; aussi est-il intéressant d'examiner comment les droits acquis sur la rente par le conjoint de l'époux doté peuvent s'exercer sur le capital qui la remplace. Il est évident que ces droits ne sont pas éteints, l'immutabilité des conventions matrimoniales s'opposant à ce que l'époux renonce aux droits qu'il tient de son contrat de mariage; mais si l'accord existe quant à ce principe, il n'en est plus de même quand il s'agit d'en faire l'application et nous allons voir que les auteurs sont loin d'être unanimes sur ce point. Nous distinguerons, comme dans le paragraphe précédent, le cas où les époux sont mariés sous le régime de la communauté et celui où ils ont adopté le régime dotal.

111. — I. *Les époux sont mariés sous le régime de la communauté.* — Si les époux ont adopté sans modification aucune le régime de la communauté légale, nous savons que la rente viagère elle-même tombe dans la communauté; par suite, aucune difficulté ne peut, dans cette hypothèse, s'élever sur le sort du capital versé. Il entre définitivement dans la communauté, soit qu'il représente simplement la valeur de la rente, soit qu'en outre il constitue l'objet d'une nouvelle donation mobilière faite à l'époux.

112. — Lorsque la composition de l'actif commun a été restreinte, par exemple par la réduction de la communauté aux acquêts, et que seuls, les arrérages de la rente doivent entrer en communauté, il y a de sérieuses difficultés, si, en remplacement de la rente réservée propre, le donateur verse un capital qui représente, d'après l'évalua-

tion des parties, l'équivalent des arrérages restant à courir, en d'autres termes, s'il y a *rachat* de la rente. Mais si le donateur verse un capital produisant des intérêts égaux aux arrérages annuels de la rente, il ne se produit aucune modification dans la situation de la communauté, pour qui la jouissance du capital remplace la jouissance de la rente à laquelle elle avait droit : après l'analyse que nous avons faite de l'opération (n° 60), il n'y a aucun doute sur ce point. Quant à l'extinction de la rente par le versement d'un capital supérieur à sa valeur, quoique produisant un intérêt inférieur aux arrérages (ci-dessus n° 63), elle présente, comme nous l'avons vu, les mêmes difficultés que les précédentes hypothèses, et ne nécessite pas non plus une étude particulière.

Il nous suffit donc de nous attacher à la seule hypothèse du rachat de la rente et de rechercher quels sont alors les droits de la communauté sur le capital versé.

113. — La doctrine est très divisée sur cette question. Dans une première opinion, on prétend que la communauté est usufruitière des biens des époux, non pas de biens déterminés, mais de tous ceux qui leur appartiennent en propre. Elle n'a pas un droit principal dont il lui soit dû garantie, mais seulement un droit subsidiaire, essentiellement subordonné à celui de l'époux lui-même, susceptible de s'accroître ou de diminuer, suivant les opérations que le propriétaire est toujours libre de faire. Peu importe donc qu'un droit viager propre à l'un des époux soit remplacé par un droit perpétuel ; le droit d'usufruit de la communauté ne fait dans ce cas que changer d'objet. Il porte sur le capital substitué à la rente viagère et l'époux, en toute hypothèse, doit, lors de la dissolution de la communauté, recouvrer ce capital tout entier (en ce sens Bu-

gnet sur Pothier, t. VII, p. 311, note 2. — Rodière et Pont, t. II, n° 945. — Marcadé, art. 1436, II. — Planiol, t. III, n° 1260).

114. — Cette opinion a cependant été abandonnée par la plupart des auteurs les plus récents (voyez Aubry et Rau, t. V, § 511, note 5, pp. 352, 353. — Demante et Colmet de Santerre, t. VI, n° 78 *bis*, VI et suiv. — Laurent, t. XXII, nos 468 et suiv. — Guillouard, t. II, n° 894. — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, t. I, n° 815). Pour nous, nous croyons également que cette théorie doit être rejetée, malgré l'autorité des savants auteurs qui la professent.

Il est vrai que la communauté a un droit d'usufruit sur le patrimoine propre des époux, mais ce n'est pas là une règle absolue et les principes de l'usufruit ne sont applicables à la matière que sous les modifications résultant des principes propres aux régimes matrimoniaux. Quels sont ces principes? C'est, d'une part, que les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage (art 1395 C. c.), d'autre part, que l'un des époux ne peut, à moins d'une donation entre époux, être appauvri au bénéfice de l'autre (comp. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, nos 815, 1603. — Guillouard, n° 412), et la théorie des récompenses n'est qu'une application de ce second principe au régime de la communauté. Or la théorie précédente nous paraît consacrer un enrichissement injuste de l'époux doté au préjudice de la communauté.

La somme versée à titre de rachat représente en effet *la valeur de la rente viagère propre à l'époux*. Mais la rente viagère n'est distincte que juridiquement des prestations qui la composent. Elle n'est autre chose en réalité que l'ensemble de ces prestations et le capital versé ne

représente que les arrérages restant à courir, évalués à forfait, en considération du caractère aléatoire de la rente; on ne saurait soutenir qu'il est le prix *du droit de percevoir les arrérages*, envisagé, abstraction faite de ces arrérages eux-mêmes. Ce capital n'est donc que la représentation de revenus, et, si les principes de l'usufruit, invoqués par la théorie précédente, peuvent être appliqués quand il y a simplement substitution d'un capital à un autre capital propre à l'époux, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de la transformation en droit perpétuel d'un droit viager qui n'était qu'un ensemble de prestations assimilables aux revenus. La communauté a droit, dans ce dernier cas, de conserver la fraction du capital qui représente les arrérages qu'elle aurait dû gagner.

115. — Nous savons *qu'en vertu même des conventions matrimoniales*, la communauté a droit aux arrérages jusqu'au jour de sa dissolution ou jusqu'au jour de l'extinction de la rente qui viendrait à se produire avant la dissolution (n° 107), et que l'époux doté ou ses représentants n'ont droit aux arrérages que postérieurement à la dissolution de la communauté. Par conséquent, pour établir rigoureusement les droits respectifs de la communauté et de l'époux doté sur le capital de rachat, il faudrait rechercher, en se plaçant à *l'époque du rachat*, quelles ont été d'une part la fraction du capital qui représentait la valeur des arrérages à percevoir par la communauté et d'autre part celle qui représentait la valeur des arrérages que l'époux était éventuellement appelé à percevoir. Cette solution du problème concilierait dans la mesure du possible les différents intérêts en présence. Elle s'accorderait avec l'article 1436 C. c., aux termes duquel la récompense due par la communauté à l'un des époux « n'a lieu que

sur le pied de la vente » et elle donnerait en toute hypothèse à l'époux doté un droit à récompense pour une partie du capital de rachat, ce dernier possédant toujours un droit éventuel qui entre en ligne de compte dans la fixation du prix de rachat.

Malheureusement cette théorie, analogue d'ailleurs à celle que nous avons exposée plus haut quand il s'agissait de régler les rapports entre les donateurs (voir n° 88), se heurte comme elle à une impossibilité pratique. Lorsque la ventilation devient nécessaire, c'est-à-dire au moment de la dissolution de la communauté, il est impossible de déterminer quelle a été sur ce point au moment du rachat l'intention des parties et il n'existe généralement aucun élément qui permette de faire cette détermination, pas même les tarifs des compagnies d'assurances, car il s'agit d'une rente soumise à des risques particuliers dont ne tiennent pas compte les compagnies dans l'établissement de leurs tarifs généraux.

116. — En présence de cette impossibilité, il faut nécessairement fixer les droits des parties en se plaçant au jour de la dissolution de la communauté : une fois le risque réalisé, il est plus facile de voir ce que représentait effectivement le capital versé. Dès lors une distinction s'impose.

Lorsqu'il résulte des circonstances que la rente viagère, si elle n'avait pas été rachetée, aurait dû s'éteindre avant la dissolution de la communauté, ou au plus tard au jour de la dissolution, il est ainsi démontré que les arrérages auraient été tous acquis à la communauté. Par conséquent le capital, qui n'est que la représentation de ces arrérages, doit rester définitivement dans la communauté et l'époux doté ou ses représentants n'ont droit à aucune

récompense (voyez en ce sens Cass. 10 avril 1855, D. 55. 1. 177, S. 55. 1. 241. — Guillouard, n<sup>os</sup> 894, 896. — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n<sup>o</sup> 828).

Mais s'il résulte au contraire des événements que la rente viagère aurait dû être servie postérieurement à la dissolution de la communauté soit à l'époux doté soit à ses descendants, il apparaît alors que le capital de rachat représentait dans une certaine mesure le prix d'un bien propre à l'époux. Puisqu'il est impossible de faire une ventilation de ce prix de rachat, il faut se borner à rechercher quelle est, au jour de la dissolution, la somme que la communauté détient indûment et doit restituer : c'est selon nous le capital de rachat, sous la déduction de la différence entre les intérêts annuels de ce capital et les arrérages de la rente viagère que la communauté aurait dû toucher (en ce sens Pothier, *Traité de la communauté*, n<sup>o</sup> 592. — Aubry et Rau, t. V, § 511, p. 356. — Demante et Colmet de Santerre, t. VI, n<sup>o</sup> 78 *bis* VIII. — Laurent, t. XXII, n<sup>o</sup> 468. — Guillouard, n<sup>o</sup> 917). On peut objecter à cette solution que, dans certains cas, la récompense due à l'époux sera nulle ; mais nous répondrons que, puisqu'il est impossible de se placer à une époque autre que celle de la dissolution de la communauté, il faut nécessairement examiner la situation telle qu'elle se présente à ce moment, une fois le risque réalisé, et on ne peut faire restituer par la communauté que ce qu'elle a encaissé indûment. Enfin nous ajouterons que la transformation du propre viager, n'ayant pu avoir lieu sans le concours de l'époux qui en était titulaire (consentement donné soit dans le contrat de mariage lui-même, soit dans une convention postérieure de dation en paiement), a été faite à ses risques et périls et que la perte du droit à une récompense dans certaines

circonstances est une des éventualités que le conjoint a dû envisager en consentant l'opération.

117. — II. *Les époux sont mariés sous le régime dotal.* — La rente viagère, constituée au profit de la femme et comprise dans la dot apportée par elle au mari, peut être éteinte par la prestation d'un capital équivalent ou supérieur. Le rachat soulève quelques difficultés sur lesquelles nous allons nous arrêter. La prestation d'un capital produisant un intérêt annuel égal aux arrérages a pour effet de substituer le *jus utendi* de ce capital à la rente viagère; par conséquent le droit d'usufruit, qui appartient au mari, ne fait que changer d'objet et porte alors sur le capital. Quant à la prestation d'un capital supérieur à la valeur de la rente, quoique produisant un intérêt inférieur aux arrérages, nous savons qu'elle présente à peu près les mêmes difficultés que les hypothèses précédentes (n° 63).

La situation des époux mariés sous le régime dotal présente, en cas de rachat de la rente, une analogie frappante avec celle des époux mariés sous le régime de la communauté. Le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux pouvant, comme le droit de jouissance de la communauté sur les propres des époux, être comparé à l'usufruit, nous retrouvons ici la théorie déjà exposée (n° 113), d'après laquelle il y a lieu de substituer purement et simplement dans le patrimoine de la femme le capital versé à la rente viagère. La réfutation que nous avons faite de cette théorie et l'opinion que nous avons adoptée étaient appuyées non pas sur les règles propres au régime de la communauté, mais d'une part sur l'immutabilité des conventions matrimoniales et d'autre part sur le principe d'après lequel l'un des patrimoines ne doit pas, à moins d'une donation entre époux, être appauvri au bénéfice de

l'autre. Or ces principes s'appliquent aussi bien au régime dotal qu'à celui de la communauté (comp. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, n° 1603); seulement ils font naître non des récompenses, mais des indemnités entre époux. Cette différence et les conséquences qui en découlent mises à part, nous pensons que les principes sus-énoncés nous conduisent à adopter, quant à l'existence et la fixation du montant de l'indemnité due par le mari à la femme, les mêmes conclusions que celles que nous avons déjà adoptées en ce qui concerne la récompense due par la communauté et nous nous contentons de nous référer aux discussions précédentes (n°s 111 et suiv.).

## SECTION II

### Des rapports du donataire et de son conjoint avec les tiers

118. — En thèse générale, l'époux a sur la rente viagère qui lui a été constituée en dot un droit absolu. Il peut en jouir et l'aliéner par tous les moyens possibles, soit directement par une cession, soit indirectement en l'affectant à la garantie du paiement des dettes qu'il a contractées.

Ce principe général comporte cependant deux exceptions correspondant aux deux modes d'aliénation direct et indirect, *l'incessibilité* et *l'insaisissabilité*. De ces deux exceptions nous étudierons d'abord l'insaisissabilité qui est autorisée expressément par la loi et dont la justification ne soulève pas les mêmes difficultés que l'incessibilité.

#### § I. — DE L'INSAISSABILITÉ

119. — Comme tout élément du patrimoine de l'époux,

la rente viagère est le gage des créanciers de celui-ci (art. 2092 C. c.). Il en résulte, d'abord, que les créanciers peuvent faire saisir-arrêter les arrérages, non seulement ceux échus, mais aussi ceux à échoir et, en second lieu, qu'ils peuvent faire saisir et vendre la rente elle-même, c'est-à-dire le droit de percevoir les arrérages, en suivant les formes prescrites pour la saisie des rentes par les art. 636 et suiv. du Code de procédure civile (Pont, *Des petits contrats*, t. I, n° 777. — Aubry et Rau, t. IV, § 388, texte et note 23 p. 587. — Guillouard, *Des contrats aléatoires*, n° 168).

Cependant ce principe reçoit deux exceptions qui reposent toutes deux sur cette même idée : le donateur, qui aurait pu ne rien donner au débiteur sans que les créanciers eussent le droit de se plaindre, est libre de créer une rente viagère au profit de celui-ci, en déclarant que les créanciers n'y auront aucun droit ; ceux-ci ne peuvent se plaindre, n'étant ainsi privés que d'un gage sur lequel ils ne devaient pas compter. De ces deux exceptions, la première résulte de l'art. 1981 C. c. qui autorise le donateur à stipuler expressément l'insaisissabilité de la rente (1), et la seconde est énoncée dans l'art. 581 4° C. pr., qui établit, à défaut de convention spéciale sur ce point, l'insaisissabilité de la rente viagère donnée *pour cause d'aliments* (2). Ainsi l'insaisissabilité peut être *conventionnelle* ou *légale* et il est aisé de voir comment la rente viagère constituée en dot peut réunir fréquemment les conditions nécessaires à l'existence de l'insaisissabilité légale. Il ne faut pas perdre de vue en effet que, dans l'immense

(1) Art. 1981 C. c. : « La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit. »

(2) Art. 581 C. pr. : seront insaisissables « 1°...; 4° les sommes et pensions pour aliments, encore bien que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables. »

majorité des cas (ci-dessus n° 16), la rente viagère est constituée à un enfant par ses père et mère, pour lui permettre de supporter ses charges nouvelles et que cette forme de dot est, dans certaines situations, le moyen le plus efficace pour les parents d'assurer l'utilisation de la dot conformément à sa véritable destination.

120. — Quelle que soit l'origine de l'insaisissabilité, ses effets sont les mêmes, l'art. 582 C. pr. assimilant *les sommes et pensions pour aliments* aux sommes et objets déclarés insaisissables par le donateur (Garsonnet et Cezar Bru, *Traité de Procédure*, t. IV, § 1303). L'insaisissabilité s'étend à la rente elle-même et à ses arrérages échus et non payés, mais elle ne protège pas les arrérages déjà payés qui se confondent avec les autres deniers trouvés en la possession du saisi et elle n'entraîne pas non plus l'incessibilité (voyez *infra* n° 122).

Le donataire peut, en principe, l'invoquer contre les créanciers antérieurs à la donation, les seuls dont on puisse dire qu'ils n'avaient pas le droit de compter sur les biens donnés, excepté cependant au cas où la créance antérieure aurait un caractère alimentaire (Garsonnet et Cezar Bru, *loc. cit.*). Quant aux créanciers postérieurs, ils ont exceptionnellement le droit de saisie dans deux cas : 1° lorsqu'ils ont obtenu la permission du juge et seulement pour la portion par lui déterminée; 2° sans permission du juge et pour la totalité de la rente, lorsque la créance a un caractère alimentaire (Glasson, *Précis de Procédure civile*, t. II, p. 163).

## § II. — DE L'INALIÉNABILITÉ

121. — A la différence de ce que nous venons de voir

pour l'insaisissabilité, il n'existe dans la loi aucun texte qui établisse d'une façon générale la validité des clauses d'incessibilité insérées dans une donation. L'inaliénabilité est seulement autorisée dans deux cas particuliers.

1<sup>o</sup> Celui du régime dotal qui entraîne pour les biens de la femme une inaliénabilité à peu près complète (art. 1549 et suiv.);

2<sup>o</sup> Celui de la substitution permise, en vertu de laquelle le père peut rendre les biens qu'il donne à son enfant inaliénables pendant la vie de celui-ci (art. 1048 et suiv.).

Ces deux exceptions sont applicables à la rente viagère constituée en dot; mais en dehors de ces deux cas d'inaliénabilité expressément autorisés, doit-on permettre au père, par sa seule volonté, de priver son enfant du droit d'aliéner la rente? Tel est le problème qui sollicite notre attention.

Ce problème se présente sous deux aspects : tantôt l'inaliénabilité de la rente est entièrement prohibée; tantôt le donataire, au lieu d'être privé complètement du *jus abutendi*, ne peut l'exercer que sous une restriction, le consentement du donateur.

422. — I. *Clauses d'inaliénabilité complète.* — A. VALIDITÉ DE CES CLAUSES. — La validité des clauses d'inaliénabilité apposées à une donation est admise par la jurisprudence, si la prohibition d'aliéner est motivée par un intérêt sérieux et si elle n'est pas imposée pour une trop longue durée.

La doctrine s'est d'abord montrée favorable à la prohibition temporaire d'aliéner (Aubry et Rau, t. VII, § 692, p. 296. — Demolombe, t. XVIII, n<sup>os</sup> 292 à 303), mais les auteurs récents combattent cette opinion; ils enseignent la nullité de toute prohibition absolue et même temporaire d'aliéner (Laurent, t. XI, n<sup>os</sup> 460 à 470. — Huc, t. VI, n<sup>o</sup> 85.

— Baudry-Lacantinerie et Colin, *Donations et testaments*, t. I, n° 124. — Planiol, t. I, n°s 969 et suiv.). Ils s'appuient, d'une part, sur les principes énoncés dans la loi, art. 537 : « les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par la loi » ; art. 544 : « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue » ; et, d'autre part, sur l'impossibilité d'étendre à d'autres hypothèses les cas d'inaliénabilité permise que nous avons cités plus haut.

Quelque désir que l'on ait de justifier les solutions de la jurisprudence en les conciliant avec les dispositions du Code civil, il faut reconnaître la force de ces objections. En ce qui concerne plus particulièrement la constitution de la rente viagère à titre gratuit, il nous paraît également impossible, soit de valider la prohibition d'aliéner qui lui aurait été adjointe, en s'appuyant sur l'art. 1981 C. c. qui autorise la stipulation d'insaisissabilité, soit, si la rente avait été constituée « pour aliments », de conclure de l'insaisissabilité établie par l'art. 581 C. pr. à l'incessibilité de plein droit. Cette dernière idée avait été cependant accueillie par certains auteurs (Aubry et Rau, t. IV, § 359, pp. 422, 423), mais elle a été rejetée par la jurisprudence (notamment Cass. 13 juillet 1875, S. 75. 1. 346. — *Adde* Rodière et Pont, t. I, n° 426), et avec raison selon nous : l'insaisissabilité, conventionnelle ou légale, n'ayant pour effet que de priver le créancier du droit de céder sa rente *indirectement*, a toujours une portée moins générale que l'inaliénabilité qui interdit *tout mode d'aliénation, direct ou indirect*.

123. — Si la conciliation de l'inaliénabilité avec les principes admis par le législateur de 1804 apparaît comme

presque impossible, comment se fait-il que la jurisprudence, par une imposante série de décisions, ait admis, à certaines conditions, la validité de la prohibition d'aliéner? C'est que, comme l'a fort bien expliqué M. Bretonneau (*Etude sur les clauses d'inaliénabilité*, Thèse, Paris, 1902, p. 83), elle ne s'est pas posé le problème sous sa forme abstraite; étant donné par hypothèse un intérêt sérieux et légitime, de nature telle qu'il ne puisse être protégé ou réalisé que par le moyen d'une inaliénabilité temporaire, en dehors de toute prévision légale, elle s'est demandé s'il est possible de valider cette inaliénabilité en dépit de la loi. Et M. Bretonneau ajoute (*op. cit.*, page 83) : « en présence du dilemme dans lequel elle était enfermée, — ou bien sacrifier un intérêt respectable, au mépris des nécessités pratiques et par respect pour une règle abstraite dont l'application serait stérile, ou bien reconnaître force obligatoire à une prohibition d'aliéner, illégale sans doute, mais dont le caractère temporaire tempère singulièrement les inconvénients économiques et l'irrégularité juridique, — elle ne pouvait hésiter à choisir le second parti et elle le devait, sous peine de manquer à sa mission qui est d'adapter le plus possible la loi aux besoins de la vie. »

124.— Les avantages, que présentent au point de vue pratique les décisions des tribunaux, expliquent que, dans ces dernières années, certains auteurs aient recherché, dans des voies nouvelles, la justification de la solution qui s'imposait. Nous ne pouvons ici analyser les diverses opinions émises, car une telle étude dépasserait les limites de notre sujet; mais afin d'éclairer les développements qui suivent, nous croyons utile d'indiquer celle qui a nos préférences et qui a été professée par M. Chéron dans une

étude publiée par la *Revue trimestrielle de droit civil* (La jurisprudence sur les clauses d'inaliénabilité, *Revue trimestrielle*, 1906, pp. 340 et suiv.). M. Chéron, renonçant à justifier la *légalité* de la jurisprudence, lui trouve un point d'appui *en dehors de la loi*, dans une conception plus moderne du droit de propriété, conception analysée déjà par M. Bretonneau dans sa thèse précitée (pp. 188 et suiv.). Toute propriété est une propriété d'affectation et la propriété n'est autre chose que l'adaptation juridique d'une chose à sa fonction sociale et économique ; aussi, là où l'affectation du bien approprié est incompatible avec le *jus abutendi*, celui-ci peut disparaître. Cette affectation peut être donnée par les particuliers en vertu de la loi ; mais elle peut l'être encore, en dehors de ces deux cas, par la volonté individuelle : le principe de l'autonomie de la volonté domine tout notre droit et chacun peut faire tout ce qui ne lui est pas interdit. « Pourquoi dès lors lui serait-il interdit spécialement d'assigner à un bien une destination dont la réalisation utile serait subordonnée à la suppression de la faculté de disposer dans la propriété ? » (Bretonneau, p. 197). *La notion de propriété affectée aubut voulu par le disposant*, s'adaptant aux espèces extrêmement variées qui se sont présentées en pratique, rend parfaitement compte des décisions des tribunaux devant lesquels deux questions seulement se posent : 1° rechercher quelle était l'intention du donateur et si cette intention se justifiait en l'espèce ; — 2° faire la balance entre la gravité de ces motifs et la gravité de ceux qu'on leur oppose (voyez Chéron, étude précitée, p. 350).

125. — Ainsi tout revient, en dernière analyse, à apprécier l'intention du donateur et ses raisons de prohiber l'aliénation du bien donné. Lorsqu'il s'agit d'une rente

viagère constituée en dot, le but cherché par le père est d'assurer l'existence de son enfant et d'empêcher que celui-ci ne tombe plus tard à sa charge : quels motifs sont plus dignes d'intérêt que ceux-là ? La défense d'aliéner, qui donne au père la certitude que son but sera atteint, devrait donc être validée, si la gravité des intérêts à protéger, condition nécessaire, était en même temps une condition suffisante. Mais il faut encore, avons-nous dit en commençant (n° 122), que la défense d'aliéner ne soit pas imposée pour une trop longue durée. Or, dans notre matière, cette défense apparaît le plus souvent sous une forme absolue : la rente est constituée incessible pendant toute sa durée. Faut-il en déduire que la clause d'inaliénabilité, telle qu'elle se présente habituellement, doit être inefficace ? Nous allons développer les raisons qui nous permettent de penser que l'importance des intérêts à protéger suffit à valider la prohibition absolue d'aliéner, accompagnant la constitution de dot sous forme de rente viagère.

126. — La jurisprudence a d'abord pendant longtemps admis, pour le cas spécial où il s'agissait d'usufruit ou de rente viagère, la validité de la clause d'inaliénabilité stipulée pour toute la durée de l'usufruit ou de la rente. Il en avait été ainsi décidé par un arrêt de la Cour de cassation du 9 mars 1868 (S. 68. 1. 204) (1), dans une espèce où il s'agissait du legs d'un usufruit déclaré incessible pendant toute sa durée. Pour justifier sa décision, la Cour se bornait à déclarer que « l'interdiction, ne portant que sur l'usufruit, était essentiellement temporaire ». Or l'argument n'était pas sans réplique, car on

(1) Voyez dans le même sens Paris 14 juin 1883 (S. 84. 2. 171) et Douai 17 janvier 1885 (S. 85. 2. 172).

pouvait soutenir que, dès l'instant que la prohibition d'aliéner frappait le bien pendant toute son existence, il s'agissait véritablement d'une prohibition absolue.

Ce raisonnement semble avoir entraîné un revirement dans l'opinion de la Cour de cassation qui, par deux arrêts des 8 novembre 1897 et 16 mars 1903 (S. 1900. 1. 499 et 1905. 1. 513), a déclaré sans effet la clause d'incessibilité apposée au legs d'usufruit, pendant toute la vie du légataire. Les motifs invoqués par ces deux arrêts sont les mêmes : aucun texte de loi ne permet au donateur de frapper les objets donnés d'indisponibilité entre les mains du donataire, alors même que la libéralité aurait été faite à titre alimentaire et la prohibition absolue d'aliéner, contenue dans une libéralité, étant contraire à la libre circulation des biens, doit être réputée non écrite, à moins qu'elle n'ait été imposée dans l'intérêt légitime du donateur ou d'un tiers et dans les limites de cet intérêt. Ainsi que l'a remarqué M. Tissier dans sa note du Sirey (1905. 1. 513. col. 3), il n'y a aucune raison de distinguer entre la rente viagère et l'usufruit, et la jurisprudence, si elle est logique, devrait appliquer les mêmes principes, si la clause d'inaliénabilité accompagnait la constitution d'une rente viagère.

Cependant ces décisions n'ont pas obtenu l'adhésion unanime des cours d'appel et si la Cour de Paris s'est prononcée dans le sens de la nullité par un arrêt du 30 novembre 1901 (S. 1904. 2. 201), la Cour de Rouen (15 mars 1905, S. 1905. 2. 299) a reproduit, en faveur de la validité, les arguments de l'arrêt de cassation du 9 mars 1868 et la Cour de Paris elle-même, dans un arrêt du 5 avril 1905 (S. 1905. 2. 297), a décidé que la clause d'incessibilité absolue, apposée à la constitution à titre gra-

tuit d'une rente viagère, devait produire plein et entier effet.

Sans discuter les motifs de la Cour de cassation, la Cour de Paris, dans son arrêt du 5 avril 1905, s'attache surtout à deux arguments qui n'avaient pas encore été invoqués : 1° il faut excepter du principe de nullité les clauses d'incessibilité où il s'agit de choses destinées à l'usage personnel et exclusif du gratifié, qui ne sont pas destinées à circuler et, par leur nature, ne se prêtent pas à des transactions régulières; — 2° l'incessibilité de la rente n'est en réalité que temporaire, parce que celle-ci se compose d'une série de créances successives et, pour chacune d'elles, l'incessibilité disparaît après son échéance.

Ces arguments ne nous semblent pas concluants. On peut répondre au premier que, s'il est exact qu'*en fait* les cessions de rentes viagères soient peu fréquentes, il serait excessif de conclure de cette constatation que l'incessibilité de la rente soit inhérente à la nature du droit. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la rente est un instrument de crédit imparfait, mais on ne saurait aller jusqu'à soutenir que la rente viagère soit par nature un bien hors du commerce. — Quant au second de ces arguments, il nous paraît reposer sur une confusion. Le titulaire d'une rente incessible peut évidemment disposer des arrérages après les avoir perçus, mais l'incessibilité frappe *le droit à la rente*, envisagé abstraction faite des arrérages. Sans doute, à certains points de vue, on peut confondre la rente avec ses arrérages et nous l'avons fait nous-mêmes dans d'autres circonstances (ci-dessus nos 88 et suiv., 114 et suiv.); mais il n'en est pas de même ici, où il s'agit uniquement de rechercher quel est le droit qui résulte pour le créancier de la constitution de rente. Ce n'est pas un droit

à des arrérages, mais une créance d'un genre particulier, *la créance d'une rente viagère*, et c'est précisément cette créance qui est frappée d'incessibilité.

127. — Faut-il donc conclure de ces critiques que la solution de la Cour de Paris est inexacte et en revenir à la doctrine des arrêts de cassation de 1897 et de 1903 ? Nous ne pouvons nous résigner à cette conclusion pour deux motifs : d'abord, les arguments de la Cour de cassation ne sont pas à l'abri de tout reproche et, ensuite, il nous semble que la décision de la Cour de Paris peut se justifier par d'autres considérations.

1° La Cour de cassation, pour annuler la clause d'incessibilité, s'appuie sur l'art. 537 C. c. ; elle déclare que l'usufruit (et nous avons dit que son raisonnement s'applique à la rente viagère) est, comme tout autre bien, soumis au principe énoncé par cet article et qu'aucun texte de loi ne permet de le frapper d'indisponibilité entre les mains du donataire. Or cet argument prouverait trop s'il devait être admis. Si l'on s'en tient rigoureusement au texte de la loi, ce n'est pas seulement les clauses d'indisponibilité absolue que l'on doit annuler, mais toutes les clauses d'indisponibilité, quelles qu'elles soient, alors même qu'elles seraient imposées dans l'intérêt du donateur ou d'un tiers : *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*. Ainsi toute la théorie de la jurisprudence tomberait du même coup et ce n'est évidemment pas ce qu'a voulu la Cour de cassation, puisqu'elle réserve elle-même le cas où l'inaliénabilité serait imposée « dans l'intérêt légitime du donateur ou d'un tiers et dans les limites de cet intérêt ». Dès lors, puisqu'il s'agit d'une théorie élaborée en dehors de la loi, où la jurisprudence a si souvent fait bon marché de l'article 537, on ne comprend pas quelle

portée elle attache à l'argument qu'on en peut tirer contre la validité de toute une catégorie de clauses d'inaliénabilité (voyez en ce sens la note de M. Tissier au Sirey 1905. 1. 513).

2° Pour justifier la solution adoptée par la Cour de Paris, il ne faut pas s'attacher aux arguments qu'elle a invoqués en première ligne et dont nous avons montré la fragilité ; mais il faut mettre en lumière une idée indiquée incidemment et dont l'importance ne saurait être trop remarquée. C'est le *caractère alimentaire* que présentait en l'espèce la rente viagère : « attendu, dit la Cour, que le souscripteur de l'assurance (1) a manifesté clairement sa volonté de ne donner que des prestations périodiques, destinées à pourvoir au fur et à mesure de leurs échéances aux besoins de l'assuré ». Selon nous, la raison de valider la clause d'incessibilité absolue se trouvait dans la réunion des deux caractères viager et alimentaire de la rente.

Quel est en effet le fondement des décisions de la jurisprudence ? C'est la nécessité de maintenir l'affectation voulue par le disposant (ci-dessus n° 124), c'est-à-dire de protéger un intérêt respectable. La limitation imposée à la durée de la prohibition n'a été qu'un essai de conciliation entre la solution désirable et le principe de la libre circulation des biens. Or cette conciliation n'est qu'apparente, car les arguments que l'on peut opposer à l'inaliénabilité établie par convention ont « une valeur intrinsèque tout à fait indépendante de la durée de la prohibi-

(1) Il s'agissait d'une police contractée par une dame Champanhet de Sarjas, le 18 décembre 1889, avec la Compagnie d'Assurances générales, aux termes de laquelle la Compagnie s'était engagée à payer au fils de Mme Champanhet de Sarjas, à partir d'une certaine époque déterminée, une rente viagère de 3.000 francs par an, stipulée incessible et insaisissable.

tion » (Huc, t. VI, n° 85) (1). Cette seconde condition ne peut donc servir à justifier la légalité des décisions de la jurisprudence et on pourrait même soutenir, selon nous, qu'elle n'est pas distincte au fond de la première condition (existence d'un intérêt légitime), en remarquant que la jurisprudence l'a exigée parce qu'elle considérerait qu'aucun intérêt sérieux ne saurait, en principe, motiver l'inaliénabilité absolue. Dès lors, puisque en dernière analyse, l'intérêt légitime est le seul motif des décisions de la jurisprudence qui n'a d'autre objectif que de sauvegarder cet intérêt, ne pourrait-on pas dire que l'inaliénabilité absolue peut se justifier dans un cas particulier, celui où il y a eu donation d'une *rente viagère et alimentaire*, dont le but est de mettre le donataire à l'abri du besoin ? Nous le pensons, avec d'excellents esprits qui l'ont pensé avant nous (Chéron, étude précitée, p. 354. — Tissier, note au Sirey sous Paris 30 décembre 1901, S. 1904. 2. 201. — Conclusions d'une étude de M. Wagner sur les clauses d'inaliénabilité dans les donations et les legs, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, pp. 311 et suiv.).

128. — Ces conclusions nous permettent non seulement d'approuver la solution donnée par la Cour de Paris à l'espèce qui lui était soumise, mais surtout de justifier la validité des clauses d'incessibilité absolue insérées dans la constitution en dot d'une rente viagère. Lorsque le père enlève à son enfant la faculté de disposer de la rente, c'est qu'il veut le protéger contre la prodigalité et, au moment où cet enfant assume des charges nouvelles, lui assurer les moyens d'y subvenir. Il y a bien là un exemple frappant de rente viagère et alimentaire et, en pré-

(1) Dans sa thèse précitée (p. 78 et suiv.), M. Bretonneau cite également quelques arrêts qui frappent de nullité la prohibition temporaire d'aliéner.

sence de l'intérêt si légitime du donataire et du donateur, nous pensons que la jurisprudence, le cas échéant, ne devrait pas hésiter à valider la clause d'incessibilité absolue. Les intérêts qu'il s'agit de sauvegarder sont bien plus pressants que ceux qui, dans d'autres circonstances (1), ont amené la jurisprudence à valider les clauses d'inaliénabilité temporaire.

129. — B. EFFETS DE LA CLAUSE D'INALIÉNABILITÉ. — Le donataire, se trouvant privé du *jus abutendi*, ne peut consentir aucune aliénation de son droit, soit directement, soit même indirectement par voie de saisie. Il est en effet reconnu que l'inaliénabilité entraîne l'insaisissabilité, bien que cette dernière n'ait pas été stipulée (Cass. req. 27 juillet 1863, S. 63. 1. 465, D. 64. 1. 494. Rouen 1<sup>er</sup> février 1902, S. 1904. 2. 203). Cette solution repose sur cette considération que le bénéficiaire ne doit pas pouvoir faire indirectement, par la voie de l'expropriation, ce que le disposant lui interdit de faire directement par la voie de l'aliénation volontaire (2).

Par conséquent, le donataire ne peut consentir à une dation en paiement, celle-ci exigeant de sa part, comme nous l'avons vu (n° 70), le pouvoir d'aliéner. De même,

(1) Notamment lorsque le donateur a interdit au donataire toute aliénation, afin de garantir un droit d'usufruit qu'il s'est réservé sur les biens donnés ou de s'assurer le bénéfice du retour légal.

(2) L'insaisissabilité est ici opposable d'une façon absolue aux créanciers postérieurs à l'acquisition de la rente. La question aurait pu sembler douteuse en présence des art. 581, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, et 582 C. pr., et l'arrêt de la Cour de cassation du 27 juillet 1863 cité au texte avait distingué suivant que la défense d'aliéner avait été imposée dans l'intérêt du disposant, auquel cas les créanciers postérieurs ne pouvaient saisir, ou au contraire avait été imposée dans l'intérêt du bénéficiaire, auquel cas ces mêmes créanciers pouvaient saisir. Il était aisé de réfuter ce système en répondant que, dans les cas de ce genre, l'insaisissabilité avait sa source, comme l'inaliénabilité, dans la volonté du donateur et que par conséquent, comme elle aussi, elle avait nécessairement un caractère absolu; cette argumentation a récemment triomphé devant la Cour de Rouen (1<sup>er</sup> février 1902, S. 1904. 2. 203).

s'il adopte le régime de la communauté légale, il conserve la propriété de la rente, la mise en communauté équivalant à une aliénation partielle (n° 106). Toutefois, la clause d'incessibilité n'empêche pas, à notre avis, la communauté (légale ou réduite aux acquêts) d'acquérir la jouissance de la rente, car ce résultat est conforme au but même de la constitution de la rente et la prohibition d'aliéner n'a d'autre objet que de maintenir à l'époux la jouissance d'une rente destinée à lui procurer des moyens d'existence pour lui et toute sa famille. Par identité de motifs, nous pensons également que, sous le régime dotal, le mari acquiert la jouissance de la rente incessible faisant partie de la dot de sa femme.

130. — C. SANCTION DE LA DÉFENSE D'ALIÉNER. — La sanction que l'on donne à la clause d'inaliénabilité dépend de l'opinion que l'on adopte pour en justifier la validité (voyez à ce sujet Bretonneau, pp. 257 et suiv.). Nous nous bornerons donc à énoncer la sanction qui doit être admise selon nous. C'est une action en nullité de l'aliénation consentie par le donataire.

Qui a qualité pour exercer cette action? Aucun doute ne saurait évidemment s'élever en ce qui concerne le donataire; il peut agir, puisque l'inaliénabilité a été établie dans son intérêt. Mais a-t-il seul qualité et, en cas d'inaction de sa part, le donateur peut-il intenter l'action? Dans notre matière, où il s'agit d'une rente ayant, au moins pour partie, un caractère alimentaire, et constituée par le père à son enfant en vue du mariage de celui-ci, nous pensons que le donateur peut demander la nullité de l'aliénation parce qu'il a un intérêt. Nous avons montré plus haut (n° 128) que cet intérêt était d'empêcher que le donataire ne vienne à tomber à sa charge. Il existe dans ce cas

en effet autant sinon plus de raisons pour autoriser le donateur à agir, que lorsqu'il cherche, par exemple, à garantir un droit d'usufruit qu'il s'est réservé sur les biens qu'il a donnés (1).

131.— II. *Clauses prohibant l'aliénation sans le consentement du donateur.*— La clause faisant défense au donataire d'aliéner la rente sans le consentement du donateur adoucit les rigueurs de la clause d'inaliénabilité complète. Elle est de même nature que celle-ci (2) et doit, selon nous, se justifier par les mêmes arguments. Dans sa thèse précitée (p. 292), M. Bretonneau remarque que cette restriction de l'inaliénabilité est inutile dans les donations ordinaires où l'inaliénabilité, créée par la volonté des parties, peut toujours disparaître par l'effet de cette même volonté. Mais cette remarque, exacte dans une étude qui a exclu de son objet toute libéralité faite par contrat de mariage (3), n'est plus vraie dans notre matière; l'accord du donateur et du donataire est en effet impuissant à modifier, au cours du mariage, une clause essentielle d'une donation qui fait partie des conventions matrimoniales (art. 1395 C. c.). Aussi, la réserve faite par le donateur peut-elle être très utile en prévision de circonstances inconnues lors du contrat de mariage qui viendraient à néces-

(1) Ce motif a été historiquement le point de départ de toute la jurisprudence favorable aux clauses d'inaliénabilité. C'est lui qu'on voit apparaître dans l'arrêt de la cour d'Angers du 24 juin 1842 (D. 42. 2. 218), qui a été la plus ancienne décision rendue dans ce sens. Cependant il n'a pas grande valeur, car, d'une part, le nu propriétaire ne peut rien faire qui compromette les droits de l'usufruitier (art. 600 C. c.), et, d'autre part, celui-ci n'a rien à craindre des actes de disposition accomplis sur le droit de nue propriété, qui laissent toujours son usufruit intact.

(2) L'arrêt d'Angers, cité à la note précédente comme la plus ancienne décision qui ait reconnu la validité de la clause d'inaliénabilité, a été rendu dans une espèce où défense avait été faite au donataire d'aliéner les biens donnés sans le consentement du donateur.

(3) Le titre de cette thèse est en effet : *Etude sur les clauses d'inaliénabilité en dehors du contrat de mariage et des substitutions permises.*

siter l'aliénation de la rente viagère. Cette clause joue un rôle analogue à celui que joue la faculté d'aliénation à charge de remploi, adjointe à la stipulation de dotalité des biens de la femme.

Avec le consentement du donateur, l'enfant doté peut accomplir tous les actes de disposition, notamment la dation en paiement. Mais, dans la mesure où elle existe, la prohibition d'aliéner met obstacle à tous actes de disposition, directs ou indirects, quels qu'ils soient, et elle est sanctionnée par la même action en nullité que la clause d'inaliénabilité complète.

Nous croyons aussi que, comme dans le cas précédent, le donateur a, concurremment avec le donataire, le droit d'agir en nullité de l'aliénation. Ce n'est pas que la nécessité de son consentement pour la validité de l'aliénation lui donne qualité pour agir, car cette restriction de l'inaliénabilité est insérée dans le seul intérêt du donataire; mais, dans ce cas comme dans le précédent, le donateur a toujours le même intérêt à empêcher que son enfant ne vienne à tomber à sa charge et son action doit être autorisée pour les mêmes motifs que ceux précédemment développés (ci-dessus n° 130).

---

## CHAPITRE IV

---

### **DE L'EXTINCTION DE LA RENTE DU RAPPORT ET DE LA RÉDUCTION**

132. — Nous avons étudié, dans la première section du chapitre II, ceux des modes d'extinction de l'obligation contractée par les constituants, qui sont des modes d'exécution, c'est-à-dire qui procurent satisfaction au créancier sous une forme ou sous une autre; il nous faut maintenant étudier les modes d'extinction proprement dits, qui libèrent le débiteur sans que le créancier reçoive en échange aucune prestation. Une fois cette étude terminée, nous aurons, conformément au plan que nous nous sommes tracé, suivi la rente viagère constituée en dot depuis sa création jusqu'à son extinction.

Cependant notre travail ne serait pas complet s'il s'arrêtait au moment précis de l'extinction de la rente, car, certaines difficultés, qui surviennent rarement pendant l'existence de la rente, se produisent au contraire fréquemment après son extinction, en raison de ce que celle-ci est le plus souvent constituée sur la tête du débiteur : ce sont les questions de rapport à la succession du donateur et de réduction en cas d'atteinte à la réserve. Nous n'avons pu examiner ces questions dans le chapitre II, car elles ne naissent pas à l'occasion des relations entre les donateurs et le donataire et elles supposent un événement

postérieur à la constitution de la rente : le décès du ou des donateurs. Nous avons préféré les étudier à cette place, puisqu'elles se présentent normalement au moment de l'extinction de la rente et par exception seulement pendant son existence.

Le plan de ce chapitre est ainsi tout tracé : nous examinerons, dans une première section, les modes d'extinction de la rente et, dans une seconde section, le rapport et la réduction.

## SECTION PREMIÈRE

### Des modes d'extinction de la rente

133.— Les modes d'extinction de la rente, qui produisent purement et simplement la libération du débiteur, se subdivisent en deux catégories : les uns éteignent l'obligation tout en laissant subsister le titre constitutif de la rente, les autres s'attaquent au contraire à ce titre et, le faisant disparaître, font disparaître en même temps la rente qu'il avait créée. Nous étudierons séparément chacune de ces catégories.

#### § I. — MODES D'EXTINCTION QUI LAISSENT SUBSISTER LE TITRE CONSTITUTIF DE LA RENTE

134. — De droit commun, trois causes peuvent éteindre l'obligation sans que le créancier ait été désintéressé et sans que disparaisse le titre constitutif de l'obligation : ce sont la remise de dette, l'impossibilité d'exécuter, la prescription. A ces causes, on peut ajouter le terme extinctif, qui ne procure pas par lui-même une satisfaction

au créancier et ne fait, comme nous l'avons déjà remarqué (n° 51), que déterminer le moment où l'obligation devra être considérée comme entièrement accomplie.

Il est aisé de voir que toutes ces causes ne peuvent pas produire l'extinction de la rente.

La remise de dette est impossible, car le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales interdit aux époux de renoncer aux libéralités qui leur ont été faites dans leur contrat de mariage (Guillouard, t. I, n° 236). Cette interdiction doit s'entendre aussi bien de la renonciation à la rente elle-même que de la renonciation aux arrérages (comp. pour la renonciation aux intérêts d'une dot constituée en capital, Rennes 1<sup>er</sup> mars 1849, S. 49. 2. 602, D. 51. 2. 238. — Pau 9 janvier 1838, S. 39. 2. 339. — Guillouard, t. I, n° 237).

L'impossibilité d'exécuter n'est pas davantage admissible puisque la rente viagère est une obligation de genre où la perte de la chose due est impossible à concevoir : *genera non pereunt*.

Seuls la prescription et le terme extinctif peuvent libérer le débirentier : nous allons les examiner successivement.

135. — I. *De la prescription*. — Les arrérages de la rente viagère se prescrivent par cinq ans du jour de chaque échéance (art. 2277 C. c.). Mais la rente elle-même, c'est-à-dire le droit de percevoir les arrérages, est également susceptible de s'éteindre par la prescription, et le délai est de trente années, la loi n'ayant pas fixé un terme plus court (art. 2262 C. c.). Les trente ans courent du jour de la constitution de la rente, lorsque le crédirentier n'a touché aucuns arrérages, car l'art. 2263 C. c., qui autorise le crédirentier à exiger de son débiteur un titre nou-

vel après vingt-huit ans, fait courir ce délai *de la date* du titre constitutif de la rente (voyez dans Marcadé, art. 2263, II, la critique d'un arrêt de la cour de Bordeaux du 16 juillet 1851, J. Pal. 53. 1. 195, qui avait décidé que la prescription ne pouvait commencer qu'à l'échéance de la première annuité). Lorsque au contraire le crédientier a touché un ou plusieurs termes d'arrérages, la prescription trentenaire ne court que du jour du dernier paiement, sauf encore au cas où elle aurait été interrompue ou suspendue (Pont, *Petits contrats*, t. I, n° 787. — Aubry et Rau, t. IV, p. 593, § 390, note 27. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 342).

136. — II. *Du terme extinctif*. — La rente viagère s'éteint normalement par la mort de la personne sur la tête de qui elle a été constituée; par conséquent, lorsqu'elle a été constituée sur une seule tête, qui est ordinairement celle du crédientier, elle s'éteint pour la totalité en même temps que ce dernier. Mais nous avons vu précédemment (n°s 24 et suiv.) que, lorsqu'elle est constituée à titre de dot, la rente viagère est la plupart du temps créée cumulativement sur plusieurs têtes, d'une part sur celles des donateurs, d'autre part sur celle de l'enfant doté et de ses descendants : quel est donc l'effet extinctif produit par les décès de chacune de ces personnes?

1° Les décès des donateurs sont généralement prévus dans la clause « d'avancement d'hoirie » dont nous connaissons déjà les effets. Le décès du premier des donateurs réduit la rente dans une mesure qui varie selon les termes de la constitution (voyez n° 29), et la fraction de la rente, qui subsiste une fois la réduction opérée, s'éteint au décès du survivant des donateurs.

2° Lorsque la réversion sur la tête des descendants de

l'enfant doté vient à se réaliser, la rente repose alors sur plusieurs têtes si l'enfant doté a laissé plusieurs descendants. Lors du décès de chacun des ayants droit, deux situations différentes pourront se présenter : ou bien la fraction appartenant au *de cujus* en qualité d'héritier de son père ou de sa mère sera éteinte ; — ou bien elle fera partie de sa propresuccession et sera transmise à ses héritiers. La question revient en définitive à rechercher si, en cas de réversion, la rente se trouve constituée sur la tête de chaque descendant pour la fraction lui appartenant, ou, pour le tout, sur la tête du dernier mourant de ces descendants. C'est une question de fait dont la solution variera avec les circonstances de chaque espèce. Cependant nous pensons, qu'à défaut d'éléments d'appréciation, la seconde hypothèse devra être plus aisément présumée que la première, parce que la rente a été constituée pour subvenir à l'entretien de l'enfant doté et de ses descendants sans distinction et sans affectation d'une fraction spéciale à l'entretien de chaque descendant. Dans cette seconde hypothèse, la fraction de la rente appartenant au *de cujus* est transmise à tous ses héritiers, c'est-à-dire à ses frères et sœurs, seuls ou en concours avec le père ou la mère survivant. Il nous paraît en effet impossible de stipuler lors de la constitution que les frères et sœurs auront seuls droit à la fraction de la rente appartenant au *de cujus*, à l'exclusion de l'ascendant survivant ; une telle convention, qui tendrait, dans le contrat de mariage des époux, à régler par avance la dévolution des successions de leurs descendants, serait évidemment entachée de nullité.

137. — Les arrérages de la rente ou de la fraction de rente éteinte, étant des fruits civils, sont acquis au crédientier d'après le nombre de jours écoulés au moment de l'ex-

tion de la rente. C'est ce qu'exprime l'art. 1980 C. c. qui, supposant le cas le plus fréquent où la rente est constituée sur la tête du crédientier, décide que « la rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu ».

Cette règle ne s'applique qu'à défaut de conventions contraires, fréquentes en pratique. L'une de ces conventions est indiquée dans la seconde partie de l'art. 1980 : « néanmoins s'il a été convenu qu'elle (la rente) serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé est acquis du jour où le paiement a dû en être fait. » Inversement les parties peuvent stipuler que le débirentier sera affranchi du terme d'arrérages en cours lors de l'extinction de la rente (Defrénois, *Traité pratique du notariat*, 7<sup>e</sup> éd., n° 8912 et *Formules*, nos 1562, 1563) (1). Cette extinction étant produite normalement par le décès du donateur, il peut en effet sembler superflu d'autoriser le donataire à cumuler avec ses droits dans l'hérédité le montant des arrérages courus lors de ce décès.

## § II. — MODES D'EXTINCTION QUI ANNULENT LE TITRE CONSTITUTIF DE LA RENTE

**138.** — Les causes qui font disparaître l'obligation en s'attaquant au contrat qui l'a créée sont au nombre de quatre : l'annulation, la résolution, la révocation et la résiliation.

L'annulation peut atteindre la rente viagère et il en est de même de la résolution, si l'on assimile, comme nous

(1) Un arrêt de la Cour de Caen du 3 juin 1851 (D. 54. 5. 650) a même admis la validité d'une clause portant qu'au décès du crédientier la rente serait éteinte et amortie « en capital, arrérages et prorata » en d'autres termes, que la mort du crédientier vaudrait quittance *absolue* pour le débiteur.

le ferons plus loin, la révocation de la donation pour inexécution des charges à la résolution.

Au contraire, la révocation proprement dite de la rente ne peut avoir lieu, ni pour ingratitude, puisqu'il s'agit d'une donation en faveur du mariage (art. 959 C. c.), ni pour survenance d'enfants, puisqu'il s'agit la plupart du temps d'une donation faite par les parents à leur enfant (art. 960 C. c.; comp. Planiol, t. III, n° 2662). De même la résiliation est impossible si elle a lieu sans indemnité, car elle constitue une renonciation à la dot promise, renonciation prohibée par l'art. 1395 C. c.; cependant si elle a lieu moyennant une indemnité équivalente aux arrérages restant à courir, elle constitue un rachat qui doit être autorisé pour les raisons que nous avons développées précédemment (n°s 65 et suivants).

Seules par conséquent l'annulation et la résolution nécessitent quelques explications.

439. — I. *De l'annulation.* — La nullité peut anéantir de plusieurs manières la rente viagère constituée en dot. Tantôt elle atteint le mariage et rend ainsi caduc le contrat de mariage qui avait été fait sous la condition *si nuptiæ sequantur*; tantôt elle atteint seulement le contrat de mariage lui-même avec toutes les conventions qu'il renferme; tantôt enfin, mais plus rarement, elle atteint uniquement la constitution de la rente.

1. Le contrat de mariage, étant accessoire par rapport au mariage, est subordonné 1° à la célébration, 2° à la validité du mariage. Si donc le mariage une fois célébré est annulé, comme il n'y a plus d'époux ni d'union conjugale, toutes les conventions faites en vue du mariage et avec elles les constitutions de dot deviennent sans objet; seules pourraient être maintenues les clauses ou conven-

tions étrangères au régime matrimonial des époux et dont le sort est indépendant du mariage lui-même.

Cependant cette règle souffre une exception dans le cas où, le mariage n'étant annulé que pour l'avenir en raison de la bonne foi des époux ou de l'un d'eux, le contrat de mariage est exécuté dans une certaine mesure. Si l'époux doté était de bonne foi, la donation sera maintenue (art. 201, 202 C. c.); mais, s'il a été de mauvaise foi, la donation doit être annulée chaque fois que, par suite de l'annulation du mariage, il en recueillerait seul le bénéfice. La donation sera donc maintenue s'il existe des enfants issus du mariage, parce que la rente viagère a pour but de permettre à l'enfant doté de supporter les charges du mariage et notamment d'élever ses enfants. Il nous semble en effet, qu'en privant l'époux de cette rente, on priverait en même temps les enfants des moyens d'éducation qui leur ont été assurés dans le contrat de mariage de leurs parents et cela contrairement aux prescriptions de l'art. 202 C. c. (en ce sens Aubry et Rau, t. V, § 460, p. 53, note 21. — Demolombe, t. III, n° 382. — Demante, t. I, n° 283 *bis* XI; voyez cependant en sens contraire Baudry-Lacantinerie et Houques Fourcade, *Des personnes*, n° 1936).

2. Les causes de nullité qui s'attaquent seulement au contrat de mariage sont assez nombreuses (voyez pour l'énumération de ces causes Planiol, t. III, n° 834). Elles n'ont pour effet direct et général que d'entraîner la nullité des clauses qui sont à proprement parler des conventions matrimoniales, c'est-à-dire qui organisent le régime choisi par les époux. Par conséquent, les conventions étrangères au régime adopté, telles que les constitutions de dot, peuvent produire leurs effets, si les conditions de validité qui leur sont nécessaires se trouvent remplies;

mais elles ne le seront presque jamais pour la constitution de rente parce que celle-ci exige la présence réelle du notaire en second ou des témoins instrumentaires qui est inutile pour les contrats de mariage et, à la différence des constitutions de dot faites en argent ou en biens meubles, ne peut valoir comme don manuel.

3. Enfin il peut arriver que la constitution de rente se trouve nulle sans que le contrat de mariage soit atteint. A vrai dire, cette hypothèse ne nous semble susceptible de se réaliser que bien rarement en pratique; cependant il est aisé d'en imaginer quelques exemples: tels sont les cas où le consentement du donateur a été vicié et où le donateur était incapable (c'est par exemple une femme qui a contracté sans l'autorisation de son mari). Quant aux causes de nullité provenant de la personne du donataire (vices du consentement ou incapacité), elles s'attaquent non pas à la donation mais au contrat de mariage tout entier et nous ne croyons pas qu'il puisse se présenter des espèces où seule la constitution de rente soit atteinte.

140.—Lorsque la constitution de rente viagère se trouve annulée, quelle que soit d'ailleurs la cause de nullité, tous les actes de disposition, que le donataire aurait accomplis, sont anéantis conformément à la maxime *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*. Cependant nous ne pensons pas que le donataire puisse être obligé à restituer les arrérages perçus *medio tempore*. Les arrérages sont assimilés aux fruits (art. 588 C.c.) et nous croyons que la rétroactivité, opérant *in jure* et non *in facto*, ne peut atteindre la jouissance qui a appartenu au donataire (Demante et Colmet de Santerre, t. V, n° 98 *bis* II. — Demolombe, t. XXV, n° 400. — Aubry et Rau, t. IV, § 302, note 76. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*,

n° 824. — Cass. civ. 19 avril 1865, S. 65. 1. 280. — Cass. civ. 13 mai 1873, D. 73. 1. 417).

141. — II. *De la résolution*. — Aux termes de l'art. 953 C. c., la donation entre vifs « pourra être révoquée pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite ». La loi, entendant par *conditions* les *charges*, c'est-à-dire les prestations auxquelles le donataire s'est engagé en recevant la donation, prévoit l'hypothèse où le contrat de donation, qui est de sa nature unilatéral, devient synallagmatique ; il apparaît ainsi que l'art. 953 n'est que l'application aux donations d'un principe plus général écrit dans l'art. 1184 pour tous les contrats synallagmatiques : « la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement ». La révocation de la donation pour inexécution des charges serait donc, en raison de sa nature et de ses effets, beaucoup plus exactement nommée *résolution* que *révocation*, et c'est pour cela que nous avons préféré l'examiner sous ce premier titre.

Conformément à l'art. 1184, 3° al., la résolution n'a pas lieu de plein droit ; elle doit être demandée à la justice qui seule peut la prononcer. Il n'en est autrement que s'il a été stipulé que la résolution aurait lieu de plein droit, sans aucune formalité judiciaire.

Les effets de la résolution, conventionnelle ou prononcée par justice, sont toujours les mêmes, la donation est anéantie rétroactivement et, avec elle, disparaissent tous les actes d'aliénation de la rente consentis par le crédientier. Cependant et pour les raisons précédemment exposées (n° 140), nous croyons encore, qu'à moins de conventions contraires, le donataire n'est pas obligé de restituer les arréra-

ges qu'il a touchés (comp. Paris 3 juillet 1890, S. 91. 2. 74). On peut ajouter à ces raisons que la restitution imposée au donataire serait extrêmement rigoureuse et la plupart du temps hors de proportion avec la faute commise, et qu'on ne saurait traiter le donataire plus sévèrement dans ce cas que s'il avait commis un acte d'ingratitude (art. 958 C. c. — Demolombe, t. XX, n° 611. — Baudry-Lacantinerie et Colin, *Traité des donations*, n° 1579).

## SECTION II

### Du rapport et de la réduction

142. — La constitution de la rente viagère à titre de dot, étant un acte à titre gratuit, se trouve soumise à toutes les règles des donations (comp. ci-dessus n° 3). Pour éviter de sortir des limites de notre sujet, nous n'avons insisté ni sur les dispositions du Code civil au titre des contrats aléatoires qui ne font qu'étendre à la rente viagère les principes des donations (notamment les art. 1969, 1973), ni sur ceux de ces principes qui s'appliquent sans aucune modification à notre matière. Il nous faut maintenant examiner les règles dont l'application à la rente viagère soulève quelques difficultés; ce sont celles du rapport à la succession du donateur et de la réduction de la libéralité en cas d'atteinte à la réserve qui appartient aux héritiers en ligne directe. Nous avons dit plus haut (n° 132), et nous ne reviendrons pas sur ce point, pourquoi nous avons ajourné à cette place l'étude de ces questions.

#### § I. — DU RAPPORT

143. — Le Code civil n'ayant consacré aucun texte par-

ticulier au rapport de la rente viagère, nous n'avons pour nous guider que les principes généraux énoncés dans les art. 843 et suiv. Nous étudierons successivement le rapport de la rente et de ses arrérages et le rapport des capitaux versés en remplacement de la rente.

144. — I. *Du rapport de la rente et de ses arrérages.* —

La question du rapport de la rente peut se poser ainsi sous sa forme la plus générale : lorsque le père a constitué en dot à l'un de ses enfants une rente viagère, cet enfant, venant à la succession, doit-il un rapport et, dans le cas de l'affirmative, quel est le montant de ce rapport ?

Pour arriver à une conclusion satisfaisante, nous devons appuyer nos raisonnements sur une base solide et à l'abri de toute contestation. Nous croyons avoir trouvé cet appui dans la règle en vertu de laquelle *les arrérages de la rente viagère ne sont pas rapportables*. Après avoir démontré l'exactitude de cette règle générale, nous en déduirons des conséquences importantes relativement au rapport de la rente.

La dispense de rapport des arrérages était déjà admise dans l'ancien droit, tout au moins en ce qui concerne les arrérages touchés avant le décès du donateur (art. 95 des *Placités de Normandie* (1). — Merlin, *Répertoire*, v<sup>o</sup> Rapport à succession, § 4, art. 2, n<sup>o</sup> 10). Elle a été consacrée par le Code civil pour deux motifs : d'une part « l'obligation au rapport ne s'applique pas aux choses dont la nature et la destination sont telles qu'elles n'ont été données par le défunt et reçues par le successible que pour être dépensées

(1) L'art. 95 des *Placités de Normandie* était ainsi conçu : « la pension ou jouissance donnée par le père ou autre ascendant ne doit point être remise en partage; mais ce qui en reste dû lors de la succession échue ne peut être exigé par celui auquel il a été donné, même en faveur de leur mariage, sinon la dernière année échue ».

et employées aux besoins de la vie, à la nourriture et à l'entretien du successible et de sa famille » (Demolombe, t. XVI, n° 437); d'autre part, les arrérages de la rente viagère, de même que les divers avantages énumérés dans l'art. 852 C. c., sont ordinairement prélevés sur les revenus du donateur et non sur ses capitaux. Pour ce second motif comme pour le premier, la dispense de rapport est certainement conforme à l'intention probable, quoique non exprimée, du défunt.

La dispense de rapport résulte de la combinaison des deux art. 588 et 856 C. c. : les arrérages de la rente viagère sont considérés comme les fruits de la rente et c'est à ce titre que l'usufruitier les gagne (art. 588); ce ne sont que des produits de l'objet donné qui est le droit pour le successible de réclamer les annuités. Il se trouvent donc dispensés du rapport par l'art. 856 C. c., aux termes duquel « les fruits et intérêts des choses données ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession » (Marcadé, art. 856, II. — Demolombe, t. XVI, n°s 437 et suiv. — Laurent, t. X, n° 629. — Planiol, t. III, n° 2260). Seul Duranton (t. VII, n° 373) a prétendu que les arrérages étaient l'objet direct de la libéralité et à ce titre devaient être rapportés. Mais son opinion est demeurée isolée, car tous les auteurs admettent que l'objet direct de la donation consiste dans le droit de réclamer les arrérages, abstraction faite de ces arrérages eux-mêmes (voyez notamment Demolombe, *loc. cit.*).

La dispense de rapport est absolue; elle s'étend à tous les arrérages acquis au donataire jour par jour jusqu'au moment du décès du donateur, et ne cède que devant la volonté contraire exprimée par ce dernier. Il n'y a donc pas lieu de distinguer, comme on l'avait fait dans l'ancien

droit, entre les arrérages perçus et ceux non perçus pendant la vie du défunt. Cette distinction aurait d'ailleurs le grand inconvénient de faire subir au donataire les conséquences des ménagements qu'il a gardés envers le donateur (Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 3668). De même on ne peut conclure du second des motifs par lesquels nous avons justifié la dispense de rapport que les arrérages de la rente deviendraient rapportables, s'il était prouvé que le défunt les a payés au moyen de son capital. C'est ainsi que la Cour de cassation a jugé dans un arrêt du 13 avril 1899 (D. 1901. 1. 233) que c'est la cause et la nature de la dépense et non l'origine des fonds qu'il faut considérer pour savoir si une libéralité est rapportable.

145. — De la règle que les arrérages ne sont pas rapportables, nous tirons immédiatement une conséquence importante : c'est que, si la rente, étant constituée sur la tête du donateur, s'éteint au décès de celui-ci, l'enfant ne devra aucun rapport. Il est vrai qu'aux termes de l'art. 868 C. c. le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant et d'après la valeur du bien au jour de la donation ; mais ce principe doit être nécessairement combiné avec celui qui permet au donataire de jouir du bien jusqu'au jour de l'ouverture de la succession et celui qui mesure le rapport sur l'appauvrissement du donateur. Or la valeur de la rente viagère au jour de la donation n'est que la valeur de l'ensemble des arrérages qui la composent ; par conséquent, en appliquant strictement l'art. 868 C. c., on ferait rapporter sous une autre forme par le donataire les arrérages que l'art. 856 le dispense précisément de rapporter, et on remettrait ainsi dans la masse un capital, souvent fort important, dont le donateur ne se serait pas réellement appauvri. Les conséquences excessives, auxquelles con-

duit ce système, doivent le faire rejeter, à moins naturellement que le donateur n'ait imposé lui même expressément le rapport des arrérages. L'opinion que nous adoptons a, de plus, l'avantage d'admettre et de justifier pour la rente viagère (et par identité de motifs pour l'usufruit mobilier) une solution analogue à celle que l'on peut tirer directement de la loi pour l'usufruit immobilier; en effet, lorsque le bien donné par le *de cujus* à l'un de ses successeurs est un droit d'usufruit immobilier reposant sur sa tête, le successible ne doit aucun rapport, puisqu'il conserve les fruits en vertu de l'art. 856 C. c. et qu'en vertu de l'art. 855 il ne doit pas le rapport de l'immeuble qui a péri par cas fortuit au moment de l'ouverture de la succession (comp. Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 3670).

146. — Lorsque la rente, étant constituée uniquement sur la tête du donataire, survit au donateur en cas de prédécès de ce dernier, la question de savoir quel est le rapport dû par le crédientier venant à la succession est plus délicate à résoudre. Cependant l'opinion que nous venons d'adopter, dans le cas où la rente est constituée sur la tête du donateur, va nous guider dans l'étude de cette nouvelle difficulté. Comme dans l'hypothèse précédente en effet, nous trouvons en présence les deux articles 856 et 868 C. c., le premier dispensant le crédientier du rapport des arrérages perçus, le second l'obligeant à rapporter la valeur de la rente viagère « au jour de la donation ». L'opinion que nous avons adoptée nous conduit à admettre ici que, malgré les termes en apparence absolus de l'art. 868, le successible ne devra que le rapport de la valeur de la rente viagère *au jour de l'ouverture de la succession*. Pas plus dans cette hypothèse que dans la précédente, le donataire ne peut être obligé à rapporter les arrérages perçus

par lui, car il n'y a aucune raison d'établir une différence entre le cas où la rente survit au donateur et celui où elle s'éteint avec lui. Or la valeur de la rente viagère au jour de la donation comprend la valeur des arrérages à percevoir : 1° pendant la vie du donateur, et 2° pendant le temps qui s'écoulera entre les deux décès, si le donataire survit au donateur. Par conséquent, le donataire, ne pouvant être contraint à rapporter, sous quelque forme que ce soit, les arrérages perçus pendant la première période, ne doit, selon nous, que le rapport des arrérages à percevoir pendant la seconde, c'est-à-dire la valeur de la rente au jour de l'ouverture de la succession. Cette théorie peut paraître quelque peu hasardée; mais en présence de deux règles dont la conciliation nous paraît impossible (1) et de la nécessité de sacrifier l'une à l'autre, nous préférons adopter la solution qui ménage les intérêts du donataire sans d'autre part léser ceux de ses cohéritiers, puisque le rapport se trouve mesuré sur la charge qui grève effectivement le patrimoine du *de cujus*.

147. — Nous ferons en terminant une remarque que nous avons eu déjà maintes fois l'occasion de faire : c'est qu'il dépend des parties d'éviter toutes ces difficultés en précisant davantage leurs intentions dans l'acte constitutif de la rente. Les dispositions du Code civil relatives au

(1) Une théorie proposée par Duranton (t. VII, n° 413) et adoptée notamment par Marcadé (art. 868, 1) a essayé de concilier les art. 856 et 868 C. c., en soutenant que l'art. 868 ne s'appliquait qu'aux meubles corporels et que, pour les meubles incorporels, il fallait revenir au principe général du rapport en nature. Cette opinion est rejetée par les auteurs les plus récents. La loi oppose dans l'art. 868 le mobilier aux immeubles dont elle s'est occupée dans les art. 859 et suiv. : elle entend donc désigner par cette expression tout ce qui n'est pas immeuble, par conséquent tous les meubles, de quelque nature qu'ils soient, même les meubles incorporels (voyez notamment Demolombe, t. XVI, n° 547 et suiv. — Aubry et Rau, t. VI, § 634, p. 647, note 7. — Planiol, t. III, n° 2274. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 3772 et les autorités citées en note).

rappart ne sont pas d'ordre public et le donateur a le droit d'y déroger dans la mesure où il le juge convenable. Il pourrait donc disposer expressément, soit que le rappart de la rente aurait lieu en nature, soit que la valeur à rapparter en moins prenant serait celle de la rente au jour de son décès (voyez Aubry et Rau, t. VI, p. 647, texte et note 2. — Demolombe, t. XVI, n° 553. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 3784).

148. — II. *Du rappart des capitaux versés en remplacement de la rente.* — Pour plus de clarté, suivant une division déjà adoptée, nous distinguerons deux cas selon que le capital est équivalent ou supérieur à la rente.

A. VERSEMENT D'UN CAPITAL ÉQUIVALENT A LA RENTE. — Il pourrait sembler à première vue que le capital versé doit être dispensé du rappart, sinon pour le tout, au moins pour la fraction qui représente les arrérages courus pendant la vie du donateur. Il résulte en effet des art. 843 et suiv. qu'il faut considérer en matière de rappart l'objet donné, c'est-à-dire compris dans la donation et non pas l'objet livré en exécution de la donation ; c'est ainsi que la dot constituée en argent et payée au moyen d'un immeuble doit donner lieu au rappart en moins prenant de la somme promise par le donateur (voyez Laurent t. XI, n° 5. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 3689. — Guillaud, *Traité du contrat de mariage*, t. I, n° 180). Or, puisque les arrérages de la rente ne sont pas rapportables, ne devons-nous pas étendre cette dispense de rappart au capital qui n'est que la représentation de ces arrérages ?

L'application d'une semblable théorie à la rente viagère résulte, à notre avis, d'un examen superficiel de la situation. Elle est exacte dans l'exemple que nous venons de citer où il y a substitution d'un capital à un autre capital,

ces capitaux étant, l'un comme l'autre, soumis au rapport ; elle serait même encore exacte dans notre matière, ainsi que nous l'avons déjà dit (n° 144), s'il s'agissait d'un prélèvement fait par le donateur sur ses capitaux pour payer des arrérages échus. Mais elle ne peut être étendue au rachat de la rente car le capital versé n'appartient pas aux catégories de libéralités exemptées du rapport par les art. 852 et 856 C. c. En particulier, il est impossible d'appliquer l'art. 856 et de prétendre que, *pour le donateur*, le capital est la représentation exacte des arrérages qu'il aurait dû payer. D'une part, en effet, le donateur, au moment du rachat, ne sait pas combien peut durer encore le service de la rente et, par suite, s'il aura le temps, une fois le rachat effectué, de reconstituer le capital versé au moyen des économies qu'il va réaliser sur ses revenus ; d'autre part, s'il était conforme à l'intention probable, quoique non exprimée, du donateur de dispenser du rapport les arrérages de la rente, comme étant pris sur des revenus qu'il aurait probablement dépensés *lautius vivendo* (n° 144), il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit d'une somme importante que le donateur a prélevée sur son patrimoine.

On nous objectera peut-être que nous faisons effectuer un rapport par l'époux doté alors que, d'autre part, quand il s'agit de liquider la communauté d'entre lui et son conjoint, nous ne lui reconnaissons le droit de réclamer une récompense que pour une partie du capital de rachat, et parfois même nous ne lui accordons aucune récompense (nos 111 et suiv.). Il nous sera facile de répondre que le règlement des rapports entre l'époux doté et son conjoint et celui des relations entre l'enfant doté et ses cohéritiers sont deux opérations tout à fait indépendantes

l'une de l'autre et qui doivent être envisagées séparément. C'est ainsi que la femme, venant à la succession de ses parents, doit toujours le rapport de la dot qu'elle a reçue, sans qu'il soit nécessaire de rechercher si elle pourra en obtenir de son mari la restitution; elle doit notamment le rapport de la dot mobilière qui lui a été constituée, alors même qu'elle aurait adopté le régime de la communauté légale et qu'elle viendrait plus tard à renoncer à la communauté (1). D'ailleurs, la loi, lorsqu'elle oblige l'héritier à faire un rapport en moins prenant, ne se préoccupe jamais de savoir s'il possède encore dans son patrimoine l'équivalent de ce rapport : « Il résulte du principe appliqué au rapport du mobilier, dit M. Planiol (t. III, n° 2271), 1° que le donataire en devient propriétaire définitif et n'a à craindre aucune résolution de son droit, 2° que les risques sont pour lui et que si la chose qu'il a reçue périt ou se détériore, il n'en est pas moins obligé d'en rapporter la valeur. »

149. — L'obligation du rapport étant ainsi établie, il nous reste à montrer comment ce rapport doit être opéré. Conformément à la règle générale de l'art. 868 C. c., il est effectué en moins prenant, pour la valeur du capital « au jour de la donation ». Si donc le capital a été fourni en numéraire, le rapport sera du montant nominal de la somme versée; s'il a été fourni en biens mobiliers, valeurs de bourse, etc., le rapport sera de la valeur de ces biens au jour de la convention de rachat.

150. — B. VERSEMENT D'UN CAPITAL SUPÉRIEUR A LA VALEUR DE LA RENTE. — Après les développements que nous avons

(1) La femme, obligée ainsi au rapport tout en restant exposée à ne pouvoir obtenir la restitution de sa dot, a paru au législateur si digne de protection dans un cas particulier (celui prévu par l'art. 1573 C. c.) que dans ce cas, *mais dans celui-là seulement*, elle a été dispensée du rapport.

consacrés à l'hypothèse précédente, il nous reste peu de choses à dire sur le cas où le capital versé est supérieur à la valeur de la rente. Les considérations, que nous avons exposées en faveur du rapport du capital versé à titre de rachat, nous entraînent à admettre *a fortiori* le rapport du capital supérieur à la valeur de la rente, que ce capital produise des intérêts inférieurs ou égaux à l'annuité de la rente. Le rapport, comme dans le cas précédent, doit être effectué en moins prenant et d'après la valeur du capital au jour du versement.

## § II. — DE LA RÉDUCTION

151. — I. *De la réduction de la rente et de ses arrérages.* — Dans le chapitre de la rente viagère, le Code civil a consacré à la réduction de la rente le seul art. 1970 ainsi conçu : « dans le cas de l'article précédent (c'est-à-dire si la rente a été constituée à titre gratuit), la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer. » Cet article, dont nous aurons plus loin à préciser la signification, est tout à fait insuffisant pour nous guider dans l'étude de la délicate question de la réduction : aussi aurons-nous recours, comme nous l'avons fait pour le rapport, aux principes généraux de la matière contenus dans les art. 920 et suiv. C. c.

L'art. 920 pose en principe que les dispositions, soit entre vifs, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession; et l'art. 922, énonçant les éléments qui permettent le calcul de la quotité disponible, indique que la réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du donateur,

et en y réunissant fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur. Cet article soumet ainsi au rapport fictif à la masse des biens existants au décès tous les biens donnés entre vifs, de quelque nature qu'ils soient, quelle que soit la personne gratifiée, successible ou étranger, et sans distinguer entre les libéralités faites sur les revenus et celles prélevées sur les capitaux du donateur. Seules échappent au rapport fictif les menues libéralités, telles que les cadeaux et les charités, qu'on peut considérer comme des dépenses plutôt que comme des dons (voyez Caen 28 mars 1879, S. 80. 2. 281 et sur pourvoi Cass. civ. 11 janvier 1882, S. 82. 1. 129).

Nous allons examiner les conséquences de ces principes selon que la rente s'éteint au décès du donateur ou qu'elle survit à celui-ci.

**152. — A. LA RENTE S'ÉTEINT AU DÉCÈS DU DONATEUR. —** Pour étudier la réduction de la rente et de ses arrérages, nous adopterons la même méthode que précédemment pour le rapport, en commençant par examiner les cas les plus simples pour en déduire la solution des cas plus compliqués.

Il existe entre les textes du rapport et ceux de la réduction une différence qui ressort du rapprochement des art. 868 et 922 C. c. Tandis qu'en matière de rapport, les meubles sont estimés *à la valeur qu'ils avaient au jour de la donation*, en matière de réduction, ils sont estimés *d'après leur état au jour de la donation et leur valeur au temps du décès du donateur*. Quoique la formule soit un peu obscure, la pensée des rédacteurs de la loi est facile à saisir. L'estimation des biens doit se faire au jour du

décès ; toutefois on doit tenir compte des détériorations ou améliorations qu'ils ont subies depuis l'époque de la donation, non pas de celles qui sont le fait du donataire, mais de celles qui ont une cause naturelle et fortuite. L'extinction de la rente viagère par le décès du donateur, constituant précisément un événement fortuit, indépendant de la volonté des parties, doit avoir pour effet de réduire à néant la valeur soumise au rapport fictif. Il n'y a donc pas lieu de faire état de la valeur de la rente dans l'estimation des biens donnés.

Nous arrivons ainsi à une conclusion analogue à celle que nous avons essayé de justifier en matière de rapport (n° 145) ; mais ici nous n'avons qu'à nous appuyer sur les textes de la loi, car nous ne rencontrons pas la contradiction que nous avons relevée entre les art. 856 et 868 C. c. L'art. 922, applicable à la rente viagère, est en effet complété (et non pas contredit), en ce qui concerne les arrérages, par l'art. 928, suivant lequel le donataire restitue les fruits de ce qui excède la portion disponible à compter du décès du donateur.

Il résulte ainsi de ces deux articles, d'une part, que la valeur de la rente viagère constituée sur la tête du donateur n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la réserve, d'autre part que le donataire conserve définitivement les arrérages de la rente, considérés par la loi comme fruits civils (art. 588 C. c.).

La première de ces deux propositions ne souffre aucune restriction, mais il est permis de se demander s'il en est de même de la seconde.

**453.** — Lorsque nous avons étudié le rapport des arrérages, nous avons tiré une conclusion absolue de l'art. 856, conçu dans les mêmes termes que l'art. 928, et nous

avons dit que les arrérages de la rente, prélevés sur les capitaux ou sur les revenus du donateur, n'étaient jamais rapportables. Or les règles du rapport ne sont pas d'ordre public; elles sont purement interprétatives de volonté et il est toujours permis au donateur d'y déroger dans la mesure qu'il juge convenable (art. 843 C. c.). Ce dernier pouvant ainsi écarter le rapport d'une façon absolue, il était dès lors possible de reconnaître une portée également absolue à une règle interprétative de sa volonté.

Mais il n'en est plus de même des règles de la réduction. Le père de famille peut disposer d'une quotité de biens déterminée par la loi, mais il ne peut à sa volonté en grossir le chiffre. Les règles posées par la loi sont d'ordre public et il n'est permis à personne d'y déroger, par quelque moyen que ce soit. Or si l'on admet que les arrérages de la rente, si considérables soient-ils, sont irrévocablement acquis au crédientier, on est entraîné à permettre de graves atteintes au droit des réservataires. Si, par exemple, un père constitue à l'un de ses enfants une rente viagère, dont il ne peut payer les arrérages que par des prélèvements importants sur ses capitaux, ou si, ayant des revenus considérables qui lui permettraient de faire annuellement des économies importantes, il donne à l'un de ses enfants, sous forme de rente viagère, la plus grande partie de ses revenus, l'enfant donataire de la rente viagère se trouve acquérir au détriment de ses frères et sœurs la plus grande partie de la fortune paternelle, et cette atteinte aux droits des réservataires ne peut être tolérée.

Il ne faut donc pas, malgré la généralité des expressions de l'art. 928 C. c., tirer de cet article une conclusion absolue et soustraire, *en toute hypothèse*, le crédi-

rentier à l'action en réduction ; mais il faut admettre que dans certaines circonstances, ainsi que nous allons le démontrer, le principe énoncé par l'art. 920 doit recouvrer toute sa force.

Fréquemment en effet, le donateur aura été de mauvaise foi et aura déguisé sous la forme d'une constitution de rente la donation d'un capital payable par fractions chaque année. Dans ces conditions, les héritiers lésés pourront prouver la fraude par tous les moyens, même par témoins, et l'héritier doté devra imputer les sommes reçues sur la quotité disponible et, en cas d'insuffisance, sur sa part de réserve (art. 924 C. c.) (1). De même, si le donateur a été de bonne foi lors de la constitution, si par exemple, après avoir constitué à l'un de ses enfants une rente en rapport avec sa position de fortune, il se trouve dans une situation telle qu'il soit obligé de prélever sur ses capitaux une somme importante pour faire face au service de la rente, nous pensons encore que la règle de l'art. 928 doit fléchir devant le principe énoncé par l'art. 920.

154. — Mais dans quelle mesure faut-il écarter l'application de l'art. 928 ? C'est là qu'est évidemment la difficulté, puisque nous n'avons aucun texte pour nous guider. Les auteurs ne semblent pas avoir envisagé cette situation particulière. Seul M. Demolombe (t. XIX, n° 314) a prévu une hypothèse analogue, celle où il s'agirait d'une des libéralités dispensées du rapport par l'art. 852 C. c. ;

(1) Ce mode d'imputation suppose naturellement que la donation a eu lieu avec dispense de rapport. La donation déguisée n'étant pas de plein droit dispensée du rapport (voyez sur ce point controversé Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 3605 et les autorités citées en note dans les deux sens), il faudrait rechercher dans les circonstances qui l'ont accompagnée la preuve de cette dispense de rapport. A défaut de cette preuve, l'héritier devrait imputer les sommes reçues sur sa part de réserve (Planiol, t. III, n° 2230).

et il a pensé que dans ce cas l'on pouvait étendre l'art. 852 à la matière de la réduction et par conséquent dispenser de la réduction les libéralités qu'il énumère. « *Cependant, ajoute-t-il, nous n'appliquons ici l'art. 852 qu'autant que les diverses dépenses qu'il mentionne auraient été en effet acquittées par le de cujus sur ses revenus. Si donc il était constaté en fait qu'il a prélevé au contraire ces dépenses sur son capital, il y aurait lieu, suivant nous, de soumettre ces sortes d'avantages comme tous les autres à l'application de l'art. 922.* »

Sans examiner ici la valeur de cette doctrine en ce qui concerne les libéralités énoncées dans l'art. 852 C. c., nous nous bornerons à rechercher s'il est possible de l'appliquer, par identité de motifs, aux arrérages de la rente viagère. Cette application nous paraît inadmissible pour deux raisons : d'une part, ainsi que nous l'avons déjà remarqué (n° 151), l'origine des biens donnés est sans influence sur la question de savoir s'il y a lieu au rapport fictif de ces biens pour le calcul de la quotité disponible, et d'autre part, l'idée que le droit des réservataires ne porte que sur les capitaux et non sur les économies réalisables au moyen des revenus ne nous paraît pas exacte.

Au lieu de poser *a priori* une règle absolue, qui serait nécessairement en défaut dans bien des hypothèses et dont l'application ne serait pas d'ailleurs sans difficultés, nous préférons dire que les arrérages de la pension payée par le père à l'un de ses enfants ne sont pas soumis au rapport fictif et à la réduction lorsqu'ils ont été constamment en rapport avec les ressources des parties et qu'ils y sont soumis dans le cas contraire; en cas de désaccord, il appartiendra aux tribunaux d'apprécier cette délicate

question. Cette solution ménage, selon nous, dans la mesure du possible, les différents intérêts en présence, car d'une part, à l'encontre du *criterium* que nous venons de rejeter, elle ne sacrifie jamais en vertu d'un principe abstrait les droits des réservataires et, d'autre part, elle laisse à l'héritier soumis éventuellement à réduction pleine et entière liberté de se défendre devant la justice.

N'ayant rencontré aucune décision judiciaire relative à cette difficulté, nous ne pouvons pas dire quel est sur la question le sentiment de la jurisprudence; cependant notre opinion nous paraît avoir été implicitement adoptée par un arrêt de la cour de Liège du 5 décembre 1888 (*Pasicrisie Belge* 1889. 2. 157), qui a décidé que les pensions annuelles consenties et payées par les parents aux enfants en considération de leur mariage et pour subvenir à leurs besoins, lorsqu'elles étaient en rapport avec les ressources de la famille, se compensaient avec les sommes dépensées pour l'entretien des enfants non mariés restant avec leurs parents et que dès lors il n'y avait pas lieu de les rapporter fictivement pour déterminer la quotité disponible. Les motifs de cet arrêt semblent indiquer en effet que la décision de la Cour eût été différente si la rente n'avait pas été en rapport avec les ressources de la famille.

C'est encore un sentiment analogue qu'exprimait M. Labbé dans sa note du Sirey accompagnant l'arrêt de Caen du 28 mai 1879 cité *supra* (S. 80. 2. 283). « Ne pourrait-on pas, dit-il, transporter dans la matière de la réserve une formule suggérée par l'art. 852 à propos du rapport : *ne sont pas sujets à réunion fictive les dons pris par le donateur sur les revenus et attribués au donataire pour être consommés comme revenus?* » Si nous appliquons cette

formule aux arrérages de la rente viagère, nous voyons qu'elle exprime simplement, sous une autre forme, ce que nous avons dit plus haut, que les arrérages de la rente doivent être constamment proportionnés aux ressources du donateur et du donataire.

155. — B. LA RENTE SUBSISTE APRÈS LE DÉCÈS DU DONATEUR. — Si la rente viagère donnée à l'enfant par préciput et hors part a été constituée uniquement sur la tête de celui-ci, de sorte qu'elle subsiste après le décès du donateur, le principe de l'art. 922 conduirait à décider qu'elle doit être évaluée d'après sa valeur au jour du décès du donateur, pour être soumise, le cas échéant, à la réduction d'après la valeur ainsi obtenue; l'art. 1970 semble confirmer cette théorie en décidant en termes généraux que « la rente viagère est réductible si elle excède ce dont il est permis de disposer ».

Mais l'art. 917 apporte aux règles générales de la réduction une exception qui vise spécialement notre hypothèse : « Si la disposition par acte entre vifs est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers, au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible. » La loi a pour but d'éviter l'estimation de la rente en capital, tout en assurant aux réservataires la libre disposition de leur réserve et au donataire le maximum de ce qu'il peut réclamer; elle s'applique donc à toute rente viagère constituée à titre gratuit et par suite à celle constituée en dot à l'un des enfants du donateur.

Cependant le texte de l'art. 917 devant, en raison même de son caractère exceptionnel, être restreint à l'hypothèse

qu'il prévoit, l'estimation de la rente peut devenir nécessaire dans plusieurs cas.

D'abord si la rente est soumise au rapport, l'évaluation en devient nécessaire, non seulement pour l'établissement du rapport, conformément à ce que nous avons dit plus haut (n° 146), mais encore pour le calcul de la quotité disponible donnée ou léguée par le *de cujus*.

L'estimation devient encore nécessaire dans le cas prévu par l'art. 1970, qui n'envisage pas la même hypothèse que l'art. 917 et par suite se concilie avec lui de la façon la plus simple, l'article 1970 supposant un conflit entre plusieurs donataires ou légataires, tandis que l'art. 917 suppose un conflit entre le réservataire et le donataire de la rente. Dès lors en effet, qu'à côté de la rente viagère constituée par préciput à l'enfant du donateur, il existe d'autres dons ou des legs également imputables sur la quotité disponible, il y a lieu de procéder à la réduction proportionnelle ordonnée par l'art. 926 si l'ensemble de ces libéralités dépasse la quotité disponible, et cette réduction ne peut être opérée que d'après une évaluation en capital de la rente.

Au surplus l'étude approfondie de l'art 917 faisant partie de la théorie générale des donations, nous n'insistons pas davantage sur l'exercice du droit d'option qui appartient aux réservataires et sur les effets de cette option (pour plus de détails voyez Baudry-Lacantinerie et Colin, *Traité des donations*, n°s 772 et suiv. — Planiol, t. III, n°s 3133 et suiv.).

156. — II. *De la réduction des capitaux versés en remplacement de la rente.* — Si le versement d'un capital en remplacement de la rente a été fait à l'enfant avec dispense de rapport, aucun doute ne peut s'élever sur la

nécessité de réunir fictivement ce capital à la masse pour le calcul de la quotité disponible et, s'il y a lieu, de le soumettre à réduction. Il n'existe en effet aucune raison de soustraire ce capital à la règle générale énoncée dans l'art. 922 C. c.

---

## CHAPITRE V

---

### DROIT FISCAL

157. — L'accord entre le droit civil et le droit fiscal nous paraît complet dans la matière de la rente viagère constituée en dot, et toutes les solutions, que nous avons adoptées au point de vue civil, doivent en même temps servir de base aux perceptions du fisc. Il nous suffira donc, pour exposer les règles qui intéressent notre sujet, de passer en revue toutes les situations analysées au cours de notre étude et d'indiquer les perceptions à faire sur les actes qui les constatent et, le cas échéant, sur les mutations par décès qui en résultent. Cependant il est nécessaire d'indiquer au préalable le principe général qui régit les rentes viagères constituées à titre gratuit, et de nous y arrêter un instant.

158. — A. EVALUATION DE LA RENTE. — Aux termes de l'article 14, n° 9, de la loi du 22 frimaire an VII, la valeur de la propriété est déterminée pour les rentes viagères et pensions créées sans expression de capital, leurs transports et amortissements, à raison d'un capital formé de dix fois la rente ou pension, et quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement. Il n'est fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation. Les rentes et pensions payables en nature

sont évaluées aux mêmes capitaux, estimation préalable-  
ment faite des objets d'après les dernières mercuriales  
du canton où l'acte a été passé. S'il est question d'objets  
dont les prix ne peuvent être réglés par les mercuriales,  
les parties en font une déclaration estimative.

La rente viagère est ainsi assimilée par la loi fiscale  
à un capital égal à dix fois son annuité, lorsqu'elle est  
créée *sans capital exprimé* c'est-à-dire à titre gratuit.  
Le n° 9 de l'art. 14 de la loi de frimaire s'oppose en effet  
aux n°s 6 et 7 du même article, où il est question des créa-  
tions et cessions de rente à titre onéreux et les mots  
*expression de capital* doivent s'entendre dans le sens  
*d'aliénation de capital*. Aussi la jurisprudence a-t-elle  
décidé qu'il ne faut pas considérer, comme étant créée  
avec expression de capital, la rente que le donateur s'est  
réservé la faculté d'amortir moyennant un capital déter-  
miné (Cass. 22 février 1832, S. 32. 1. 186). Dès lors, toute  
rente constituée en dot, qu'elle soit ou non accompagnée  
d'une faculté d'amortissement moyennant un capital déter-  
miné, rentre dans cette catégorie générale de rentes créées  
sans expression de capital et sa valeur est déterminée  
par un capital égal à dix fois son annuité.

La rente viagère, étant, par sa nature même, créée sur  
la tête d'une personne avec laquelle elle doit s'éteindre,  
devrait, ce semble, diminuer de valeur, à mesure qu'on  
se rapproche du moment de son extinction; il n'en est  
rien et la loi fiscale établit au contraire une sorte de forfait,  
en vertu duquel, sans s'occuper de l'âge de la personne  
sur la tête de qui la rente est constituée, et sans distin-  
guer même si la rente est constituée sur une ou plusieurs  
têtes, elle attribue à la rente, lors de sa constitution,  
une valeur que celle-ci conserve pendant toute son exis-

tence pour tous les actes et mutations dont elle peut être l'objet.

159. — *Donation onéreuse.* — Ce mode d'évaluation de la valeur imposable ne souffre pas d'exception lorsque la constitution de la rente est accompagnée de charges incombant au donataire, puisqu'aux termes de l'art. 14, n° 8, de la loi du 22 frimaire an VII, la valeur de la propriété est déterminée pour les transmissions entre vifs à titre gratuit *sans distraction des charges*.

Il faut cependant mettre à part l'hypothèse que nous avons précédemment étudiée (n° 49), où la rente est constituée à l'un des futurs par le survivant de ses père et mère, et *doit le remplir d'abord, jusqu'à due concurrence, de sa part de revenu dans la succession de son auteur prédécédé*. On doit considérer qu'il y a donation seulement pour partie de la rente, selon la distinction déjà faite. Le droit de donation n'est liquidé que sur la partie de rente réellement donnée et évaluée comme nous venons de dire au n° précédent, mais à condition qu'il soit justifié à l'administration du montant du revenu appartenant à l'enfant doté comme héritier de son auteur décédé.

160. — B. CONSTITUTION DE LA RENTE. — La constitution ou la donation de la rente aux futurs peut être faite soit par leurs pères et mères ou autres ascendants, soit par des parents collatéraux, soit par des personnes non parentes. Elle supporte dans tous les cas, sur l'évaluation de la rente, un droit proportionnel dont le tarif est d'autant plus élevé que la parenté entre les parties est plus éloignée. Ce tarif actuellement fixé par l'art. 18 de la loi du 25 février 1901 est de 2 % en ligne directe, 7 % entre frères et sœurs, 8 % entre oncles, tantes, neveux et nièces, 9 % entre grands-oncles, grand'tantes, petits-neveux, petites-

nièces et cousins germains, 10 % entre collatéraux aux 5<sup>m</sup>e et 6<sup>m</sup>e degrés et 11 % entre parents au delà du 6<sup>m</sup>e degré et entre personnes non parentes ; tous ces droits se calculent sans décimes. Les garanties, qui peuvent accompagner la constitution de rente, ne donnent ouverture à aucun droit particulier parce qu'elles ne sont pas des dispositions indépendantes au sens de l'art. 11 de la loi du 22 frimaire an VII.

Nous avons vu sous les n<sup>os</sup> 21 à 23 que la rente est souvent constituée non seulement au profit de l'un des futurs, mais encore, après lui, à ses descendants ou à son conjoint survivant. Pour la perception à faire au moment de la constitution, le fisc ne considère que le premier bénéficiaire et applique le tarif en rapport avec la parenté existant entre ce premier bénéficiaire et le donateur ; toutefois de nouveaux droits deviennent exigibles chaque fois que par suite d'un décès la rente profite à un nouveau bénéficiaire.

**161. — Réversion.** — Nous avons vu au n<sup>o</sup> 21 que les descendants de l'enfant doté ne peuvent recueillir la rente, après le décès de leur auteur, que comme héritiers de celui-ci. Comme conséquence, lors de ce décès, les enfants comprendront dans la déclaration de la succession de leur auteur, la rente (toujours évaluée au denier dix) et paieront sur sa valeur l'impôt de mutation par décès variable en ligne directe de 1 % à 5 % sans décimes selon l'importance des parts héréditaires. Le même droit de succession serait dû au cas où la rente aurait été constituée avec charge de restitution aux enfants à naître (voyez Trib. de la Seine 4 avril 1884, D. 85. 3. 101, S. 85. 2. 223 et sol. de l'Administration de l'Enregistrement du 27 mars 1893, R. P. 8105).

Au contraire le conjoint de l'époux doté peut bénéficier

de la rente, soit comme donataire de ce dernier, soit comme donataire de ses beaux-parents (voir nos 22 et 23); comme conséquence il paiera, sur la valeur de la rente, dans le premier cas un droit de succession, variant de 3,75 à 9 % sans décimes, selon l'importance des avantages par lui recueillis, et, dans le second, un droit de donation simplement proportionnel de 11 %, également sans décimes. C'est en effet un droit de succession qui sera dû dans le premier cas parce que la donation de l'époux à son conjoint dans le contrat de mariage est une *donation éventuelle* faite sous la condition du prédécès du donateur et assimilée aux testaments par la loi fiscale (L. 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, n° 5. L. 28 avril 1816, art. 53. Cass. 23 mars et 7 juillet 1840, S. 40. 1. 476. 743); et c'est le tarif des donations par contrat de mariage et non celui plus élevé des donations ordinaires qui sera dû dans le second, parce que le titre de la donation se trouve dans le contrat de mariage (voyez Cass. 27 mars 1872, D. 72. 1. 212. — Instr. de l'Administration de l'Enregistrement, n° 2449, § 2. — Cass. 10 décembre 1889, D. 90. 1. 348. — Instr. n° 2790, § 3).

**162. — C. CESSION DE LA RENTE A TITRE ONÉREUX OU GRATUIT PAR LE CRÉDIRENTIER.** — Si la rente n'est pas incessible, il peut arriver, entre sa constitution et son extinction, que le crédientier en consente la cession, soit à titre onéreux, soit plus rarement à titre gratuit. Dans un cas comme dans l'autre, la rente sera évaluée au denier dix, comme il a été dit au n° 158, et elle supportera sur cette évaluation, dans le cas de cession à titre onéreux un droit de 2 fr. 50 %, décimes compris, et, dans le cas de cession à titre gratuit, un droit de donation variable de 2 à 13 fr. 50 % sans décimes, selon que la donation aura lieu par ou hors contrat de mariage et selon la parenté des parties.

163. — Si la rente était seulement cédée à titre de garantie d'un engagement quelconque, cette cession ne donnerait ouverture à aucun droit particulier si elle était comprise dans l'acte même de l'obligation garantie, parce qu'elle devrait être considérée comme une disposition dépendante de cette obligation et non comme une disposition indépendante dans le sens de l'art. 11 de la loi de frimaire. Si la cession en garantie faisait l'objet d'un acte postérieur à l'acte d'obligation cet acte serait, au point de vue fiscal, un *acte de complément* passible en vertu de l'art. 68, § 1, n° 6, de la loi de frimaire d'un droit fixe s'élevant actuellement à 3 fr. 75, décimes compris.

164. — D. EXTINCTION DE LA RENTE. — Nous avons, sous le n° 51, divisé les modes d'extinction de la rente en deux catégories, selon qu'ils procurent ou non une satisfaction au créancier. Ceux de la première catégorie que nous avons étudiés dans la première section du chapitre II et qui comprennent le paiement, la dation en paiement, la novation, la compensation et la confusion, sont les seuls modes d'extinction intéressants au point de vue fiscal (1).

165. — 1° *Paiement*. — *a. PAIEMENT DES ARRÉRAGES*. — Si le paiement s'applique seulement aux arrérages de la rente, l'acte, qui le constate, donne ouverture, sur le montant même des arrérages payés, au droit de quittance fixé par l'art. 69, § 2, n° 11, de la loi du 22 frimaire an VII à 0 fr. 50 % en principal, soit actuellement 0 fr. 625 % avec les décimes.

166. — *b. AMORTISSEMENT DE LA RENTE*. — Si le paiement effectué s'applique à la rente elle-même et en produit l'amortissement, il arrive, comme nous l'avons dit au n° 53,

(1) Nous nous dispenserons naturellement d'étudier la novation puisque nous en avons reconnu l'impossibilité en notre matière (n° 77).

ou bien que le capital versé est équivalent à la valeur de la rente, ou bien qu'il produit un intérêt égal au montant de ses arrérages, ou bien qu'il est supérieur à la valeur de la rente tout en ne produisant qu'un intérêt inférieur. Chacun de ces trois cas mérite un examen spécial.

167. — 1<sup>er</sup> Cas. — Du moment que la somme versée ne représente que la valeur même de la rente et que le paiement effectué produit simplement la libération du débiteur (n° 54), le seul droit exigible est encore celui de quittance; mais il convient d'observer qu'aux termes mêmes de l'art. 14, n° 9, de la loi de frimaire rapportés au n° 158, ce droit est liquidé sur dix fois le montant de la rente, quelle que soit la somme versée pour l'amortissement.

168. — 2<sup>e</sup> Cas. — Si le capital versé doit produire un intérêt égal au montant de la rente, il a une valeur nécessairement supérieure à celle de la rente et son versement réalise une donation nouvelle (n° 60). En conséquence de cette interprétation, le donataire doit, en toute justice, acquitter un nouveau droit de donation sur la valeur dont il bénéficie, valeur représentée par la différence entre l'importance des objets donnés par les deux donations, et c'est ce qui a lieu en fait. Le fisc considère que le donataire reçoit à titre de donation tout le capital à lui versé, mais comme il a assimilé précédemment la rente à un capital et qu'il a tarifé ce capital au droit de donation, il n'asseoit sa nouvelle perception que sur le capital versé diminué de celui déjà tarifé.

Cependant cette théorie, si équitable qu'elle soit, a été souvent contestée par les contribuables qui ont prétendu contre l'Administration de l'Enregistrement que le versement du capital ne produisait pas autre chose que l'amortissement de la rente et, qu'en vertu même de l'art. 14,

n° 9, de la loi de frimaire aux termes duquel la valeur des rentes créées sans expression de capital est déterminée pour leur amortissement par un *capital formé de dix fois la rente, quel que soit le prix stipulé pour l'amortissement*, l'acte constatant ce versement devait toujours supporter seulement le droit de quittance liquidé sur dix fois la rente. Cette prétention a été accueillie par un assez grand nombre de décisions judiciaires (Tribunaux de Nantes 1<sup>er</sup> décembre 1891, R. P. 7867. — Orléans 15 juillet 1896, R. P. 9025. — Tarbes 3 avril 1901, R. E. 2709. — Marseille 24 mai 1905, R. P. 11050). Le point de départ de cette jurisprudence a été un arrêt de la Cour de Cassation du 29 juin 1870 (R. P. 3178), auquel on a donné une portée absolue qu'il ne comportait pas, à notre avis (1). Les jugements postérieurs se sont bornés à invoquer les termes absolus de l'art. 14, n° 9, de la loi de frimaire et à constater l'amortissement de la rente; mais ils omettent de démontrer que le versement du capital a été considéré *pour le tout* par les parties comme un amortissement, exclusif de toute libéralité nouvelle : là est le point faible de leur argumentation et c'est ce qui explique que certains tribunaux, sentant la fragilité de ce raisonnement (voyez Nantes et Tarbes cités plus haut), aient essayé de motiver leurs décisions uniquement sur des circonstances de fait pouvant permettre de considérer que la somme payée n'était dans les espèces qui leur étaient soumises que l'équivalent de la rente (2). Aussi nous sommes d'avis que ces jugements,

(1) L'arrêt de cassation cité au texte est en effet intervenu dans une affaire, où il s'agissait de l'extinction moyennant versement d'un capital de 60.000 francs d'une rente viagère de 3.000 francs, susceptible dans certaines conditions de s'élever à 4.000 francs et où dès lors il n'était pas établi que, dans l'esprit des parties, les intérêts des 60.000 francs fussent équivalents à la rente viagère.

(2) Ces jugements ont été rendus dans des espèces où la rente était égale à l'intérêt à *cinq pour cent* du capital versé, taux supérieur au taux moyen des placements à l'époque du versement.

malgré leur nombre, ne doivent être considérés que comme des décisions d'espèces et nous persistons à penser que l'acte qui constate l'amortissement de la rente moyennant le versement d'un capital devant produire un intérêt égal à cette rente, doit supporter un droit de quittance sur une valeur égale à dix fois la rente et un droit de donation sur le capital versé diminué de celui tarifé au droit de quittance. Le droit de donation doit d'ailleurs être acquitté au même tarif que celui déjà perçu sur la constitution de rente, puisque le contrat de mariage est le titre de la seconde donation comme de la première.

169. — 3<sup>e</sup> Cas. — Ce dernier cas, comme nous l'avons dit au n<sup>o</sup> 63, sera, dans la pratique, souvent ramené au second, et, quand l'assimilation ne sera pas possible, on devra y voir pour partie une libération et pour partie une donation.

Ce qui est vrai au point de vue civil l'est également au point de vue fiscal, avec cette différence toutefois que, la loi fiscale étant de droit étroit, le fisc ne peut aggraver la situation d'un contribuable par de simples raisons d'analogie et devra toujours, dans le doute, assimiler le 3<sup>e</sup> cas non pas au second mais au 1<sup>er</sup>, et, comme dans celui-ci, ne percevoir que le droit de quittance sur dix fois la rente.

170. — 2<sup>e</sup> Dation en paiement. — Au point de vue fiscal, la dation en paiement peut être décomposée en deux parties, la première étant une cession à titre onéreux et la seconde une compensation du prix de cette cession avec la dette du cédant. Mais nous savons déjà que les différentes dispositions d'un acte ne sont passibles chacune d'un droit particulier que si elles sont indépendantes l'une de l'autre, c'est-à-dire si elles peuvent exister l'une sans l'autre, l'une n'étant pas la condition nécessaire

de l'autre; or, dans le cas de la dation en paiement, cette indépendance n'existe évidemment pas, puisque les deux dispositions ne sont que les deux éléments d'une convention unique. Le fisc ne doit donc tarifier que la disposition principale, c'est-à-dire la cession à titre onéreux. Quant à la compensation qui n'est qu'un mode de paiement du prix, paiement considéré expressément par l'article 10 de la loi de frimaire comme étant une disposition dépendante de la cession, elle est affranchie de tout droit particulier. Le seul droit dû au trésor est donc celui de cession à titre onéreux, dont le taux est variable selon la nature de l'objet cédé.

Lorsque la dation en paiement consiste en la prestation d'une somme d'argent équivalente à la rente, l'opération n'est qu'un simple amortissement et, comme telle, est soumise au droit de quittance sur un capital formé de dix fois la rente (comp. ci-dessus n° 167).

Mais lorsqu'elle doit procurer au crédientier un nouvel enrichissement, par exemple par la prestation d'un capital produisant un intérêt égal à la rente, nous pensons, comme dans le cas étudié précédemment où il s'agit de l'exercice d'une faculté réservée au contrat de mariage, que l'opération doit supporter un droit de quittance sur une valeur égale à dix fois la rente et un droit de donation (d'après le tarif des donations ordinaires) sur le capital versé, diminué de celui tarifé au droit de quittance. C'est ce qu'avait soutenu l'Administration de l'Enregistrement devant la Cour de cassation en 1870 (voyez le mémoire produit par elle dans R. P. n° 3178). Quoique ses prétentions aient été rejetées par l'arrêt du 29 juin 1870 cité plus haut, elle n'a pas modifié la règle de ses perceptions et elle a réussi à faire triompher son opinion devant quelques tribunaux

(Autun 13 juin 1876, R. P. 4519. — Gaillac 9 mai 1877, R. P. 4937). Pour notre compte, nous ne serions pas surpris d'assister dans un avenir plus ou moins rapproché à la confirmation de ces décisions par la Cour suprême.

171. — 3° *Compensation*. — La compensation est facultative, légale ou judiciaire ; elle produit dans tous les cas une double libération, mais, comme dans la dation en paiement, les deux dispositions qu'elle contient sont corrélatives au point de ne pouvoir exister l'une sans l'autre, l'une des deux créances formant le prix de l'amortissement de l'autre. Il ne peut donc être perçu sur la compensation qu'un seul droit (Dél. 8 septembre 1821. — Dalloz, v° Compensation, n° 1019. — Cass. 25 mars 1885, R. P. 6469), et ce droit est celui de quittance de 0 fr. 625 %, décimes compris.

La compensation peut s'appliquer soit seulement aux arrérages de la rente, soit à la rente elle-même. Si elle s'applique aux arrérages, le droit est liquidé sur le montant même de ces arrérages ou sur la valeur compensée si celle-ci leur était supérieure. Si la compensation s'applique à la rente elle-même, celle-ci est évaluée d'une part comme nous avons dit au n° 158, et la valeur compensée est déterminée d'autre part selon les règles spéciales à sa nature, par exemple, si c'est une rente constituée à titre onéreux, par le capital moyennant lequel cette rente a été constituée (art. 14, n° 7, de la loi de frimaire). Le droit est liquidé sur la plus élevée des deux évaluations ainsi faites, le fisc étant évidemment fondé à considérer comme disposition principale la libération correspondant à cette évaluation.

Ces règles générales s'appliquent à tous les cas de compensation facultative ; mais la perception à faire sur les

actes qui constatent une compensation légale est très controversée et on n'est pas d'accord pour décider si ces actes doivent ou non supporter le droit de quittance, comme l'acte qui contient une compensation facultative. Presque tous les auteurs, plusieurs tribunaux et la Cour de cassation elle-même tiennent pour la négative et pensent qu'il est dû un simple droit fixe de 3 fr. 75, décimes compris (*Traité Alph.*, v<sup>o</sup> Compensation, n<sup>os</sup> 9 à 12. — Arras 30 décembre 1852, R. G. 7<sup>e</sup> éd., v<sup>o</sup> Compensation, n<sup>o</sup> 42. — Seine 10 février 1871, R. P. 3322. — Cass. req. 16 mai 1870, S. 71. 1. 60). L'Administration et avec elle quelques tribunaux tiennent au contraire pour l'affirmative (R. G., v<sup>o</sup> Compensation, n<sup>os</sup> 43 et suiv. — Joigny 20 avril 1860, R. P. 1350. — Lyon 6 mars 1863, J. N. 17813). Dans la pratique, l'Administration continue à percevoir le droit de quittance.

La compensation judiciaire, qui s'opère quand, à défaut d'accord des parties, le juge liquide une créance jusque là indéterminée, en fixe le quantum et la compense jusqu'à due concurrence, est soumise aux mêmes règles que la compensation facultative. Mais lorsque le juge se borne à constater l'existence d'une compensation légale qui s'est produite antérieurement, il ne se produit pas à proprement parler une compensation judiciaire et la compensation doit rester soumise aux règles de la compensation légale (*Traité Alph.*, v<sup>o</sup> Compensation, n<sup>os</sup> 8 et suiv.).

172. — 4<sup>o</sup> *Confusion*. — Comme la compensation légale, la confusion opère de plein droit par le seul concours des conditions nécessaires à son existence; mais, à l'inverse de ce qui se passe pour la compensation légale, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que l'acte qui la constate ne doit jamais supporter de ce chef aucun droit (I. G. 1320, § 2).

## CONCLUSION

---

Au milieu des formes variées de la constitution de dot, celle de la rente viagère, ainsi que nous l'avons dit dans notre introduction, convient seulement à certaines situations spéciales; les parties sont donc les meilleurs juges de l'utilité de cette forme de dot, dont on ne saurait conseiller l'emploi d'une façon générale.

Les dots sous forme de rente viagère ne sont pas très fréquentes, et c'est ce qui explique sans doute qu'elles n'aient donné lieu en jurisprudence qu'à des décisions peu nombreuses. Nous n'avons pas d'ailleurs la prétention d'en avoir fait un traité complet, mais en puisant dans la doctrine et dans la jurisprudence, et en réunissant des éléments épars dans l'une et dans l'autre, nous avons essayé de dégager quelques règles, dans lesquelles ceux qui voudront bien nous lire pourront peut-être trouver quelques indications utiles.

Quoi qu'il en soit, l'expérience que nous a procurée notre étude de la matière nous permet de dire avec assurance qu'une grande partie des difficultés, qui se produisent au sujet des rentes viagères constituées en dot, viennent d'un défaut de rédaction des clauses de constitution, les notaires ou leurs clercs ayant peut-être trop de tendances à copier certaines clauses, soit dans des formulaires soit dans des contrats antérieurs, parfois sans apprécier suffi-  
sam-

ment les différences qui peuvent exister d'une situation à une autre. Aussi nous permettrons-nous, en terminant, de donner aux praticiens un conseil, en les invitant d'abord à se bien rendre compte de la volonté des parties, puis, le cas échéant, à modifier ou compléter leurs formules dans la mesure nécessaire pour que cette volonté soit bien exactement et nettement exprimée.

Vu :

Le Président de la thèse,  
Ch. MASSIGLI.

Vu :

Le Doyen,  
LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
Pour le Vice-Recteur,  
l'Inspecteur de l'Académie,  
V. BONNARIC.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français (4<sup>e</sup> édition).  
BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil (8<sup>e</sup> édition).  
BRETONNEAU. — Etude sur les clauses d'inaliénabilité en dehors du contrat de mariage et des substitutions permises. Thèse, Paris, 1902.  
CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD. — Traité des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques.  
CHÉRON. — La jurisprudence sur les clauses d'inaliénabilité. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, pp. 340 et suiv.  
COLIN (BAUDRY-LACANTINERIE et). — Traité des donations entre vifs et des testaments.  
DALLOZ. — Recueil périodique.  
DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de code civil.  
DEMOLOMBE. — Cours de Code civil.  
DURANTON. — Cours de droit français.  
GARNIER. — Répertoire général de l'enregistrement, des domaines et des hypothèques (7<sup>e</sup> édition).  
GARSONNET. — Traité théorique et pratique de procédure civile.  
GUILLOUARD. — Traité du contrat de mariage. Traité des contrats aléatoires.  
*Instructions générales de l'Administration de l'Enregistrement.*  
*Journal de l'Enregistrement et des Domaines.*  
LABBÉ. — Note au Sirey, 1880. 2. 283.  
LAURENT. — Principes du droit civil français.  
LE COURTOIS et SURVILLE (BAUDRY-LACANTINERIE). — Traité du contrat de mariage.  
MAGUÉRO. — Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques.  
MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code civil.

- MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil (2<sup>e</sup> édition). Examen doctrinal de jurisprudence civile, *Revue critique*, 1886, p. 611.
- PONT. — Commentaire-traité des petits contrats.
- POTHIER. — Traité de la communauté, édition Bugnet, t. VII, pp. 49 et suiv.
- Répertoire général alphabétique du droit français.*
- Répertoire général pratique du notariat et de l'enregistrement, recueil périodique faisant suite au Traité-formulaire du notariat de Defrénois.*
- Répertoire périodique de l'enregistrement, des domaines et des hypothèques, faisant suite au Répertoire général de Garnier.*
- Revue de l'enregistrement, des hypothèques, du timbre et du domaine faisant suite au Traité alphabétique des droits d'enregistrement de Maguéro.*
- RODIÈRE et PONT. — Traité du contrat de mariage (2<sup>e</sup> édition).
- ROUSSILHE. — Traité de la dot.
- SIREY. — Recueil périodique.
- TESSIER. — Traité de la dot.
- TISSIER. — Notes au Sirey 1904. 2. 201, 1905. 1. 513.
- THALLER. — Des droits du créancier dans la faillite du débiteur en matière de rente viagère, *Annales de droit commercial*, 1902, pp. 183 et suiv.
- WAGNER. — La clause d'inaliénabilité dans les donations et les legs, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, pp. 311 et suiv.
- WAHL (BAUDRY-LACANTINERIE et). — Traité des successions. Traité des contrats aléatoires.
-

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                       |        |
|-----------------------|--------|
| INTRODUCTION. . . . . | Page 1 |
|-----------------------|--------|

### CHAPITRE PREMIER

#### Constitution de la rente, n<sup>os</sup> 1 à 49

##### SECTION PREMIÈRE. — Conditions d'existence de la

|                                                              |                        |
|--------------------------------------------------------------|------------------------|
| rente. . . . .                                               | n <sup>os</sup> 2 à 36 |
| § I. Par qui la rente peut être constituée. . . .            | 4 à 16                 |
| I. Par les père et mère conjointement. . . .                 | 4                      |
| II. Par l'un seulement des deux auteurs. . . .               | 5 à 13                 |
| A. Première hypothèse . . . . .                              | 6 à 12                 |
| 1 <sup>o</sup> Régime de la communauté . . . . .             | 7                      |
| 2 <sup>o</sup> Régime dotal. . . . .                         | 8 à 11                 |
| 3 <sup>o</sup> Autres régimes. . . . .                       | 12                     |
| B. Deuxième hypothèse. . . . .                               | 13                     |
| III. Par les ascendants autres que les père et mère. . . . . | 14                     |
| IV. Par les tiers . . . . .                                  | 15 à 16                |
| § II. Au profit de qui la rente peut être constituée         | 17 à 23                |
| I. Descendants . . . . .                                     | 19 à 21                |
| II. Conjoint survivant. . . . .                              | 22 à 23                |
| § III. Sur la tête de qui la rente peut être constituée      | 24 à 30                |
| I. Sur la tête des bénéficiaires . . . . .                   | 25 à 28                |
| A. Enfant doté . . . . .                                     | 26                     |
| B. Enfant doté et ses descendants . . . . .                  | 27                     |
| C. Enfant doté et son conjoint. . . . .                      | 28                     |
| II. Sur la tête des donateurs. . . . .                       | 29                     |

|                                                                                                                    |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| III. Sur la tête des bénéficiaires et des donateurs cumulativement . . . . .                                       | 30      |
| § IV. En quoi la rente peut consister . . . . .                                                                    | 31      |
| § V. Garanties accessoires. . . . .                                                                                | 32 à 36 |
| I. Donateurs mariés sous le régime de la communauté . . . . .                                                      | 33 à 35 |
| II. Donateurs mariés sous le régime dotal. . .                                                                     | 36      |
| SECTION II. — Des dispositions qui contiennent constitution de rente en faveur des futurs époux. . .               | 37 à 49 |
| § I. Des donations pures et simples. . . . .                                                                       | 38 à 47 |
| I. Difficultés concernant la nature de la prestation . . . . .                                                     | 39 à 44 |
| A. Engagement de nourrir. . . . .                                                                                  | 40      |
| B. Versement d'un capital. . . . .                                                                                 | 41 à 44 |
| II. Durée non exprimée . . . . .                                                                                   | 45 à 47 |
| § II. Des conventions complexes où la donation est accompagnée d'obligations contractées par le donataire. . . . . | 48 à 49 |

## CHAPITRE II

### De l'exécution des obligations des constituants, 50 à 94

|                                                                                                                 |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| SECTION PREMIÈRE. — De l'exécution de l'obligation et des droits du crédientier en cas de non paiement. . . . . | 51 à 80 |
| § I. De l'exécution de l'obligation. . . . .                                                                    | 51 à 79 |
| I. Paiement. . . . .                                                                                            | 52 à 63 |
| A. Du paiement pur et simple . . . . .                                                                          | 52      |
| B. Du paiement au moyen d'un capital en vertu d'une réserve insérée au contrat . .                              | 53 à 63 |
| 1 <sup>er</sup> cas. Le capital doit être équivalent à la valeur de la rente au moment du versement. . . . .    | 54 à 56 |
| 2 <sup>e</sup> cas. Le capital doit produire des intérêts égaux au montant de la rente. . . .                   | 57 à 62 |
| 3 <sup>e</sup> cas. Le capital doit être supérieur à la                                                         |         |

|                                                                                                                                  |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| valeur de la rente au jour du versement,<br>mais doit produire un intérêt inférieur<br>au montant annuel de la rente. . . . .    | 63      |
| II. Dation en paiement. . . . .                                                                                                  | 64 à 76 |
| A. Possibilité de la dation en paiement. . .                                                                                     | 65 à 68 |
| 1° En ce qui concerne l'enfant doté. . . .                                                                                       | 66 à 67 |
| 2° En ce qui concerne les constituants. .                                                                                        | 68      |
| B. Des consentements nécessaires à la vali-<br>dité de la dation en paiement. . . . .                                            | 69 à 71 |
| C. Diverses espèces de dations en paiement. .                                                                                    | 72 à 75 |
| D. Effets de la dation en paiement. . . . .                                                                                      | 76      |
| III. Novation . . . . .                                                                                                          | 77      |
| IV. Compensation. . . . .                                                                                                        | 78      |
| V. Confusion. . . . .                                                                                                            | 79      |
| § II. Des droits du crédientier en cas de non<br>paiement. . . . .                                                               | 80      |
| SECTION II. — Des conséquences de l'exécution de<br>l'obligation au point de vue des rapports entre<br>les constituants. . . . . |         |
| § I. Les constituants sont mariés sous le régime<br>de la communauté. . . . .                                                    | 81 à 93 |
| I. Il y a eu purement et simplement service de<br>la rente. . . . .                                                              | 83 à 85 |
| II. Il y a extinction de la rente par suite du ver-<br>sement d'un capital. . . . .                                              | 86 à 93 |
| A. Versement d'un capital équivalent à la<br>valeur de la rente. . . . .                                                         | 87 à 91 |
| 1° Le capital a été fourni par la commu-<br>nauté. . . . .                                                                       | 88 à 90 |
| 2° Le capital a été fourni par l'un des époux. .                                                                                 | 91      |
| B. Versement d'un capital supérieur à la va-<br>leur de la rente. . . . .                                                        | 92 à 93 |
| 1° Capital produisant un intérêt égal à la<br>rente. . . . .                                                                     | 92      |
| 2° Capital produisant un intérêt inférieur. .                                                                                    | 93      |
| § II. Les constituants sont mariés sous le régime<br>dotal. . . . .                                                              | 94      |

### Appendice aux chapitres I et II

|                                                                                                          |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| De l'action Paulienne en matière de rente constituée en dot. . . . .                                     | 95 à 101  |
| I. Constitution de la rente. . . . .                                                                     | 97        |
| II. Exercice par le constituant d'une faculté de libération réservée dans le contrat de mariage. . . . . | 98 à 99   |
| III. Conventions modifiant le mode de paiement de la dot. . . . .                                        | 100 à 101 |

### CHAPITRE III

#### Etude de la rente viagère dans le patrimoine de l'enfant doté, 102 à 131

|                                                                                                       |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| SECTION PREMIÈRE. — Des rapports de l'époux doté avec son conjoint. . . . .                           | 103 à 117 |
| § I. Droits du conjoint de l'époux doté sur la rente. . . . .                                         | 104 à 109 |
| I. Les époux sont mariés en communauté. . . . .                                                       | 104 à 107 |
| A. Communauté légale. . . . .                                                                         | 105 à 106 |
| B. Modifications à la communauté légale. . . . .                                                      | 107       |
| II. Les époux sont mariés sous le régime dotal. . . . .                                               | 108 à 109 |
| § II. Droits du conjoint de l'époux doté sur les capitaux versés en remplacement de la rente. . . . . | 110 à 117 |
| I. Les époux sont mariés en communauté. . . . .                                                       | 111 à 116 |
| II. Les époux sont mariés sous le régime dotal. . . . .                                               | 117       |
| SECTION II. — Des rapports du donataire et de son conjoint avec les tiers. . . . .                    | 118 à 131 |
| § I. De l'insaisissabilité. . . . .                                                                   | 119 à 120 |
| § II. De l'inaliénabilité. . . . .                                                                    | 121 à 131 |
| I. Clauses d'inaliénabilité complète. . . . .                                                         | 122 à 131 |
| A. Validité de ces clauses. . . . .                                                                   | 122 à 128 |
| B. Effets de la clause d'inaliénabilité. . . . .                                                      | 129       |
| C. Sanction de la défense d'aliéner. . . . .                                                          | 130       |
| II. Clauses prohibant l'aliénation sans le consentement du donateur. . . . .                          | 131       |

## CHAPITRE IV

**De l'extinction de la rente. Du rapport et de la réduction, 132 à 156**

|                                                                                           |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| SECTION PREMIÈRE. — Des modes d'extinction de la rente. . . . .                           | 133 à 141 |
| § I. Modes d'extinction qui laissent subsister le titre constitutif de la rente . . . . . | 134 à 137 |
| I. De la prescription . . . . .                                                           | 135       |
| II. Du terme extinctif. . . . .                                                           | 136 à 137 |
| § II. Modes d'extinction qui annulent le titre constitutif de la rente. . . . .           | 138 à 141 |
| I. De l'annulation . . . . .                                                              | 139 à 140 |
| II. De la résolution . . . . .                                                            | 141       |
| SECTION II. — Du rapport et de la réduction. . . . .                                      | 142 à 156 |
| § I. Du rapport . . . . .                                                                 | 143 à 150 |
| I. Du rapport de la rente et de ses arrérages. . . . .                                    | 144 à 147 |
| II. Du rapport des capitaux versés en remplacement de la rente . . . . .                  | 148 à 150 |
| A. Versement d'un capital équivalent à la rente. . . . .                                  | 148 à 149 |
| B. Versement d'un capital supérieur à la valeur de la rente. . . . .                      | 150       |
| § II. De la réduction. . . . .                                                            | 151 à 156 |
| I. De la réduction de la rente et de ses arrérages . . . . .                              | 151 à 155 |
| A. La rente s'éteint au décès du donateur. . . . .                                        | 152 à 154 |
| B. La rente subsiste après le décès du donateur . . . . .                                 | 155       |
| II. De la réduction des capitaux versés en remplacement de la rente. . . . .              | 156       |

## CHAPITRE V

**Droit fiscal, 157 à 172**

|                                     |           |
|-------------------------------------|-----------|
| A. Evaluation de la rente . . . . . | 158 à 159 |
| Donation onéreuse . . . . .         | 159       |

|                                                                                |           |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| B. Constitution de la rente . . . . .                                          | 160 à 161 |
| Réversion. . . . .                                                             | 161       |
| C. Cession de la rente à titre onéreux ou gratuit par le crédirentier. . . . . | 162 à 163 |
| Cession à titre de garantie. . . . .                                           | 163       |
| D. Extinction de la rente. . . . .                                             | 164 à 172 |
| 1° Paiement. . . . .                                                           | 165 à 169 |
| <i>a.</i> Paiement des arrérages. . . . .                                      | 165       |
| <i>b.</i> Amortissement de la rente. . . . .                                   | 166 à 169 |
| 1 <sup>er</sup> cas . . . . .                                                  | 167       |
| 2 <sup>e</sup> cas. . . . .                                                    | 168       |
| 3 <sup>e</sup> cas. . . . .                                                    | 169       |
| 2° Dation en paiement. . . . .                                                 | 170       |
| 3° Compensation . . . . .                                                      | 171       |
| 4° Confusion . . . . .                                                         | 172       |
| CONCLUSION. . . . .                                                            | Page 143  |



---

PARIS. -- IMP. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17. — S.

---